

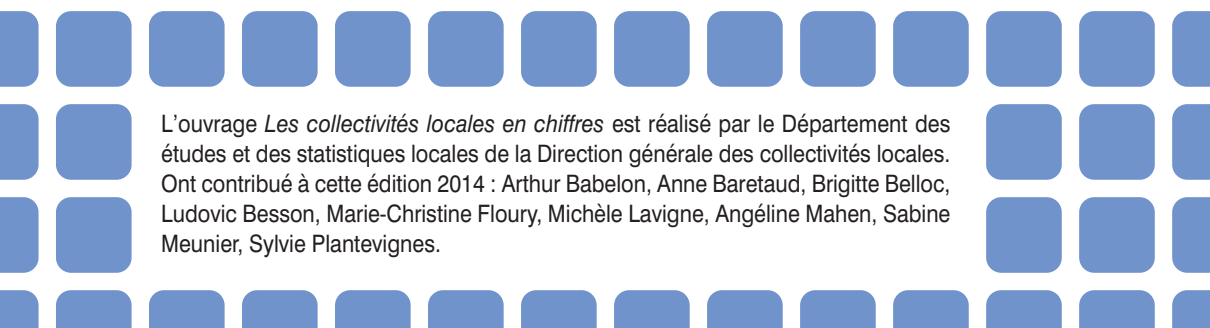
LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN CHIFFRES 2014



LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN 
CHIFFRES 

 2014



L'ouvrage *Les collectivités locales en chiffres* est réalisé par le Département des études et des statistiques locales de la Direction générale des collectivités locales. Ont contribué à cette édition 2014 : Arthur Babelon, Anne Baretaud, Brigitte Belloc, Ludovic Besson, Marie-Christine Flourey, Michèle Lavigne, Angéline Mahen, Sabine Meunier, Sylvie Plantevignes.

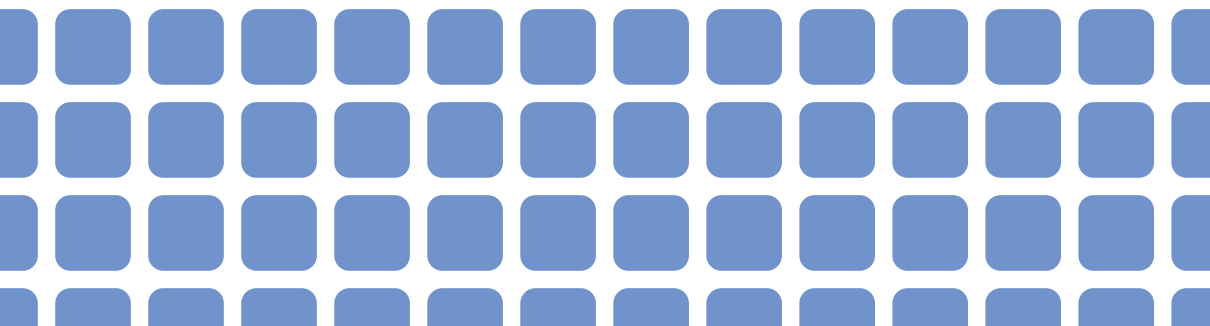
PRÉSENTATION

Cet ouvrage constitue la vingt-quatrième édition des *Collectivités locales en chiffres*. Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales donnent en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Ils retiennent en général les données disponibles sur les cinq dernières années. Les séries longues sur les divers sujets sont reprises dans un seul chapitre en fin d'ouvrage. Un chapitre introductif présente les chiffres clés des collectivités locales.

- ▶ Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux disponibles mi-février 2014. Les données des structures communales et intercommunales sont établies au 1^{er} janvier 2014, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production.
- ▶ Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux.
- ▶ Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France métropolitaine comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 5 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte. C'est le territoire économique intérieur de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, *Collectivités locales en chiffres* emploie l'expression « France » pour cet ensemble comprenant la France métropolitaine et les Dom, auquel s'applique la quasi-totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint Barthélemy, Saint Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Internet de la DGCL :
www.collectivites-locales.gouv.fr



SOMMAIRE

1 – LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES	7
2 – LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION	
Présentation - Définitions	14
2-1 Le nombre de collectivités locales en 2014	17
2-2 Les groupements de collectivités territoriales	18
2-3 La population des collectivités territoriales	19
2-4 La population des départements	20
2-5 Les communes par taille	22
2-6 Les villes de plus de 100 000 habitants	23
2-7 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	24
2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	25
3 – LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	
Présentation - Définitions	32
3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation	34
3-2 Les comptes des administrations publiques locales	35
3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques	36
3-4 Les prélèvements obligatoires	37
3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques	38
4 – LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES	
Présentation - Définitions	40
4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
4-2 Les comptes des communes	43
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
4-4 Les comptes du secteur communal	45
4-5 Les comptes des départements	46
4-6 Les comptes des régions	47
4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	49
5 – LA FISCALITÉ LOCALE	
Présentation - Définitions	52
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale 2012	55
5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens	56
5-3 La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux	57
5-4 La fiscalité des impôts économiques	58
5-5 Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères	59
5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale	60

6 – LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Présentation - Définitions	62
6-1 Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales	64
6-2 Les dotations et subventions de fonctionnement	65
6-3 Les autres concours financiers de l'État	66

7 – LES ÉLUS LOCAUX

Présentation - Définitions	68
7-1 Les élus locaux	70

8 – LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Présentation - Définitions	72
8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	74
8-2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2012	75
8-3 Les effectifs des collectivités locales par région	76
8-4 Les collectivités locales par taille d'effectifs	77
8-5 Le nombre des agents selon la taille de la collectivité	78
8-6 Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	79
8-7 Les effectifs des collectivités par filière, par âge	80
8-8 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	81

9 – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions	84
9-1 Le contexte européen	86
9-2 Le contexte régional	88
9-3 Le contexte départemental	90

10 – LES SÉRIES LONGUES

10-1 Les groupements de collectivités territoriales	96
10-2 Les comptes des administrations publiques locales	97
10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction	98
10-4 Les comptes des communes	99
10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	100
10-6 Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre	101
10-7 Les comptes des départements	102
10-8 Les comptes des régions	103
10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	104
10-10 Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés	105
10-11 L'endettement des collectivités locales	106
10-12 Les taux de fiscalité locale	107
10-13 Les produits de fiscalité locale	108
10-14 Les compensations et dégrèvements de fiscalité directe locale	109
10-15 Les effectifs des collectivités locales	110
10-16 Les dépenses de personnel des collectivités locales	111

Les collectivités locales en chiffres

2014

CHAPITRE

1

LES CHIFFRES CLÉS
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES

Les chiffres clés des collectivités locales

► 65,1 millions d'habitants en France.

RÉPARTITION DES COMMUNES SELON LEUR TAILLE

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population	Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
De 0 à 499 habitants	19 916	6,9%	Moins de 500 habitants	19 916	6,9%
De 500 à 1 999 habitants	11 623	17,5%	Moins de 2 000 habitants	31 539	24,4%
De 2 000 à 3 499 habitants	2 155	8,7%	Moins de 3 500 habitants	33 694	33,1%
De 3 500 à 4 999 habitants	922	5,9%	Moins de 5 000 habitants	34 616	39,0%
De 5 000 à 9 999 habitants	1 112	11,8%	Moins de 10 000 habitants	35 728	50,8%
De 10 000 à 19 999 habitants	507	10,8%	Moins de 20 000 habitants	36 235	61,5%
De 20 000 à 49 999 habitants	322	15,0%	Moins de 50 000 habitants	36 557	76,5%
De 50 000 à 99 999 habitants	83	8,3%	Moins de 100 000 habitants	36 640	84,8%
100 000 habitants et plus	41	15,2%	Toutes tailles confondues	36 681	100,0%

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2014.

RÉPARTITION DES DÉPARTEMENTS SELON LEUR TAILLE

Taille du département	Nombre de départements	Part de la population	Taille du département	Nombre de départements	Part de la population
Moins de 300 000 habitants	26	8,0%	Moins de 300 000 habitants	26	8,0%
De 300 000 à 499 999 habitants	24	14,0%	Moins de 500 000 habitants	50	22,0%
De 500 000 à 799 999 habitants	25	24,4%	Moins de 800 000 habitants	75	46,4%
800 000 habitants ou plus	26	53,6%	Toutes tailles confondues	101	100,0%

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2014.

RÉPARTITION DES RÉGIONS SELON LEUR TAILLE

Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population	Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population
Moins de 1 000 000 habitants	7	4,8%	Moins de 1 000 000 habitants	7	4,8%
De 1 000 000 à 1 999 999 habitants	9	22,1%	Moins de 2 000 000 habitants	16	26,9%
De 2 000 000 à 3 999 999 habitants	7	31,6%	Moins de 4 000 000 habitants	23	58,4%
4 000 000 d'habitants ou plus	4	41,6%	Toutes tailles confondues	27	100,0%

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2014.

► 99,8 % des communes* et 96,4 % de la population* appartiennent à un groupement à fiscalité propre.

L'INTERCOMMUNALITÉ À FISCALITÉ PROPRE AU 1^{er} JANVIER 2014

	Nombre de groupements à fiscalité propre	Nombre de communes regroupées	Population (en millions d'habitants)
Métropole	1	49	0,5
Communauté urbaine	15	445	7,3
Communauté d'agglomération	222	4 851	27,1
Communauté de communes	1 903	31 246	27,4
Syndicat d'agglomération nouvelle	4	23	0,2
Ensemble des groupements à fiscalité propre	2 145	36 614	62,6
dont groupements à fiscalité professionnelle unique	1 288	22 698	53,2

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population, population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

* France hors Mayotte.

► Les administrations publiques locales en 2012

- effectuent 21 % de la dépense publique
- réalisent 71 % de l'investissement public
- détiennent 9,5 % de la dette publique.

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2012

(en milliards d'euros)

	Communes	Groupements à fiscalité propre	Secteur communal : communes et groupements	Départements	Régions	Ensemble
Dépenses totales	96,3	39,6	126,6	71,4	27,9	225,9
Dépenses de fonctionnement	65,3	28,4	84,5	56,0	17,2	157,6
dont dépenses de personnel	34,1	6,3	40,3	11,5	3,0	54,7
dont intérêts de dette	2,3	0,7	2,9	0,9	0,6	4,5
Recettes de fonctionnement	78,2	33,9	102,9	63,7	22,5	189,0
dont concours financiers de l'État	19,2	8,7	28,0	15,0	9,3	52,3
dont impôts locaux	31,7	16,7	48,4	19,3	4,5	72,2
dont autres impôts et taxes	6,4	4,4	10,9	22,7	7,8	41,4
Épargne brute : excédent de fonctionnement	12,9	5,5	18,4	7,6	5,3	31,4
Dépenses d'investissement	31,0	11,2	42,1	15,3	10,8	68,2
dont dépenses d'équipement	22,6	6,9	29,5	6,8	2,8	39,1
dont subventions versées	1,5	1,6	3,2	4,6	5,4	13,2
dont remboursements de dette	5,8	1,7	7,6	3,5	2,0	13,0
Recettes d'investissement	18,8	6,8	25,6	7,3	5,0	38,0
dont emprunt	7,2	3,4	10,6	4,1	3,1	17,9
Dette au 31/12	61,4	20,9	82,3	31,1	19,1	132,5

Sources : DGFIP, DGCL

Les données figurant dans la colonne secteur communal ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers leurs communes membres ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Les chiffres clés des collectivités locales

► La taxe d'habitation, les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et les impôts économiques rapportent 75 Md€ aux collectivités locales en 2013.

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES EN 2013

(en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Contributions directes	49,93	20,35	4,74	75,02
Produits votés des 3 taxes « ménages » (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	37,46	12,19	-	49,64
Taxe d'habitation	20,14	-	-	20,14
Taxe sur le foncier bâti	16,32	12,19	-	28,50
Taxe sur le foncier non bâti	1,00	-	-	1,00
Produit voté de la contribution foncière des entreprises et autres produits économiques	12,48	8,16	4,74	25,38
Cotisation foncière des entreprises	6,93	-	-	6,93
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	4,33	7,92	4,08	16,32
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,51	0,25	0,65	1,41
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,71	-	-	0,71

Sources : DGFIP, DGCL.

AUTRES CONTRIBUTIONS PERÇUES PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2012

HORS TAXES LIÉES À L'URBANISME

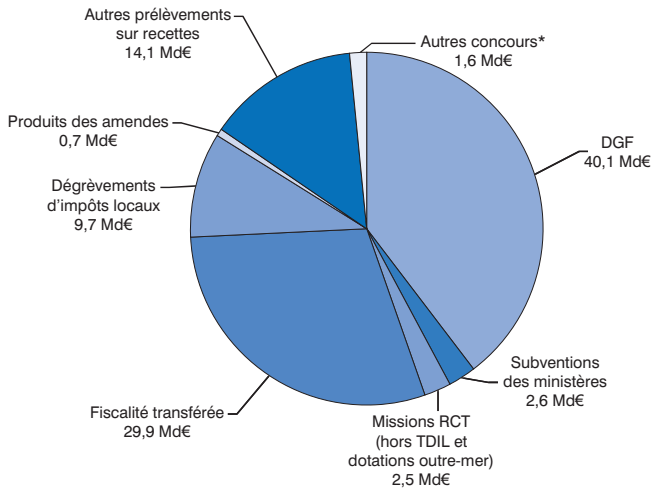
(en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Autres contributions (hors taxes liées à l'urbanisme)	18,96	22,34	8,00	49,30
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,09	-	-	6,09
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,22	7,97	-	10,19
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	-	6,54	4,36	10,89
Versement destiné aux transports en commun	6,85	-	-	6,85
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,63	-	6,63
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,11	2,11
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,35	0,68	-	2,03
Impôts et taxes d'outre-mer	0,80	0,16	0,62	1,59
Autres taxes	1,65	0,36	0,90	2,91

Sources : DGFIP, DGCL.

- ▶ **Les principaux transferts de l'État aux collectivités locales en 2014**
 - **Dotation globale de fonctionnement 40,1 Md€**
 - **Fiscalité transférée 29,9 Md€**
 - **Dégrèvements d'impôts locaux 9,7 Md€**

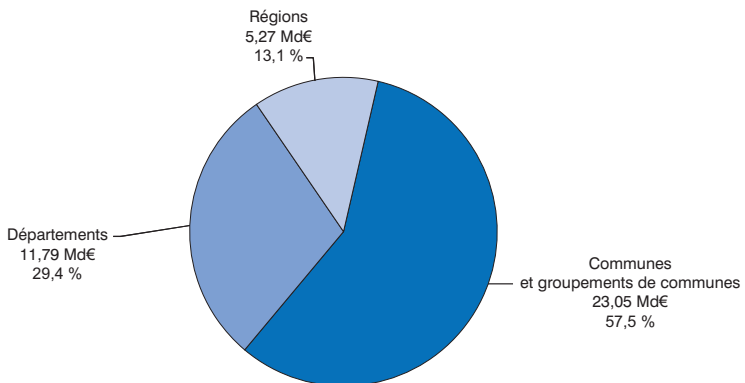
TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN 2014 (101,2 Md€)



Source : loi de finances initiale pour 2014.

* TDIL, dotation outre-mer, CAS FNDMA, Programme investissements d'avenir, fonds emprunts structurés.

RÉPARTITION DE LA DGF ENTRE CATÉGORIES DE COLLECTIVITÉS EN 2014

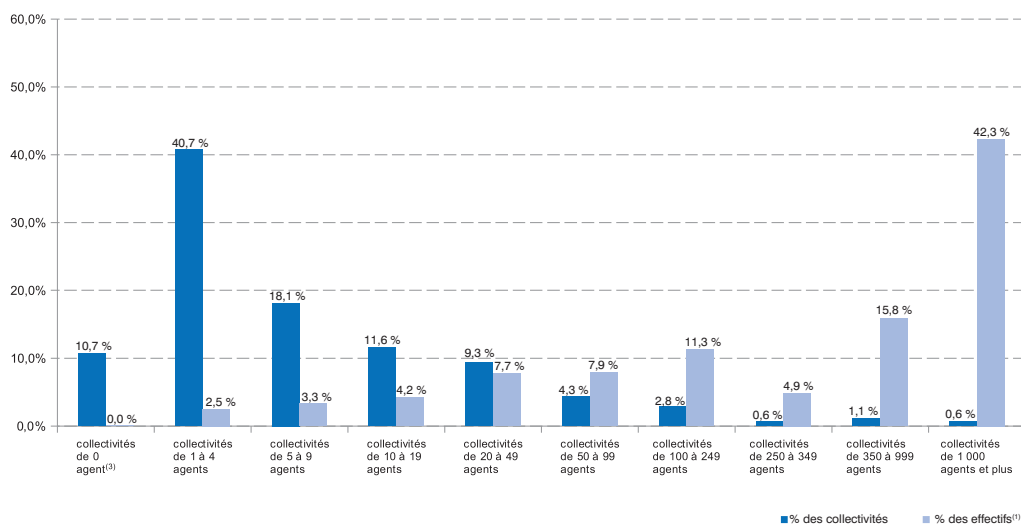


Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Les chiffres clés des collectivités locales

► La fonction publique territoriale compte plus de 1,9 million d'agents (emplois principaux et secondaires, tous statuts) relevant de près de 48400 employeurs.

RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS⁽¹⁾
PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ⁽²⁾ EN 2012



Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte.

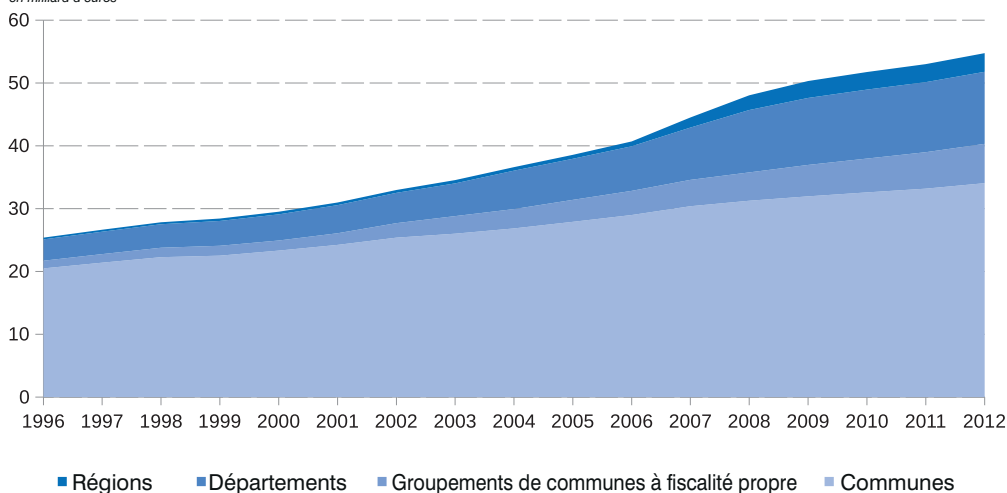
⁽¹⁾ Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

⁽²⁾ La taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

⁽³⁾ Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés. Seuls ces derniers sont comptabilisés dans les effectifs.

LES DÉPENSES DE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES DE 1996 À 2012

en milliard d'euros



Sources : DGFIP, DGCL.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

Présentation - Définitions	14
2-1 Le nombre de collectivités locales en 2014	17
2-2 Les groupements de collectivités territoriales	18
2-3 La population des collectivités territoriales	19
2-4 La population des départements	20
2-5 Les communes par taille	22
2-6 Les villes de plus de 100 000 habitants	23
2-7 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	24
2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	25

Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

La population municipale en vigueur en 2014 est de 65,146 millions de personnes pour la France, et atteint 65,729 millions pour l'ensemble de la République Française, en ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie. En 5 ans, la population a augmenté de 2,8% en France, 2,7% pour la métropole et 5,2% pour les départements d'outre-mer. Deux régions ont vu leur population baisser en 5 ans : les régions Champagne-Ardenne et Martinique.

En métropole, la région Languedoc-Roussillon est la plus dynamique : Montpellier se distingue par la croissance démographique la plus forte au sein des villes de plus de 100 000 habitants.

Au 1^{er} janvier 2014, la couverture du territoire français en intercommunalités à fiscalité propre est terminée : 2 145 groupements à fiscalité propre couvrent l'ensemble des départements de France (hors dérogations prévues par la loi).

Parmi les 49 communes encore isolées (hors Paris et Mayotte), 41 sont des communes de la petite couronne parisienne, et 4 des îles composées d'une seule commune (île de Bréhat, île de Sein, Ouessant, île d'Yeu). Ces communes bénéficiaient d'une dérogation législative n'exigeant pas leur rattachement à un EPCI à fiscalité propre. Au 1^{er} janvier 2016, les 41 communes de la petite couronne parisienne seront cependant regroupées, avec Paris et les 19 EPCI à fiscalité propre préexistants sur ces départements, afin de constituer la métropole du Grand Paris.

La réduction du nombre de syndicats se poursuit : ils sont désormais environ 13 400, soit 900 de moins que l'année précédente.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

« La carte intercommunale au 1^{er} janvier 2014 », Bis n° 98, janvier 2014, en ligne sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures : www.banatic.interieur.gouv.fr.

Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS...

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les cinq régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite sui generis (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► **La commune** est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une commune nouvelle soumise aux règles applicables aux communes.

Une **commune nouvelle** peut être créée en lieu et place de :

- communes contiguës ;
- communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts.

Sauf délibération contraire du conseil municipal de la commune nouvelle dans un délai de six mois à compter de la création de la commune nouvelle, des **communes déléguées** reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale.

La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le rôle des communes déléguées correspond au dispositif de la loi n°82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

► **Le département**, créé par la loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► **La région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► **Les collectivités d'outre-mer (COM)** sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ils sont au nombre de cinq depuis le 31 mars 2011 date à laquelle Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et le cinquième département d'outre-mer.

► **Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés de communes et les métropoles.
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

► **Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et ouverts, les pôles métropolitains, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

► **La métropole** : créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole est un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants. Une seule métropole existe au 1^{er} janvier 2014 : la Métropole Nice Côte d'Azur.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences.

Au 1^{er} janvier 2015, seront transformés par décret en une métropole les EPCI à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee.

Cette loi comporte des dispositions spécifiques pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris. Elle crée aussi la métropole de Lyon, collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution.

► **La Communauté urbaine (CU)** : la communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la FPU. A noter que la loi du 27 janvier 2014 modifie ce seuil à 250 000 habitants.

Les collectivités locales et leur population

...DÉFINITIONS

► **La communauté d'agglomération (CA)** : créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

► **Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

► **La communauté de communes (CC)** : créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► **Les syndicats mixtes** ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe uniquement des communes et leurs groupements, le syndicat mixte ouvert restreint composé de différents échelons de collectivités territoriales, le syndicat mixte ouvert élargi comprenant des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► **Le pôle métropolitain** : créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

formant un ensemble de plus de 300 000 habitants. L'un d'entre eux compte plus de 150 000 habitants. Par dérogation au précédent alinéa, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants et comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger. A noter que les conditions d'éligibilité sont modifiées par la loi du 27 janvier 2014 précédemment citée.

► **Le recensement de la population** : la nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

- * Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année.
- * Les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population du département de Mayotte, des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie et Mayotte procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

► **La population légale authentifiée par décret** regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► **La population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► **La population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► **La population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE

(en nombre de collectivités)

Communes	36 767
dont : métropole	36 552
DOM	129
COM et Nouvelle-Calédonie	86
Départements	101
dont : métropole	96
DOM	5
Régions	27
dont : métropole	21
collectivité territoriale de Corse	1
ROM	5
Collectivités d'outre-mer	5
Polynésie française, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	
Collectivité à statut particulier	1
Nouvelle-Calédonie	

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2014.

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE ET AUTRES SYNDICATS MIXTES

(en nombre de groupements)

EPCI à fiscalité propre	2 145
dont : métropoles	1
communautés urbaines	15
communautés d'agglomération	222
communautés de communes	1 903
syndicats d'agglomération nouvelle	4
Syndicats	13 402
dont : syndicats intercommunaux à vocation unique	8 971
syndicats intercommunaux à vocation multiple	1 235
syndicats mixtes	3 187
pôles métropolitains	9

Source : DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

2-2 Les groupements de collectivités territoriales

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE DEPUIS 2010

Au 1 ^{er} janvier	2010	2011	2012	2013	2014
Métropole	-	-	1	1	1
Communauté urbaine	16	16	15	15	15
Communauté d'agglomération	181	191	202	213	222
Communauté de communes	2 409	2 387	2 358	2 223	1 903
Syndicat d'agglomération nouvelle	5	5	5	4	4
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	2 611	2 599	2 581	2 456	2 145
Nombre total de communes	34 774	35 041	35 305	36 049	36 614
Population totale* regroupée (en millions d'habitants)	57,9	58,8	59,3	60,9	62,6
<i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i>					
Nombre de groupements	1 302	1 321	1 339	1 356	1 288
Nombre total de communes	17 732	18 217	18 798	20 594	22 698
Population totale* (en millions d'habitants)	46,4	47,6	48,5	50,5	53,2

Sources : DGCL, Insee Recensements de la population.

Champ : France.

* Population totale, en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SYNDICATS DEPUIS 2010

(en nombre de syndicats)

Au 1 ^{er} janvier	2010	2011	2012	2013	2014
SIVU	10 789	10 473	10 184	9 720	8 971
SIVOM	1 395	1 358	1 345	1 302	1 235
Syndicat mixte	3 194	3 268	3 257	3 275	3 187
Pôle métropolitain	-	-	1	8	9
Total	15 378	15 099	14 787	14 305	13 402

Source : DGCL, BANATIC.

Champ : France hors Mayotte.

La population des collectivités territoriales 2-3

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2014 (millésimée 2011) (en nombre d'habitants)

	Population municipale	Taux d'évolution sur 5 ans
Alsace	1 852 325	2,0%
Aquitaine	3 254 233	4,3%
Auvergne	1 350 682	1,1%
Bourgogne	1 642 734	0,9%
Bretagne	3 217 767	4,0%
Centre	2 556 835	1,5%
Champagne-Ardenne	1 336 053	-0,2%
Corse	314 486	6,9%
Franche-Comté	1 173 440	2,0%
Île-de-France	11 852 851	2,8%
Languedoc-Roussillon	2 670 046	5,4%
Limousin	741 072	1,4%
Lorraine	2 350 657	0,6%
Midi-Pyrénées	2 903 420	4,6%
Nord-Pas-de-Calais	4 042 015	0,6%
Basse-Normandie	1 475 684	1,3%
Haute-Normandie	1 839 393	1,6%
Pays de la Loire	3 601 113	4,4%
Picardie	1 918 155	1,3%
Poitou-Charentes	1 777 773	3,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 916 069	2,1%
Rhône-Alpes	6 283 541	4,4%
Guadeloupe	404 635	1,0%
Martinique	392 291	-1,4%
Guyane	237 549	15,3%
La Réunion	828 581	6,0%
Mayotte (recensement 2012)	212 645	14,0%
France	65 146 045	2,8%
dont métropole	63 070 344	2,7%
DOM	2 075 701	5,2%
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie		
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 080	
Saint-Barthélemy	9 035	
Saint-Martin	36 286	
Polynésie française (recensement 2012)	268 270	
Wallis-et-Futuna (recensement 2013)	12 197	
Nouvelle-Calédonie (recensement 2009*)	251 243	
Ensemble République Française	65 729 156	

Source : Insee, Recensement de la population.

* La population de la Nouvelle-Calédonie tient compte des résultats des recensements complémentaires sur la commune de Koné (en 2011 et 2013). Elle tient également compte de l'arrêté du 18 février 2013 portant modification du chiffre de la population des communes de Dumbéa et Païta.

2-4 La population des départements

POPULATIONS MUNICIPALES EN VIGUEUR EN 2009 ET 2014

(en nombre d'habitants)

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2009 (millésimée 2006)	2014 (millésimée 2011)	
01 Ain	566 740	603 827	6,5%
02 Aisne	537 061	541 302	0,8%
03 Allier	343 309	342 729	-0,2%
04 Alpes-de-Haute-Provence	154 501	160 959	4,2%
05 Hautes-Alpes	130 752	138 605	6,0%
06 Alpes-Maritimes	1 073 184	1 081 244	0,8%
07 Ardèche	306 238	317 277	3,6%
08 Ardennes	285 653	283 110	-0,9%
09 Ariège	146 289	152 286	4,1%
10 Aube	299 704	303 997	1,4%
11 Aude	341 022	359 967	5,6%
12 Aveyron	273 377	275 813	0,9%
13 Bouches-du-Rhône	1 937 405	1 975 896	2,0%
14 Calvados	671 351	685 262	2,1%
15 Cantal	149 682	147 577	-1,4%
16 Charente	347 037	352 705	1,6%
17 Charente-Maritime	598 915	625 682	4,5%
18 Cher	314 675	311 694	-0,9%
19 Corrèze	240 363	242 454	0,9%
2A Corse-du-Sud	135 718	145 846	7,5%
2B Haute-Corse	158 400	168 640	6,5%
21 Côte-d'Or	517 168	525 931	1,7%
22 Côtes-d'Armor	570 861	594 375	4,1%
23 Creuse	123 401	122 560	-0,7%
24 Dordogne	404 052	415 168	2,8%
25 Doubs	516 157	529 103	2,5%
26 Drôme	468 608	487 993	4,1%
27 Eure	567 221	588 111	3,7%
28 Eure-et-Loir	421 114	430 416	2,2%
29 Finistère	883 001	899 870	1,9%
30 Gard	683 169	718 357	5,2%
31 Haute-Garonne	1 186 330	1 260 226	6,2%
32 Gers	181 375	188 893	4,1%
33 Gironde	1 393 758	1 463 662	5,0%
34 Hérault	1 001 041	1 062 036	6,1%
35 Ille-et-Vilaine	945 851	996 439	5,3%
36 Indre	232 959	230 175	-1,2%
37 Indre-et-Loire	580 312	593 683	2,3%
38 Isère	1 169 491	1 215 212	3,9%
39 Jura	257 399	261 294	1,5%
40 Landes	362 827	387 929	6,9%
41 Loir-et-Cher	325 182	331 280	1,9%
42 Loire	741 269	749 053	1,1%
43 Haute-Loire	219 484	224 907	2,5%
44 Loire-Atlantique	1 234 085	1 296 364	5,0%
45 Loiret	645 325	659 587	2,2%
46 Lot	169 531	174 754	3,1%
47 Lot-et-Garonne	322 292	330 866	2,7%
48 Lozère	76 800	77 156	0,5%
49 Maine-et-Loire	766 659	790 343	3,1%
50 Manche	492 563	499 531	1,4%
51 Marne	565 841	566 571	0,1%
52 Haute-Marne	187 652	182 375	-2,8%
53 Mayenne	299 000	307 031	2,7%

La population des départements 2-4

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2009 (millésimée 2006)	2014 (millésimée 2011)	
54 Meurthe-et-Moselle	725 302	733 124	1,1%
55 Meuse	193 696	193 557	-0,1%
56 Morbihan	694 821	727 083	4,6%
57 Moselle	1 036 776	1 045 146	0,8%
58 Nièvre	222 220	218 341	-1,7%
59 Nord	2 565 257	2 579 208	0,5%
60 Oise	792 975	805 642	1,6%
61 Orne	292 879	290 891	-0,7%
62 Pas-de-Calais	1 453 387	1 462 807	0,6%
63 Puy-de-Dôme	623 463	635 469	1,9%
64 Pyrénées-Atlantiques	636 849	656 608	3,1%
65 Hautes-Pyrénées	227 736	229 228	0,7%
66 Pyrénées-Orientales	432 112	452 530	4,7%
67 Bas-Rhin	1 079 016	1 099 269	1,9%
68 Haut-Rhin	736 477	753 056	2,3%
69 Rhône	1 669 655	1 744 236	4,5%
70 Haute-Saône	235 867	239 695	1,6%
71 Saône-et-Loire	549 361	555 999	1,2%
72 Sarthe	553 484	565 718	2,2%
73 Savoie	403 090	418 949	3,9%
74 Haute-Savoie	696 255	746 994	7,3%
75 Paris	2 181 371	2 249 975	3,1%
76 Seine-Maritime	1 243 834	1 251 282	0,6%
77 Seine-et-Marne	1 273 488	1 338 427	5,1%
78 Yvelines	1 395 804	1 413 635	1,3%
79 Deux-Sèvres	359 711	370 939	3,1%
80 Somme	564 319	571 211	1,2%
81 Tarn	365 335	377 675	3,4%
82 Tarn-et-Garonne	226 849	244 545	7,8%
83 Var	985 099	1 012 735	2,8%
84 Vaucluse	534 291	546 630	2,3%
85 Vendée	597 185	641 657	7,4%
86 Vienne	418 460	428 447	2,4%
87 Haute-Vienne	367 156	376 058	2,4%
88 Vosges	379 975	378 830	-0,3%
89 Yonne	340 088	342 463	0,7%
90 Territoire de Belfort	141 201	143 348	1,5%
91 Essonne	1 198 273	1 225 191	2,2%
92 Hauts-de-Seine	1 536 100	1 581 628	3,0%
93 Seine-Saint-Denis	1 491 970	1 529 928	2,5%
94 Val-de-Marne	1 298 340	1 333 702	2,7%
95 Val-d'Oise	1 157 052	1 180 365	2,0%
971 Guadeloupe	400 736	404 635	1,0%
972 Martinique	397 732	392 291	-1,4%
973 Guyane	205 954	237 549	15,3%
974 La Réunion	781 962	828 581	6,0%
976 Mayotte*	186 452	212 645	14,0%
France	63 372 569	65 146 045	2,8%
dont Métropole	61 399 733	63 070 344	2,7%
DOM	1 972 836	2 075 701	5,2%

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

* Le département de Mayotte a été recensé en 2007 et 2012.

2-5 Les communes par taille

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2014

(millésimée 2011)

Strates démographiques	Métropole		DOM	
	Nombre de communes	Population	Nombre de communes	Population
Moins de 50 habitants	913	31 519	-	-
50 à 99 habitants	2 597	197 651	-	-
100 à 199 habitants	5 895	870 089	2	262
200 à 299 habitants	4 621	1 137 710	-	-
300 à 399 habitants	3 413	1 182 312	-	-
400 à 499 habitants	2 474	1 106 540	1	420
500 à 699 habitants	3 732	2 208 742	1	567
700 à 999 habitants	3 278	2 732 371	2	1 747
1 000 à 1 499 habitants	2 998	3 647 794	4	5 031
1 500 à 1 999 habitants	1 600	2 767 957	8	14 027
2 000 à 2 499 habitants	990	2 214 882	1	2 346
2 500 à 2 999 habitants	648	1 772 176	2	5 191
3 000 à 3 499 habitants	512	1 650 605	2	6 517
3 500 à 3 999 habitants	386	1 442 858	5	18 818
4 000 à 4 999 habitants	524	2 325 424	7	32 409
5 000 à 5 999 habitants	363	1 984 189	9	48 542
6 000 à 8 999 habitants	590	4 282 582	22	162 799
9 000 à 9 999 habitants	121	1 147 336	7	66 936
10 000 à 19 999 habitants	481	6 656 282	26	359 006
20 000 à 29 999 habitants	174	4 268 234	12	295 718
30 000 à 49 999 habitants	128	4 932 465	8	282 561
50 000 à 79 999 habitants	62	3 736 884	6	356 432
80 000 à 99 999 habitants	13	1 147 264	2	167 109
100 000 à 199 999 habitants	28	3 743 625	2	249 263
200 000 à 299 999 habitants	6	1 499 570	-	-
300 000 habitants et plus	5	4 383 283	-	-
Total	36 552	63 070 344	129	2 075 701

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2012.

LES 41 COMMUNES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

(en nombre d'habitants)

Rang	Ville (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2009 (millésimée 2006)	2014 (millésimée 2011)	
1	Paris (75)	2 243 833	2 249 975	0,3%
2	Marseille (13)	850 726	850 636	0,0%
3	Lyon (69)	484 344	491 268	1,4%
4	Toulouse (31)	441 802	447 340	1,3%
5	Nice (06)	343 304	344 064	0,2%
6	Nantes (44)	284 970	287 845	1,0%
7	Strasbourg (67)	271 782	272 222	0,2%
8	Montpellier (34)	257 351	264 538	2,8%
9	Bordeaux (33)	239 157	239 399	0,1%
10	Lille (59)	227 560	227 533	0,0%
11	Rennes (35)	207 178	208 033	0,4%
12	Reims (51)	179 992	180 752	0,4%
13	Le Havre (76)	175 497	174 156	-0,8%
14	Saint-Étienne (42)	171 260	170 049	-0,7%
15	Toulon (83)	164 532	163 974	-0,3%
16	Grenoble (38)	155 637	157 424	1,1%
17	Dijon (21)	151 212	151 672	0,3%
18	Angers (49)	147 571	148 803	0,8%
19	Saint-Denis (974)	145 022	145 347	0,2%
20	Villeurbanne (69)	145 150	145 034	-0,1%
21	Nîmes (30)	142 205	144 940	1,9%
22	Le Mans (72)	142 626	143 240	0,4%
23	Clermont-Ferrand (63)	139 860	140 957	0,8%
24	Aix-en-Provence (13)	141 438	140 684	-0,5%
25	Brest (29)	141 303	140 547	-0,5%
26	Limoges (87)	139 150	137 758	-1,0%
27	Tours (37)	134 817	134 633	-0,1%
28	Amiens (80)	133 448	133 327	-0,1%
29	Metz (57)	120 738	119 962	-0,6%
30	Perpignan (66)	117 419	118 238	0,7%
31	Boulogne-Billancourt (92)	114 205	116 220	1,8%
32	Besançon (25)	116 914	115 879	-0,9%
33	Orléans (45)	114 167	114 185	0,0%
34	Rouen (76)	110 933	111 553	0,6%
35	Mulhouse (68)	109 588	110 351	0,7%
36	Caen (14)	108 954	108 793	-0,1%
37	Saint-Denis (93)	106 785	107 762	0,9%
38	Nancy (54)	105 421	105 382	0,0%
39	Argenteuil (95)	103 125	104 282	1,1%
40	Saint-Paul (974)	103 346	103 916	0,6%
41	Montreuil (93)	102 770	103 068	0,3%

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

2-7 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

RÉPARTITION DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE PAR TAILLE DÉMOGRAPHIQUE AU 1^{er} JANVIER 2014

en nombre de groupements comportant ⁽¹⁾ :	Métropole	CU			CC			EPCI à FP	
		FPU	FA	CA	FPU	FA	SAN	Total	dont FPU
Moins de 700 habitants	-	-	-	-	-	4	-	4	-
De 700 à 999 habitants	-	-	-	-	1	7	-	8	1
De 1 000 à 1 999 habitants	-	-	-	-	6	37	-	43	6
De 2 000 à 4 999 habitants	-	-	-	-	71	160	-	231	71
De 5 000 à 9 999 habitants	-	-	-	-	300	328	-	628	300
De 10 000 à 19 999 habitants	-	-	-	-	364	228	1	593	365
De 20 000 à 49 999 habitants	-	-	-	15	274	79	1	369	290
De 50 000 à 99 999 habitants	-	2	1	104	28	11	-	146	134
De 100 000 à 299 999 habitants	-	4	1	93	4	1	2	105	103
300 000 habitants et plus	1	7	-	10	-	-	-	18	18
Total	1	13	2	222	1 048	855	4	2 145	1 288
Nombre total de communes regroupées :	49	426	19	4 851	17 349	13 897	23	36 614	22 698
Population totale (en millions d'habitant)⁽¹⁾	0,5	7,0	0,3	27,1	18,2	9,2	0,2	62,6	53,2

Source : DGCL.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

FPU : fiscalité professionnelle unique.

FA : fiscalité additionnelle.

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-8

LA MÉTROPOLE AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
06	Métropole Nice Côte d'Azur	49	545 475
Total		49	545 475

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

LES 15 COMMUNAUTÉS URBAINES AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
69	CU de Lyon	FPU	58	1 328 098
59	CU Lille Métropole	FPU	85	1 130 316
13	CU de Marseille Provence Métropole (MPM)	FPU	18	1 053 679
33	CU de Bordeaux	FPU	28	740 881
31	CU Toulouse Métropole	FPU	37	727 016
44	CU Nantes Métropole	FPU	24	610 225
67	CU de Strasbourg	FPU	28	477 502
54	CU du Grand Nancy	FPU	20	261 995
29	CU Brest Métropole Océane	FPU	8	213 221
59	CU de Dunkerque	FPU	18	203 718
72	CU Le Mans Métropole	FA	14	203 321
62	CU d'Arras	FPU	39	105 296
71	CU Le Creusot Montceau-lès-Mines	FPU	27	97 344
50	CU de Cherbourg	FA	5	84 512
61	CU d'Alençon	FPU	36	56 596
Total			445	7 293 720

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

LES 4 SYNDICATS D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾	
77	SAN Sénart Ville Nouvelle	FPU	8	103 026
13	SAN Ouest Provence	FPU	6	100 146
77	SAN Val d'Europe	FPU	5	28 593
91	SAN de Sénart en Essonne	FPU	4	17 499
Total		23	249 264	

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

LES 44 COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE 50 000 HABITANTS ET PLUS AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
78	CC de la Boucle de la Seine	FPU	7	172 809
77	CC Plaines et monts de France	FPU	37	111 176
78	CC Saint Germain Seine et Forêts	FA	10	108 944
59	CC de Flandre Intérieure	FPU	50	102 820
38	CC du Pays du Grésivaudan	FPU	47	101 440
78	CC Poissy-Achères-Conflans Sainte Honorine	FPU	3	93 888
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	92 932
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	85 048
92	CC de Châtillon - Montrouge	FA	2	82 845
01	CC du Pays de Gex	FA	27	82 395
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	79 478
59	CC Coeur d'Ostrevent	FPU	21	73 997
17	CC de la Haute Saintonge	FA	131	69 385
76	CC Caux Vallée de Seine	FPU	47	69 208
84	CC des Pays de Rhône et Ouvèze	FPU	7	68 917
971	CC du Sud-Est Grande Terre La rivière du Levant	FA	4	68 655
35	CC du Pays de Redon	FPU	30	66 840
59	CC du Caudrésis et du Catésis	FPU	46	66 370
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	33	65 345
91	CC de l'Arpajonnais	FPU	14	65 008
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	29	62 387
33	CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique	FA	8	60 446
54	CC de l'Agglomération de Longwy	FA	21	60 324
40	CC Maremne Adour Côte Sud	FPU	23	60 110
83	CC du Sud Sainte Baume	FPU	9	59 599
78	CC de l'Ouest Parisien	FA	3	59 567
01	CC Haut - Bugey	FPU	37	59 393
91	CC du Val d'Essonne	FPU	21	59 047
78	CC Plaines et Forêts d'Yveline	FPU	25	57 995
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	56 814
29	CC du Pays de Quimperlé	FPU	16	56 366
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FA	12	56 046
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	61	55 088
17	CC des Vals de Saintonge	FPU	112	54 779
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	41	54 623
60	CC du Pays de Valois	FA	62	54 579
66	CC des Albères et de la Côte Vermeille	FPU	15	54 182
57	CC du Pays Orne Moselle	FA	13	53 826
68	CC des Trois Frontières	FA	10	53 192
91	CC Etampois Sud Essonne	FPU	38	53 166
38	CC du Pays Roussillonnais	FPU	22	51 731
69	CC de l'Ouest Rhodanien	FPU	36	51 508
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	51 442
81	CC Tarn et Dadou	FPU	29	51 099
		Total	1 261	3 074 809

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-8

LES 222 COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION AU 1^{er} JANVIER 2014

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
76	CA Rouen - Elbeuf - Austreberthe	71	496 456
38	CA de Grenoble-Alpes-Métropole	49	444 810
34	CA de Montpellier	31	434 309
83	CA Toulon Provence Méditerranée	12	429 207
35	CA Rennes Métropole	43	425 785
93	CA Plaine Commune	9	410 421
93	CA Est Ensemble	9	401 060
42	CA Saint-Étienne Métropole	45	393 998
13	CA du Pays d'Aix en Provence	36	388 891
92	CA Grand Paris Seine Ouest	9	333 010
37	CA Tours (Plus)	22	295 404
63	CA Clermont Communauté	21	289 189
45	CA Orléans Val de Loire	22	281 644
49	CA Angers Loire Métropole	33	275 607
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	34	267 759
66	CA Perpignan Méditerranée	36	260 272
21	CA Dijonnaise	24	252 111
78	CA Versailles Grand Parc	18	248 172
62	CA de Lens - Liévin	36	246 946
30	CA de Nîmes Métropole	27	242 312
14	CA Caen la Mer	35	241 893
76	CA Havraise	17	241 860
62	CA de Béthune Bruay Noeux et Environs	65	228 325
57	CA Metz Métropole	44	227 765
51	CA Reims Métropole	16	221 725
92	CA du Mont Valérien	3	220 181
26	CA Valence-Romans Sud Rhône-Alpes	51	217 199
974	CA Territoire de la Côte Ouest	5	214 106
87	CA Limoges Métropole	19	211 682
94	CA Val de Bièvre	7	206 201
56	CA Lorient Agglomération	25	204 649
95	CA de Cergy-Pontoise	13	201 121
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion	3	199 901
59	CA Valenciennes Métropole	35	194 377
94	CA Seine Amont	3	187 478
84	CA du Grand Avignon	15	186 708
92	CA des Hauts de Bièvre	7	186 619
95	CA Le Parisis	10	186 505
25	CA du Grand Besançon	59	181 948
06	CA de Sophia Antipolis	24	180 329
80	CA Amiens Métropole	33	179 098
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	176 272
95	CA Val de France	6	168 109
17	CA de La Rochelle	28	167 690
972	CA du Centre de la Martinique	4	166 558
06	CA des Pays de Lérins	5	159 614
59	CA de la Porte du Hainaut	46	158 787
94	CA Plaine Centrale du Val de Marne	3	156 984
59	CA du Douaisis	35	154 465
91	CA Europ'Essonne	14	152 887
64	CA Pau-Pyrénées	14	151 083
78	CA de Saint Quentin en Yvelines	7	146 896
92	CA Sud de Seine	4	146 318
74	CA d'Annecy	13	145 109
86	CA Grand Poitiers	13	142 537
13	CA Salon Étang de Berre Durance	17	140 985

2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
56	CA Vannes Agglo	24	138 053
91	CA du Val d'Orge	10	136 626
95	CA Argenteuil - Bezons	2	134 575
92	CA Seine-Défense	2	134 264
08	CA Charleville-Mézières/Sedan	65	133 298
10	CA Grand Troyes	19	133 120
73	CA Chambéry Métropole	24	128 922
59	CA Maubeuge Val de Sambre	42	128 129
64	CA Agglomération Côte Basque Adour	5	126 702
62	CA d'Hénin-Carvin	14	125 623
28	CA Chartres Métropole	47	125 567
11	CA Le Grand Narbonne	39	125 487
91	CA du Plateau de Saclay	11	124 718
974	CA du Sud	4	124 129
974	CA Intercommunale de la Réunion Est	6	123 209
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	123 151
973	CA du Centre Littoral	6	122 588
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire	10	121 844
79	CA du Niortais	45	121 831
95	CA de la Vallée de Montmorency	9	121 665
93	CA Terres de France	3	121 257
25	CA du Pays de Montbéliard	29	120 139
62	CA du Boulonnais	22	119 851
22	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	14	119 393
91	CA Evry Centre Essonne	6	116 055
78	CA de Mantes en Yvelines	35	114 985
28	CA du Pays de Dreux	78	112 562
16	CA du Grand Angoulême	16	111 550
34	CA de Béziers-Méditerranée	13	111 352
19	CA du Bassin de Brive	49	110 529
77	CA Melun Val de Seine	14	109 836
71	CA Chalon - Val de Bourgogne	38	109 374
83	CA Var Esterel Méditerranée	5	109 273
972	CA du Pays Nord Martinique	18	109 155
41	CA de Blois-Agglomération	48	108 419
971	CA CAP Excellence	3	107 015
11	CA Carcassonne Agglo	73	106 807
94	CA Haut Val de Marne	7	106 307
13	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	12	105 316
68	CA de Colmar	14	104 619
83	CA Dracénoise	19	104 548
42	CA Roannais Agglomération	40	104 382
06	CA du Pays de Grasse	23	103 590
91	CA les Portes de l'Essonne	5	102 816
38	CA Porte de l'Isère	23	102 205
30	CA Alès Agglomération	50	100 996
53	CA de Laval	20	100 391
18	CA Bourges Plus	16	99 954
90	CA de l'Agglomération Belfortaine	33	98 916
62	CA du Calaisis	5	97 002
85	CA La Roche sur Yon - Agglomération	15	96 407
34	CA du Bassin de Thau	8	96 337
47	CA d'Agen	29	94 901
24	CA Le grand Périgueux	33	94 840
38	CA du Pays Viroonnais	34	93 777
93	CA de l'Aéroport du Bourget	3	93 331
78	CA des 2 Rives de la Seine	12	92 447
77	CA Marne et Gondoire	18	91 742

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-8

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
91	CA du Val d'Yerres	6	91 289
29	CA Quimper Communauté	8	91 060
31	CA du Muretain	16	89 073
77	CA Pays de Meaux	18	88 145
77	CA Marne la Vallée - Val Maubuée	6	87 610
95	CA Roissy Porte de France	19	87 514
95	CA Val et Forêt	6	85 195
971	CA du Sud Basse-Terre	11	84 860
27	CA Grand Evreux Agglomération	37	84 396
74	CA Annemasse-Les Voirons-Agglomération	12	84 003
81	CA de l'Albigeois	17	83 821
49	CA du Choletais	13	83 765
13	CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	6	82 684
35	CA du Pays de Saint Malo Agglomération	18	82 452
81	CA de Castres Mazamet	16	82 316
2A	CA du Pays Ajaccien	10	82 143
88	CA d'Epinal	38	81 620
65	CA du Grand Tarbes	15	81 569
17	CA Royan Atlantique	34	81 492
57	CA de Forbach Porte de France	21	81 108
60	CA du Beauvaisis	31	80 866
91	CA Sénart Val de Seine	3	80 668
971	CA du Nord Basse-Terre	6	80 568
57	CA Portes de France-Thionville	13	80 367
42	CA Loire Forez	45	79 970
35	CA Vitré Communauté	46	79 146
03	CA Vichy Val d'Allier	23	78 334
69	CA Villefranche Beaujolais Saône	21	78 273
36	CA Castelroussine	15	78 041
59	CA de Cambrai	49	77 667
77	CA Marne et Chantereine	4	76 997
44	CA de la Presqu'île de Guérande Atlantique	15	75 301
02	CA de Saint Quentin	20	75 074
79	CA du Bocage Bressuirais	44	74 348
01	CA Bourg en Bresse Agglomération	15	74 317
60	CA de la Région de Compiègne	16	73 060
06	CA de la Riviera Française	15	72 929
51	CA de Châlons en Champagne	38	72 902
22	CA Lannion-Trégor-Communauté	29	72 697
60	CA Creilloise	4	72 624
58	CA de Nevers	12	71 691
13	CA du Pays de Martigues	3	71 542
82	CA Grand Montauban	8	71 426
34	CA Hérault-Méditerranée	19	71 198
31	CA du Sicoval	36	71 107
33	CA du Libournais	34	70 998
62	CA de Saint Omer	25	70 657
84	CA Ventoux-Comtat-Venaissin	25	70 360
57	CA du Val de Fensch	10	69 995
30	CA du Gard Rhodanien	42	69 919
50	CA Saint-Lo Agglo	73	69 801
38	CA Vienne Agglomération	18	69 593
27	CA Seine Eure	37	68 965
29	CA Morlaix Communauté	28	67 796
78	CA Seine & Vexin	17	67 730
91	CA de Seine-Essonne	5	67 413
89	CA de l'Auxerrois	21	67 055
64	CA Sud Pays Basque	12	66 096

2-8 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
94	CA Vallée de la Marne	2	65 618
17	CA Rochefort Océan	25	64 984
49	CA Saumur Loire Développement	32	64 718
71	CA du Mâconnais-Val de Saône	26	64 056
33	CA Bassin d'Arcachon Sud-Pôle Atlantique	4	63 382
45	CA Montargoise et Rives du Loing	15	63 099
04	CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	26	62 830
26	CA Montelimar-Agglomération	26	61 893
03	CA Montluçonnaise	10	61 742
47	CA Val de Garonne Agglomération	43	61 481
17	CA de Saintes	36	61 435
43	CA du Puy en Velay	28	60 989
12	CA du Grand Rodez	11	60 196
27	CA des Portes de l'Eure	41	60 073
91	CA les Lacs de l'Essonne	2	59 377
77	CA de la Brie Francilienne	2	59 369
971	CA du Nord Grande Terre	5	58 643
73	CA du Lac du Bourget	18	58 324
2B	CA de Bastia	5	57 702
13	CA Rhône Alpilles Durance	13	57 372
24	CA Bergeracoise	27	57 353
92	CA Coeur de Seine	3	57 136
15	CA du Bassin d'Aurillac	25	56 301
93	CA de Clichy-sous-Bois - Montfermeil	2	56 249
40	CA Le Marsan Agglomération	18	56 213
40	CA du Grand Dax	20	56 079
03	CA de Moulins	26	55 789
86	CA du Pays Châtelleraudais	13	54 828
39	CA du Grand Dole	42	54 348
21	CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny-Nolay	54	54 020
02	CA du Soissonnais	28	53 480
57	CA Sarreguemines Confluences	26	53 052
76	CA de la Région Dieppoise	16	50 997
29	CA Concarneau Cornouaille Agglomération	9	50 673
47	CA du Grand Villeneuvevois	19	50 033
52	CA de Saint-Dizier, Der et Blaise	39	45 546
02	CA du Pays de Laon	38	44 706
05	CA du Gapençais	3	43 766
19	CA Tulle Agglo	37	43 657
34	CA du Pays de l'Or	8	43 644
46	CA du Grand Cahors	39	43 435
07	CA Privas Centre Ardèche	35	41 018
55	CA de Bar-le-Duc - Sud Meuse	32	37 990
61	CA du Pays de Flers	25	37 253
07	CA du Bassin d'Annonay	16	36 582
70	CA de Vesoul	20	34 442
52	CA de Chaumont	25	33 528
39	CA Espace Communautaire Lons Agglomération	25	33 375
32	CA du Grand Auch Agglomération	15	32 573
23	CA du Grand Guéret	22	30 098
Total		4 851	27 136 257

Sources : DGCL - Insee, Recensement de la population

Champ : France

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2014 (millésimée 2011).

LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Présentation - Définitions	32
3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation	34
3-2 Les comptes des administrations publiques locales	35
3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques	36
3-4 Les prélèvements obligatoires	37
3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques	38

Les finances des administrations publiques locales

PRÉSENTATION

Le volume total des dépenses des administrations publiques locales (APUL) s'élève en 2012 à 242,5 Md€ contre 235,3 Md€ en 2011. Le poids dans les dépenses des administrations publiques est stable à 21 %.

Les dépenses des APUL se répartissent entre 126,1 Md€ de dépenses de fonctionnement, 65,1 Md€ de transferts versés, et 48 Md€ en investissement (principalement de la formation brute de capital fixe), auxquels il faut ajouter 3,3 Md€ d'intérêts versés.

La formation brute de capital fixe (FBCF) des APUL atteint plus de 45 Md€ en 2012, en hausse de 3,5%, et représente 71,3% de l'investissement public. Les collectivités poursuivent l'effort d'investissement déjà observé en 2011.

Le versement temporaire d'une compensation relais de la taxe professionnelle dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale s'était traduit en 2010 et 2011 par des évolutions erratiques des recettes fiscales et des autres transferts.

Au total, dans les termes de la comptabilité nationale, les APUL affichent un besoin de financement en 2012 de 3,1 Md€ contre 1,5 Md€ en 2011 et 1,4 Md€ en 2010. Ce besoin de financement représente 0,2% du PIB en 2012.

Le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques se réduit en 2012 à 4,8% du PIB contre 5,3% en 2011 et 7,1% en 2010.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « finances publiques » ainsi que dans le thème « économie ».

Ces résultats de comptabilité nationale sont présentés en base 2005.

A compter du 15 mai 2014, les comptes nationaux seront établis en base 2010 (voir sur le site www.insee.fr « le 15 mai 2014, les comptes nationaux passent en base 2010 »).

En effet, d'ici septembre 2014, tous les pays européens auront mis en œuvre le nouveau système européen de comptabilité (SEC2010).

DÉFINITIONS

► Administrations publiques locales (APUL) :

En comptabilité nationale, les collectivités locales font partie du sous-secteur « Administrations publiques locales » (APUL). Les comptes des APUL présentent des résultats différents de ceux qui sont obtenus pour les collectivités locales en termes de comptabilité publique (comptes de gestion ou comptes administratifs).

Le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales : hormis les collectivités territoriales (régions, départements, communes), leurs groupements à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomération nouvelle et communautés de communes), certains autres groupements (SIVU, SIVOM...) et leurs services annexes, figurent également les organismes divers d'administration locale (chambres d'agriculture, de commerce, des métiers, organismes consulaires, sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER)...

A l'inverse, certains syndicats de communes et les régies sont désormais exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50% de leurs coûts de production.

L'établissement du compte des APUL s'effectue par consolidation des mouvements entre collectivités et neutralise ainsi les flux financiers entre collectivités.

► Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)

sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national : Pôle emploi, Météo-France ou encore l'Inserm sont des ODAC. Ils possèdent des statuts juridiques variés - souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la **personnalité juridique**. Il existe plus de 700 organismes de ce type.

► **Valeur ajoutée** : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

► **Formation brute de capital fixe (FBCF)** : la FBCF ou formation brute de capital fixe est l'**agrégat** qui mesure en comptabilité nationale l'**investissement** (acquisitions moins cessions) en **capital fixe** des différents agents économiques résidents.

► **Les prélèvements obligatoires** sont les impôts et cotisations sociales effectives reçus par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

► Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL comportent :

- les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ;
- les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.

► Capacité ou besoin de financement

La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

► Produit intérieur brut aux prix du marché / PIB

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents **secteurs institutionnels** ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les **subventions** sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de **biens** et de **services** (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : **remunération des salariés, impôts sur la production et les importations** moins les subventions, excédent brut d'exploitation et **revenu mixte**.

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES COMPTES DE LA NATION

(en milliards d'euros)

		2008	2009	2010	2011	2012
Valeur ajoutée	Valeur ajoutée brute des APUL	97,6	100,8	104,0	107,6	111,0
	Produit intérieur brut de la Nation	1 933,2	1 885,8	1 936,7	2 001,4	2 032,3
Formation brute de capital fixe	FBCF des APUL	46,0	45,4	42,3	43,8	45,4
	FBCF de la Nation	411,9	367,5	377,2	400,0	401,8

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2012

(en milliards d'euros)

	État	Organismes divers d'administration centrale	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques*
Dépenses totales	421,2	81,7	242,5	549,0	1 151,3
Rémunérations des salariés	117,5	17,2	72,3	60,7	267,7
Prestations sociales en espèce et en nature	66,5	20,7	23,5	418,0	528,7
Formation brute de capital fixe	4,9	4,9	45,4	8,6	63,7
Production marchande (eau, assainissement, transport, hors services concédés)	5,2	5,9	33,2	14,7	59,0
Valeur ajoutée brute	127,4	22,1	111,0	72,6	333,1

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

* Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés, ainsi la somme des dépenses des sous secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES PARMIS LES DÉPENSES PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

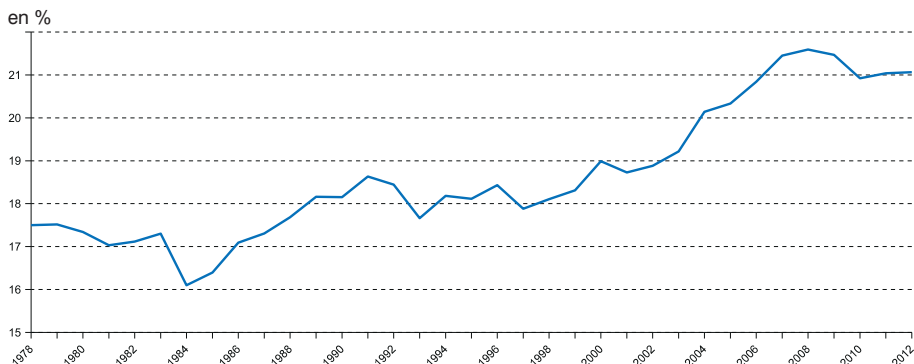
	2008	2009	2010	2011	2012
État	397,4	405,8	454,1	414,6	421,2
Organismes divers d'administration centrale	64,6	72,8	79,8	79,5	81,7
Administrations publiques locales	222,4	229,8	229,2	235,3	242,5
dont collectivités locales*	203,6	211,6	209,7	215,7	222,3
Administrations de sécurité sociale	475,1	497,2	515,3	532,1	549,0
Ensemble des administrations publiques**	1 030,0	1 070,6	1 095,6	1 118,5	1 151,3

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

* Le sous secteur des collectivités locales au sens de la comptabilité nationale correspond aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre, aux syndicats intercommunaux et à certains établissements publics locaux.

** Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses des sous secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

POIDS DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

Les comptes des administrations publiques locales 3-2

LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012
DÉPENSES					
Fonctionnement	108,90	114,76	118,93	121,87	126,07
Consommations intermédiaires (P2)	42,90	45,86	47,93	49,33	51,27
Rémunération des salariés (D1)	63,99	66,69	68,64	70,09	72,27
Autres ⁽¹⁾	2,01	2,22	2,36	2,45	2,52
Intérêts versés (D41)	6,35	3,86	2,69	3,41	3,28
Prestations et autres transferts	58,70	62,82	62,82	63,23	65,10
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	10,49	11,28	12,39	12,71	13,15
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 en partie)	9,03	9,45	9,74	10,04	10,33
Subventions versées (D3)	14,12	14,04	13,52	13,77	13,98
Transferts courants (D7)	19,18	20,90	20,42	19,94	20,86
Transferts en capital (D9 hors D995)	5,89	7,16	6,76	6,78	6,78
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	48,46	48,39	44,76	46,77	48,04
Formation brute de capital fixe (P51)	46,03	45,39	42,33	43,83	45,38
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers (P52, P53, K2)	2,43	2,99	2,43	2,95	2,66
TOTAL DES DÉPENSES	222,41	229,83	229,20	235,29	242,49
RECETTES					
Recettes de production	35,27	36,64	38,55	39,51	40,29
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	28,66	29,87	31,36	32,55	33,24
Autres ⁽²⁾	6,61	6,77	7,19	6,96	7,05
Revenus de la propriété⁽³⁾	2,43	2,59	2,48	2,62	2,66
Impôts et cotisations sociales	113,44	117,20	89,47	119,74	124,35
Impôts sur la production et les importations (D2)	81,42	83,17	65,86	91,74	96,13
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	15,09	16,25	17,11	17,96	18,86
Impôts en capital (D91)	-	-	-	-	-
Transferts de recettes fiscales (D733)	16,27	17,07	5,78	9,31	8,61
Cotisations sociales (D61)	0,66	0,70	0,72	0,73	0,75
Impôts et cotisations dus non recouvrables nets (D995)	-	-	-	-	-
Autres transferts	61,85	67,47	97,34	71,93	72,09
Autres transferts courants (D7 hors D733)	51,62	52,91	86,43	62,05	62,21
Transferts en capital (D9 hors D91, D995)	10,23	14,56	10,91	9,88	9,88
TOTAL DES RECETTES	212,98	223,89	227,84	233,80	239,39
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-9,43	-5,94	-1,36	-1,49	-3,10

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC95.

⁽¹⁾ autres impôts sur la production (D29), revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) et impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5).

⁽²⁾ production pour emploi final propre (P12), paiements partiels des ménages (partie de P13) et autres subventions sur la production (D39).

⁽³⁾ intérêts reçus (D41) et autres revenus de la propriété (D4 hors D41).

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012
Administrations publiques centrales	9,9	12,3	11,1	10,1	9,7
dont État	6,2	7,6	5,9	5,0	4,9
dont Organismes divers d'administration centrale	3,8	4,7	5,2	5,1	4,9
Administrations publiques locales	46,0	45,4	42,3	43,8	45,4
Administrations de sécurité sociale	6,7	6,7	7,0	8,7	8,6
Total des administrations publiques	62,7	64,4	60,4	62,7	63,7

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2005.

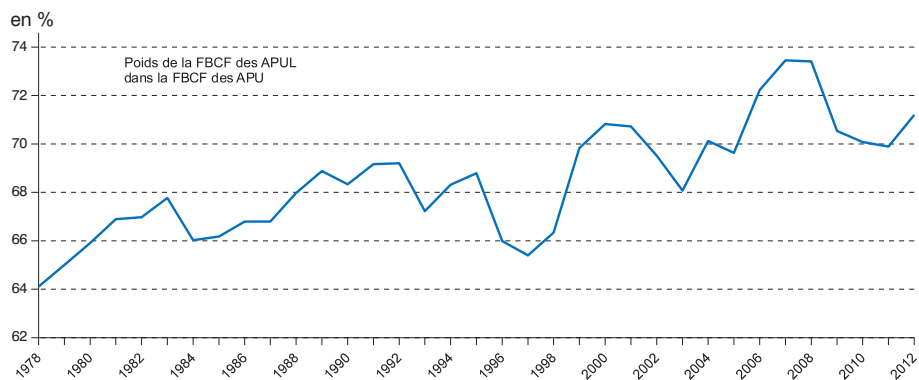
ÉVOLUTION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en %)

	2008	2009	2010	2011	2012
Administrations publiques centrales	-1,5	23,9	-9,8	-8,7	-3,9
dont État	-1,2	22,4	-22,4	-15,0	-2,3
dont Organismes divers d'administration centrale	-2,0	26,5	10,2	-1,6	-5,5
Administrations publiques locales	1,9	-1,4	-6,7	3,5	3,5
Administrations de sécurité sociale	7,9	-1,3	4,8	25,4	-1,3
Total des administrations publiques	2,0	2,6	-6,1	3,8	1,7

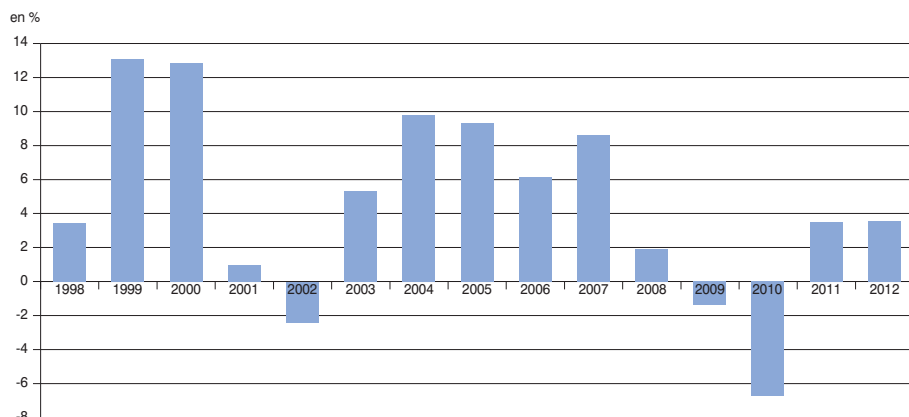
Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2005.

POIDS DES INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS L'INVESTISSEMENT PUBLIC



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

Les prélèvements obligatoires 3-4

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des prélèvements obligatoires	835,6	794,7	823,9	875,4	913,5
Impôts	524,0	480,7	503,7	542,5	570,7
dont perçus par :					
l'État	258,6	211,7	258,4	251,7	267,4
les organismes divers d'administration centrale	10,1	12,9	15,0	16,2	17,0
les administrations publiques locales	112,8	116,5	88,7	119,0	123,6
les administrations de sécurité sociale	137,4	135,8	137,2	150,6	157,7
les institutions de l'Union européenne	5,1	3,8	4,4	5,0	5,0
Cotisations sociales	311,6	313,9	320,2	332,9	342,9
dont perçues par :					
l'État	7,9	7,8	7,7	7,6	7,7
les administrations de sécurité sociale	303,7	306,2	312,5	325,3	335,2

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

Impôts après transferts de l'État aux administrations publiques locales, à la sécurité sociale et à l'Union européenne.

TAUX DE PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE

(en % du PIB)

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des prélèvements obligatoires	43,2	42,1	42,5	43,7	45,0
Impôts	27,1	25,5	26,0	27,1	28,1
dont perçus par :					
l'État	13,4	11,2	13,3	12,6	13,2
les organismes divers d'administration centrale	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8
les administrations publiques locales	5,8	6,2	4,6	5,9	6,1
les administrations de sécurité sociale	7,1	7,2	7,1	7,5	7,8
les institutions de l'Union européenne	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Cotisations sociales	16,1	16,6	16,5	16,6	16,9
dont perçues par :					
l'État	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
les administrations de sécurité sociale	15,7	16,2	16,1	16,3	16,5

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

Impôts après transferts de l'État aux administrations publiques locales, à la sécurité sociale et à l'Union européenne.

3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques

CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des administrations publiques	-64,6	-142,6	-137,3	-105,9	-98,3
Administration centrale	-68,7	-121,7	-112,7	-90,4	-82,6
État	-63,6	-117,1	-121,8	-87,7	-80,0
ODAC	-5,1	-4,6	9,1	-2,7	-2,5
Administrations publiques locales	-9,4	-5,9	-1,4	-1,5	-3,1
Administrations de sécurité sociale	13,5	-15,0	-23,3	-14,0	-12,6

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

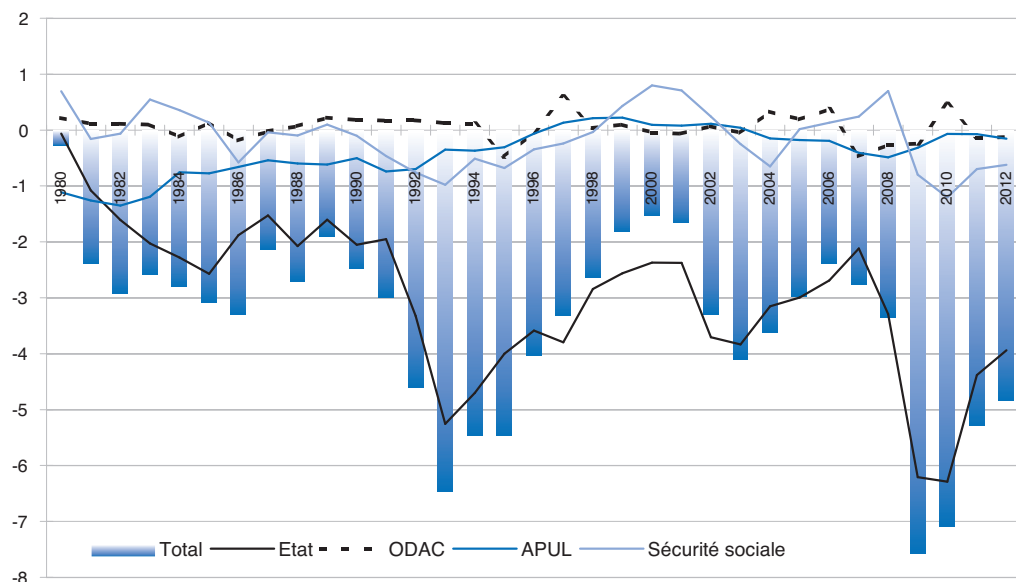
(en % du PIB)

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des administrations publiques	-3,3	-7,6	-7,1	-5,3	-4,8
Administration centrale	-3,6	-6,5	-5,8	-4,5	-4,1
État	-3,3	-6,2	-6,3	-4,4	-3,9
ODAC	-0,3	-0,2	+0,5	-0,1	-0,1
Administrations publiques locales	-0,5	-0,3	-0,1	-0,1	-0,2
Administrations de sécurité sociale	+0,7	-0,8	-1,2	-0,7	-0,6

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

en % du PIB



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2005.

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation - Définitions	40
4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
4-2 Les comptes des communes	43
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
4-4 Les comptes du secteur communal	45
4-5 Les comptes des départements	46
4-6 Les comptes des régions	47
4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	49

PRÉSENTATION

En 2012, le budget des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre atteint 225,9 Md€. Le secteur communal totalise plus de la moitié de ces dépenses avec 126,6 Md€. Les budgets des départements et des régions s'élèvent respectivement à 71,4 Md€ et 27,9 Md€.

La croissance des dépenses de fonctionnement s'avérant plus rapide que celle des ressources, les collectivités locales ont dégagé un niveau d'épargne brute, en baisse de 4,4%. Ce montant de 31,4 Md€ provient pour un peu plus de 18 Md€ du secteur communal, un peu moins de 8 Md€ des départements et 5 Md€ des régions.

Le montant des dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) a chuté en 2010, après le plan de relance de 2009. Il a augmenté en 2011 et 2012 pour retrouver un niveau équivalent en valeur à celui de l'année 2008. Pour assurer ce niveau d'investissement, en complément de l'épargne et des recettes d'investissement, elles ont recours à l'emprunt. En 2012, les collectivités peuvent globalement financer 33% de leur investissement après s'être acquittées du remboursement de leur dette en capital, contre 38% en 2011 et 35% en 2010.

Les recettes d'investissement (hors emprunt) s'élèvent à environ 20 Md€, montant comparable à celui de 2011, tandis que le recours à l'emprunt porte sur près de 18 Md€, en hausse de 12,5%. Cette hausse concerne tous les niveaux de collectivités, mais est plus marquée dans le secteur communal, en lien avec le cycle électoral. Fin 2012, le taux d'endettement des collectivités atteint donc 70%.

Le stock de dette des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre, dont le rythme de croissance progresse à nouveau, atteint 132,4 milliards d'euros fin 2012.

La déclinaison, pour 2011 (secteur communal) ou 2012 (départements et régions), des principaux ratios financiers obligatoires prévus par le CGCT fournit des éléments de comparaison pour chaque collectivité locale (voir définitions des ratios financiers p. 41).

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport de l'Observatoire des finances locales, Les finances des collectivités locales en 2013, juillet 2013.

«Rapport de l'Observatoire des finances locales : les collectivités locales maintiennent leur niveau d'investissement», Bis n°95, juillet 2013.

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs.

Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs.

Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFiP). Tous ces documents sont disponibles sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS

► **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement

► **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêt.

► **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.

► **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

► **Les ratios financiers obligatoires** : pour les communes de 3500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

A noter : Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

► **Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Pour les communes et groupements de communes, les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 2 = Produit des impositions directes / population** : recettes du compte 731 (hors fiscalité reversée pour les départements et les régions).

► **Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

► **Ratio 4 = Dépenses d'équipement / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) et 45 (opérations pour comptes de tiers, si la présentation comptable de la collectivité le permet, ce sont plus précisément les comptes 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement), 457 (opérations d'investissement sur voirie communale effectuées par un groupement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat) qui doivent être pris en compte. Pour les communes et groupements de communes, les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

► **Ratio 5 = Dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

► **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

► **Ratio 7 = Dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

► **Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées, les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement.

► **Ratio 10 = Dépenses d'équipement / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Pour les communes et les groupements, les dépenses liées à des travaux en régie sont ajoutées aux dépenses d'équipement.

► **Ratio 11 = Dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

LES COMPTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	206,82	214,23	212,82	219,38	225,87
Recettes totales	206,03	215,15	215,10	222,11	227,01
Dépenses totales hors remboursements de dette	195,24	202,19	200,81	206,95	212,84
Recettes totales hors emprunts	186,93	195,85	199,04	206,23	209,14
Dépenses réelles de fonctionnement	140,01	145,51	148,78	152,95	157,64
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	135,42	141,42	144,87	148,69	153,17
● dont achats et charges externes	27,46	28,10	28,54	29,16	29,93
● dont personnel	48,04	50,30	51,74	53,00	54,75
● dont transferts versés	55,47	58,13	59,96	61,71	63,63
Recettes de fonctionnement (2)	167,03	172,05	178,88	185,80	189,04
● dont impôts et taxes	98,51	102,58	108,63	110,74	113,56
– impôts locaux**	65,08	70,25	73,24	69,54	72,21
– autres impôts indirects et taxes	33,42	32,33	35,39	41,20	41,35
● dont concours de l'État	48,21	48,73	49,43	52,57	52,31
– dont DGF	39,68	40,54	40,86	40,97	41,10
– dont péréquation et compensations fiscales***	4,77	4,42	4,74	7,77	7,51
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	31,62	30,63	34,00	37,12	35,87
● intérêts de dette (4)	4,59	4,09	3,91	4,27	4,46
Épargne brute (5) = (3)-(4)	27,02	26,54	30,10	32,85	31,41
Épargne nette = (5)-remboursement	15,44	14,49	18,09	20,42	18,38
Dépenses réelles d'investissement	66,81	68,72	64,04	66,43	68,23
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	55,23	56,68	52,03	54,00	55,20
● dont subventions d'équipement	13,08	13,85	12,60	12,79	13,17
● dont équipement	40,02	39,82	36,76	38,26	39,07
Recettes réelles d'investissement	39,00	43,10	36,22	36,31	37,97
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	19,90	23,80	20,16	20,43	20,10
● dont dotations et subventions	15,08	19,26	15,18	14,89	14,95
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-8,31	-6,34	-1,77	-0,72	-3,70
Variation fonds de roulement	-0,79	+0,92	+2,28	+2,73	+1,14
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	11,58	12,04	12,01	12,43	13,03
● emprunts	19,10	19,30	16,06	15,88	17,87
● emprunts - remboursements de dette	7,52	7,26	4,05	3,45	4,84
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>112,74</i>	<i>120,04</i>	<i>124,35</i>	<i>127,58</i>	<i>132,45</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	18,9 %	17,8 %	19,0 %	20,0 %	19,0 %
Épargne brute/recettes de fonctionnement	16,2 %	15,4 %	16,8 %	17,7 %	16,6 %
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	67,5 %	69,8 %	69,5 %	68,7 %	70,1 %
Annuité / recettes de fonctionnement	9,7 %	9,4 %	8,9 %	9,0 %	9,3 %

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter en 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

LES COMPTES DES COMMUNES

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	89,86	91,81	91,14	94,09	96,25
Recettes totales	89,93	92,57	92,41	94,95	97,02
Dépenses totales hors remboursements de dette	84,23	86,23	85,33	88,19	90,43
Recettes totales hors emprunts	82,27	85,83	86,00	88,46	89,78
Dépenses réelles de fonctionnement	60,95	62,10	62,45	63,87	65,29
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	58,51	59,88	60,41	61,67	63,04
● dont achats et charges externes	15,50	15,79	15,89	16,23	16,69
● dont personnel	31,25	31,95	32,61	33,20	34,06
● dont transferts versés	9,22	9,35	9,30	9,59	9,66
Recettes de fonctionnement (2)	70,98	72,79	74,51	77,02	78,21
● dont impôts et taxes	41,15	42,54	44,33	46,28	47,41
– impôts locaux **	27,14	28,76	29,69	30,70	31,75
– fiscalité reversée	8,07	8,25	8,66	9,18	9,26
– autres impôts indirects et taxes	5,94	5,53	5,98	6,40	6,41
● dont concours de l'État***	19,41	19,47	19,47	19,50	19,23
– dont DGF	16,32	16,56	16,49	16,39	16,39
– dont péréquation et compensations fiscales***	2,70	2,51	2,59	2,71	2,64
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	12,48	12,91	14,11	15,35	15,17
● intérêts de dette (4)	2,44	2,22	2,04	2,19	2,25
Épargne brute (5) = (3)-(4)	10,04	10,69	12,07	13,16	12,92
Épargne nette = (5)-remboursement	4,41	5,11	6,25	7,26	7,10
Dépenses réelles d'investissement	28,92	29,72	28,70	30,22	30,96
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	23,29	24,13	22,88	24,33	25,14
● dont subventions d'équipement	1,08	1,37	1,31	1,31	1,51
● dont équipement	21,39	21,40	20,31	21,75	22,58
Recettes réelles d'investissement	18,95	19,78	17,90	17,93	18,81
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	11,29	13,04	11,49	11,44	11,57
● dont dotations et subventions	8,14	10,21	8,03	7,88	8,26
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-1,97	-0,40	+0,68	+0,27	-0,65
Variation fonds de roulement	+0,07	+0,76	+1,27	+0,86	+0,77
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	5,63	5,59	5,82	5,90	5,82
● emprunts	7,66	6,74	6,41	6,49	7,24
● emprunts - remboursements de dette	2,03	1,16	0,59	0,59	1,42
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>57,46</i>	<i>58,61</i>	<i>59,29</i>	<i>59,93</i>	<i>61,35</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	17,6%	17,7%	18,9%	19,9%	19,4%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,1%	14,7%	16,2%	17,1%	16,5%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	80,9%	80,5%	79,6%	77,8%	78,4%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,4%	10,7%	10,5%	10,5%	10,3%

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les reversements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

LES COMPTES DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	33,35	34,61	36,16	37,67	39,58
Recettes totales	33,45	35,18	36,51	38,74	40,74
Dépenses totales hors remboursements de dette	31,77	33,05	34,59	36,13	37,84
Recettes totales hors emprunts	30,59	32,70	34,40	36,08	37,33
Dépenses réelles de fonctionnement	23,67	25,08	26,53	27,21	28,40
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	23,00	24,48	25,97	26,57	27,72
● dont achats et charges externes	4,87	5,13	5,39	5,51	5,76
● dont reversements fiscaux	8,44	8,69	9,33	9,18	9,24
● dont personnel	4,51	5,00	5,39	5,77	6,27
● dont transferts versés	4,24	4,62	4,87	5,05	5,38
Recettes de fonctionnement (2)	27,20	29,20	31,31	32,59	33,91
● dont impôts et taxes	17,15	18,72	20,21	20,07	21,11
– impôts locaux**	13,40	14,64	15,91	15,83	16,66
– autres impôts indirects et taxes	3,75	4,07	4,29	4,24	4,45
● dont concours de l'État	7,10	7,30	7,61	8,80	8,74
– dont DGF	6,24	6,48	6,78	6,92	7,06
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,81	0,78	0,80	1,84	1,65
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	4,20	4,72	5,34	6,01	6,18
● intérêts de dette (4)	0,67	0,60	0,56	0,64	0,67
Épargne brute (5) = (3)-(4)	3,53	4,12	4,77	5,37	5,51
Épargne nette = (5)-remboursement	1,95	2,57	3,20	3,84	3,76
Dépenses réelles d'investissement	9,68	9,53	9,63	10,45	11,19
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	8,10	7,98	8,06	8,92	9,44
● dont subventions d'équipement	1,09	1,22	1,44	1,51	1,65
● dont équipement	6,32	6,01	5,87	6,57	6,94
Recettes réelles d'investissement	6,25	5,99	5,20	6,15	6,83
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	3,39	3,50	3,10	3,49	3,43
● dont dotations et subventions	2,49	2,62	2,32	2,49	2,45
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-1,18	-0,36	-0,19	-0,05	-0,50
Variation fonds de roulement	+0,11	+0,58	+0,35	+1,07	+1,16
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	1,58	1,55	1,57	1,54	1,75
● emprunts	2,86	2,49	2,10	2,66	3,40
● emprunts - remboursements de dette	1,28	0,93	0,54	1,12	1,66
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>16,54</i>	<i>17,47</i>	<i>18,19</i>	<i>19,28</i>	<i>20,94</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	15,4%	16,2%	17,0%	18,5%	18,2%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	13,0%	14,1%	15,2%	16,5%	16,3%
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	60,8%	59,8%	58,1%	59,2%	61,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	8,3%	7,4%	6,8%	6,7%	7,1%

Source : DGFIP

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

LES COMPTES DES COMMUNES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	114,77	117,74	117,98	122,58	126,60
Recettes totales	114,94	119,07	119,59	124,51	128,52
Dépenses totales hors remboursements de dette	107,56	110,59	110,59	115,15	119,03
Recettes totales hors emprunts	104,42	109,84	111,08	115,36	117,88
Dépenses réelles de fonctionnement	76,17	78,49	79,65	81,90	84,45
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	73,07	75,67	77,05	79,07	81,53
● dont achats et charges externes	20,37	20,92	21,28	21,73	22,45
● dont personnel	35,76	36,95	37,99	38,97	40,32
● dont transferts versés	13,47	13,97	14,17	14,65	15,04
Recettes de fonctionnement (2)	89,74	93,30	96,49	100,43	102,88
● dont impôts et taxes	50,23	53,01	55,88	57,17	59,27
– impôts locaux**	40,54	43,40	45,60	46,53	48,41
– autres impôts indirects et taxes	9,69	9,60	10,27	10,64	10,86
● dont concours de l'État***	26,51	26,77	27,08	28,30	27,97
– dont DGF	22,56	23,04	23,27	23,31	23,44
– dont péréquation et compensations fiscales***	3,51	3,29	3,39	4,55	4,29
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	16,67	17,63	19,44	21,36	21,35
● intérêts de dette (4)	3,11	2,82	2,60	2,83	2,92
Épargne brute (5) = (3)-(4)	13,57	14,81	16,84	18,53	18,43
Épargne nette = (5)-remboursement	6,36	7,67	9,46	11,10	10,86
Dépenses réelles d'investissement	38,60	39,25	38,33	40,68	42,15
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	31,39	32,11	30,94	33,25	34,58
● dont subventions d'équipement	2,17	2,59	2,76	2,81	3,16
● dont équipement	27,72	27,42	26,18	28,33	29,52
Recettes réelles d'investissement	25,20	25,77	23,10	24,08	25,64
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	14,68	16,54	14,59	14,93	14,99
● dont dotations et subventions	10,63	12,83	10,35	10,37	10,71
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-3,14	-0,75	+0,49	+0,22	-1,15
Variation fonds de roulement	+0,17	+1,34	+1,62	+1,93	+1,92
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	7,21	7,14	7,38	7,43	7,57
● emprunts	10,53	9,23	8,51	9,15	10,65
● emprunts - remboursements de dette	3,32	2,09	1,13	1,71	3,08
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>73,99</i>	<i>76,09</i>	<i>77,47</i>	<i>79,21</i>	<i>82,29</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	18,6%	18,9%	20,2%	21,3%	20,8%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,1%	15,9%	17,5%	18,5%	17,9%
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	82,5%	81,5%	80,3%	78,9%	80,0%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,5%	10,7%	10,4%	10,2%	10,2%

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations «communes» et «groupements à fiscalité propre» ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

4-5 Les comptes des départements

LES COMPTES DES DÉPARTEMENTS

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	65,39	68,48	68,38	69,60	71,35
Recettes totales	64,91	68,30	68,81	70,37	70,95
Dépenses totales hors remboursements de dette	62,99	65,54	65,33	66,34	67,89
Recettes totales hors emprunts	59,63	61,88	63,99	66,47	66,82
Dépenses réelles de fonctionnement	48,63	51,03	52,86	54,34	56,03
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	47,74	50,26	52,06	53,47	55,08
● dont achats et charges externes	5,65	5,68	5,63	5,64	5,61
● dont personnel	9,93	10,67	10,96	11,17	11,46
● dont transferts versés	31,37	33,04	34,63	35,76	37,09
Recettes de fonctionnement (2)	56,34	57,28	60,61	63,20	63,66
● dont impôts et taxes	36,57	37,40	40,38	41,43	41,99
– impôts locaux**	19,92	21,94	22,56	18,62	19,32
– autres impôts indirects et taxes	16,65	15,46	17,82	22,81	22,67
<i>dont droits de mutation</i>	7,19	5,22	7,07	8,61	7,96
<i>dont TICPE</i>	5,15	5,78	6,19	6,53	6,54
<i>dont TSCA</i>	3,05	3,13	3,21	6,25	6,63
● dont concours de l'État	13,32	13,44	13,73	15,00	14,99
– dont DGF	11,85	12,08	12,15	12,21	12,21
– dont péréquation et compensations fiscales***	1,04	0,93	1,16	2,36	2,36
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	8,60	7,02	8,55	9,73	8,57
● intérêts de dette (4)	0,89	0,77	0,80	0,87	0,94
Épargne brute (5)=(3)-(4)	7,71	6,25	7,75	8,86	7,63
Épargne nette = (5)-remboursement	5,31	3,31	4,70	5,60	4,17
Dépenses réelles d'investissement	16,76	17,45	15,52	15,26	15,33
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	14,36	14,50	12,47	12,00	11,87
● dont subventions d'équipement	5,50	5,53	4,74	4,64	4,64
● dont équipement	8,54	8,59	7,44	6,97	6,76
Recettes réelles d'investissement	8,57	11,02	8,20	7,17	7,29
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	3,29	4,59	3,39	3,27	3,16
● dont dotations et subventions	2,80	4,09	2,88	2,63	2,56
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	-3,36	-3,66	-1,34	+0,13	-1,08
Variation fonds de roulement	-0,49	-0,18	+0,43	+0,77	-0,40
Dépenses totales pour les collèges	4,28	4,49	4,30	4,28	4,19
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	30,39	32,05	33,68	34,89	35,95
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	2,40	2,94	3,04	3,26	3,46
● emprunts	5,28	6,42	4,82	3,90	4,13
● emprunts - remboursements de dette	2,87	3,48	1,77	0,64	0,68
Dette totale au 31/12	24,76	28,25	30,02	30,39	31,05
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	15,3%	12,3%	14,1%	15,4%	13,5%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	13,7%	10,9%	12,8%	14,0%	12,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	44,0%	49,3%	49,5%	48,1%	48,8%
Annuité / recettes de fonctionnement	5,8%	6,5%	6,3%	6,5%	6,9%

Sources : DGFIP, DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

LES COMPTES DES RÉGIONS

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	26,66	28,01	26,46	27,21	27,92
Recettes totales	26,18	27,78	26,69	27,23	27,54
Dépenses totales hors remboursements de dette	24,69	26,06	24,88	25,46	25,92
Recettes totales hors emprunts	22,88	24,13	23,96	24,40	24,45
Dépenses réelles de fonctionnement	15,20	15,99	16,27	16,71	17,16
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	14,61	15,49	15,76	16,15	16,56
● dont achats et charges externes	1,44	1,50	1,63	1,79	1,88
● dont personnel	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97
● dont transferts versés	10,64	11,11	11,16	11,31	11,49
Recettes de fonctionnement (2)	20,95	21,46	21,78	22,17	22,50
● dont impôts et taxes	11,70	12,17	12,38	12,15	12,30
– impôts locaux**	4,63	4,90	5,08	4,39	4,47
– autres impôts indirects et taxes	7,08	7,27	7,30	7,76	7,83
<i>dont cartes grises</i>	1,97	1,92	1,92	2,08	2,11
<i>dont TICPE</i>	3,64	3,86	3,88	4,12	4,14
● dont concours de l'État	8,39	8,51	8,62	9,28	9,34
– dont DGF	5,27	5,42	5,45	5,45	5,45
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,22	0,20	0,20	0,86	0,87
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	6,34	5,97	6,01	6,03	5,94
● intérêts de dette (4)	0,60	0,50	0,50	0,57	0,60
Épargne brute (5) = (3)-(4)	5,75	5,47	5,51	5,46	5,35
Épargne nette = (5)-remboursement	3,78	3,52	3,93	3,72	3,34
Dépenses réelles d'investissement	11,46	12,02	10,19	10,49	10,76
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	9,49	10,06	8,61	8,75	8,76
● dont subventions d'équipement	5,41	5,74	5,10	5,34	5,37
● dont équipement	3,76	3,82	3,14	2,96	2,79
Recettes réelles d'investissement	5,23	6,31	4,92	5,06	5,04
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	1,93	2,67	2,18	2,23	1,95
● dont dotations et subventions	1,65	2,34	1,95	1,89	1,68
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-1,81	-1,92	-0,92	-1,07	-1,47
Variation fonds de roulement	-0,48	-0,23	+0,24	+0,03	-0,38
Dépenses totales pour l'enseignement	6,11	6,68	6,33	6,10	6,05
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	4,88	5,18	5,05	5,15	5,21
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	3,28	3,22	3,19	3,39	3,52
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	1,97	1,96	1,58	1,74	2,00
● emprunts	3,30	3,65	2,73	2,83	3,09
● emprunts - remboursements de dette	1,33	1,69	1,15	1,09	1,09
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>13,98</i>	<i>15,70</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	30,3%	27,8%	27,6%	27,2%	26,4%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	27,4%	25,5%	25,3%	24,6%	23,8%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	66,7%	73,2%	77,4%	81,1%	84,9%
Annuité / recettes de fonctionnement	12,2%	11,4%	9,6%	10,4%	11,5%

Sources : DGFIP, DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

Comptes de gestion 2011	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	949	462	1 177	335	903	239	52,7%	88,2%	28,5%	76,7%
France métropole y c. Paris	984	477	1 225	344	918	251	52,0%	87,7%	28,1%	75,0%
Outre-Mer	1 188	333	1 319	348	869	246	62,3%	95,4%	26,4%	65,8%
France entière	990	473	1 227	344	917	251	52,4%	88,0%	28,0%	74,7%
Métropole										
Moins de 3500 hab.	624	325	834	338	631	196	42,3%	83,0%	40,5%	75,7%
De 3500 à moins de 10000 hab.	910	455	1 154	340	897	217	52,5%	86,3%	29,4%	77,7%
Moins de 10000 hab.	721	369	942	339	721	203	46,6%	84,4%	35,9%	76,5%
Plus de 10000 hab. hors Paris	1 206	567	1 442	331	1 109	280	56,8%	91,1%	22,9%	76,9%

Source : DGCL à partir des données DGFIP

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

Comptes de gestion 2011	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropole										
Moins de 500 hab.	581	279	798	365	505	205	33,3%	80,7%	45,7%	63,3%
De 500 à moins de 2000 hab.	600	318	801	325	625	191	42,5%	83,4%	40,5%	78,0%
De 2000 à moins de 3500 hab.	706	375	929	343	745	200	47,8%	83,9%	36,9%	80,2%
De 3500 à moins de 5000 hab.	819	421	1 053	331	830	209	50,2%	85,5%	31,5%	78,8%
De 5000 à moins de 10000 hab.	957	473	1 206	344	932	221	53,4%	86,6%	28,5%	77,2%
De 10000 à moins de 20000 hab.	1 103	519	1 354	329	949	250	56,6%	88,4%	24,3%	70,1%
De 20000 à moins de 50000 hab.	1 240	585	1 478	334	1 063	286	57,5%	90,9%	22,6%	71,9%
De 50000 à moins de 100000 hab.	1 346	619	1 593	400	1 440	314	56,8%	92,4%	25,1%	90,4%
Plus de 100000 hab. hors Paris	1 161	552	1 373	280	1 081	275	55,9%	92,7%	20,4%	78,7%

Source : DGCL à partir des données DGFIP

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

Comptes de gestion 2011	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communautés urbaines	762	361	940	253	760	232	25,6%	87,3%	26,9%	80,9%
Communautés d'agglomération	551	306	642	132	351	155	18,2%	89,8%	20,6%	54,7%
Syndicats d'agglomération nouvelle ⁽¹⁾	1 047	571	1 512	358	3 283	229	25,1%	82,8%	23,7%	217,2%
Communautés de communes à FPU	378	239	449	88	152	82	21,2%	87,4%	19,7%	33,8%
Communautés de communes à FA	217	122	265	80	152	29	29,3%	87,7%	30,2%	57,2%

Source : DGCL à partir des données DGFIP

Champ : France hors Mayotte.

⁽¹⁾ Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.

Hors gestion active de la dette.

Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

4-8

RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

2012	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	841	288	961	103	488	186	20,8%	92,5%	10,8%	50,8%
France métropole (y c. Paris)	843	296	959	100	471	180	20,4%	92,6%	10,5%	49,1%
Outre-Mer	1 416	206	1 587	137	466	370	22,3%	92,2%	8,7%	29,3%
France	861	293	979	102	471	186	20,5%	92,6%	10,4%	48,1%
Métropole										
Moins de 250 000 hab.	981	277	1 140	147	606	278	25,5%	90,9%	12,9%	53,2%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	883	279	1 020	111	538	213	22,3%	91,7%	10,9%	52,8%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	784	269	905	92	478	179	20,3%	91,6%	10,2%	52,8%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	846	304	956	103	466	172	19,9%	93,5%	10,7%	48,7%

Source : DGCL, comptes administratifs 2012.

Champ : France.

Hors gestion active de la dette.

RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

2012	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	260	72	339	29	418	101	13,8%	85,1%	8,6%	123,3%
Aquitaine	220	56	319	62	139	82	19,0%	75,7%	19,3%	43,6%
Auvergne	292	52	373	61	361	104	16,0%	87,0%	16,3%	96,8%
Bourgogne	292	63	368	31	323	101	15,7%	87,2%	8,3%	87,7%
Bretagne	219	52	306	27	103	79	18,6%	75,7%	8,9%	33,8%
Centre	250	64	346	33	243	93	16,8%	77,5%	9,4%	70,2%
Champagne-Ardenne	309	58	362	36	318	95	15,1%	93,4%	9,9%	87,9%
Corse	1 352	42	1 690	295	970	117	13,5%	81,4%	17,5%	57,4%
Franche-Comté	278	57	362	53	167	97	19,9%	80,0%	14,7%	46,0%
Languedoc-Roussillon	244	47	325	80	304	88	17,6%	79,4%	24,7%	93,4%
Limousin	385	47	471	26	328	158	18,4%	89,7%	5,6%	69,7%
Lorraine	282	52	346	26	303	91	18,2%	86,2%	7,6%	87,7%
Midi-Pyrénées	235	56	334	30	98	88	18,7%	74,9%	9,1%	29,4%
Nord-Pas-de-Calais	290	56	376	53	467	88	20,0%	83,5%	14,0%	124,1%
Basse-Normandie	272	52	357	29	204	78	17,4%	80,8%	8,2%	57,1%
Haute-Normandie	244	65	370	33	128	80	22,6%	68,8%	9,0%	34,6%
Pays de la Loire	208	60	291	52	276	72	16,1%	83,6%	17,9%	94,8%
Picardie	303	57	389	30	297	113	17,2%	83,1%	7,7%	76,3%
Poitou-Charentes	252	52	297	24	181	80	22,2%	89,7%	8,1%	60,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	260	58	336	42	356	82	17,2%	90,8%	12,6%	105,8%
Rhône-Alpes	253	74	314	30	247	92	14,6%	85,8%	9,7%	78,6%
Métropole sauf Île-de-France	264	59	347	42	269	89	17,4%	82,8%	12,1%	77,6%
Île-de-France	225	115	286	30	365	62	14,4%	86,8%	10,6%	127,3%
Métropole	257	69	335	40	287	84	16,9%	83,4%	11,8%	85,5%
Guadeloupe	456	28	625	212	547	38	24,8%	81,2%	33,9%	87,4%
Guyane	433	14	446	113	563	25	21,2%	106,0%	25,3%	126,2%
Martinique	449	32	584	251	276	53	28,2%	77,3%	43,0%	47,3%
Réunion	451	28	617	227	398	34	26,4%	98,2%	36,7%	64,5%
ROM	449	27	591	215	424	38	25,8%	90,5%	36,4%	71,8%
France	262	68	343	45	291	83	17,4%	83,8%	13,0%	84,8%

Source : DGCL, comptes administratifs 2012.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

LA FISCALITÉ LOCALE

Présentation - Définitions	52
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale 2012	55
5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens	56
5-3 La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux	57
5-4 La fiscalité des impôts économiques	58
5-5 Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères	59
5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale	60

PRÉSENTATION

Le produit de la fiscalité locale (hors taxes liées à l'urbanisme) s'établit à 121 Md€ en 2012, soit 3,8 Md€ supplémentaires par rapport à 2011 dont 3,1 Md€ sont dues à la hausse des contributions directes.

En 2013, le produit voté au titre des trois taxes ménages atteint 49,6 Md€, en hausse de 3,7% par rapport à celui de 2012. Le montant des impôts économiques se situe autour de 25,4 Md€ en hausse de 6,4%. Cette forte progression est due pour l'essentiel à l'augmentation exceptionnelle de 7,5% de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. La montée en charge de ce nouvel impôt auto-liquidé et dont l'assiette est plus large que celle de l'ancienne taxe professionnelle, a en effet donné lieu à des corrections déclaratives et à des régularisations tardives.

La répartition entre taxes « ménages » et impôts économiques diffère d'un niveau de collectivité à l'autre. Pour le secteur communal, les taxes « ménages » constituent les trois quarts de leurs ressources fiscales directes. Les départements, suite à la réforme de la TP, ne perçoivent comme taxe « ménages » que la taxe foncière sur les propriétés bâties, laquelle constitue 60% de leurs produits de fiscalité directe. Les ressources fiscales directes des régions se limitent aux seuls produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et d'impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER).

Le taux moyen voté de la cotisation foncière des entreprises, destinée au seul secteur communal, est de l'ordre de 25,69%. Ceux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (non compris la taxe additionnelle), elles aussi uniquement destinées au secteur communal, sont respectivement égaux à 23,88% et 48,92%. Celui de la taxe foncière sur les propriétés bâties, toutes collectivités confondues c'est-à-dire secteur communal et départements, atteint 35,12%.

Toute évolution du produit fiscal peut se décomposer en une part imputable à l'évolution des bases (effet base) et une autre imputable à l'évolution des taux (effet taux). Entre 2012 et 2013, à nature juridique et fiscale identique, l'évolution du produit fiscal global voté des 3 taxes « ménages », toutes collectivités confondues, due à l'augmentation des taux est de 0,66%.

Les contributions de l'État peuvent prendre deux formes : les dégrèvements et les allocations compensatrices. Ces contributions, d'environ 13 Md€, représentent en 2012 17,6% des recettes des collectivités locales au titre des taxes « ménages » et des impôts économiques.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

« La fiscalité directe locale en 2013 : les produits économiques en forte hausse », Bis n° 99, janvier 2014.

« La fiscalité directe locale en 2012 : une progression différenciée des produits selon les taxes », Bis n° 92, décembre 2012.

« Le guide statistique de la fiscalité locale 2011-2012 », décembre 2013, Direction générale des collectivités locales.

Sur l'effet base et l'effet taux, voir la note méthodologique de l'annexe 4 du guide statistique de la fiscalité locale 2010, octobre 2011.

Tous ces documents sont en ligne sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS...

L'instauration d'une fiscalité directe locale à Mayotte, pour les communes et le département d'outre-mer, est fixée au 1^{er} janvier 2014.

TAXES « MÉNAGES »

► **Taxe d'habitation (TH)** : impôt direct perçu au profit des communes, des départements et des EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU à partir de 2011. Elle est due par l'occupant - au 1^{er} janvier de l'année d'imposition - d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire. La base brute de cette taxe est égale à la valeur locative cadastrale de l'immeuble occupé.

► **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (instauration seulement en 2009 pour le département de Paris) et des EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte. A partir de 2011, cet impôt n'est plus perçu par les régions mais peut être perçu par les EPCI à FPU. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50%.

► **Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors le département de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et, à partir de 2011, au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20%.

► **Taxe foncière additionnelle sur les propriétés non bâties (TAFNB)** : impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

IMPÔTS ÉCONOMIQUES

► **Taxe professionnelle (TP)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les communes rattachées à un EPCI à TPU ou mixte, les départements 75, 2A et 2B et la collectivité territoriale de Corse jusqu'en 2009. Elle était due par toute personne physique ou morale qui exerçait à titre habituel une activité professionnelle non salariée et non exonérée. La base d'imposition de la taxe professionnelle était constituée de la valeur cadastrale des locaux, de la valeur locative des équipements et biens mobiliers et d'une fraction des recettes des professions libérales employant moins de 5 salariés. La taxe professionnelle a été supprimée en 2010.

► **Compensation relais de la taxe professionnelle (CRTP)** : versement transitoire de l'année 2010 qui s'est substitué à la taxe professionnelle.

► **Contribution économique territoriale (CET)** : nouvel impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

► **Cotisation foncière des entreprises (CFE)** : impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité

propre. Elle est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

► **Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** : impôt dont le produit est partagé à partir de 2011 entre toutes les collectivités : 26,5% pour le secteur communal, 48,5% pour les départements et 25% pour les régions.

► **Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)** : impôts qui taxent les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Leur produit est perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

► **Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)** : impôt perçu au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m² de surface de vente. Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

AUTRES TAXES

► **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'utilisateur.

► **Redevance d'enlèvement des ordures ménagères ou redevance générale (REOM)** : redevance facultative. Les collectivités peuvent substituer à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu pour l'enlèvement des ordures ménagères et le redevable est l'utilisateur du service. Son instauration entraîne la suppression de la TEOM et de la redevance sur les campings. Ce mode de paiement a le mérite d'être proportionnel au service rendu et d'inciter les habitants à diminuer la quantité de déchets qu'ils produisent.

COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

► **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales.

Contributions brutes de l'État : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

► **Participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée (PVA)** : c'est une atténuation de la prise en charge du dégrèvement par l'État. En effet, à partir de 2007, les collectivités locales ont dû assurer une partie du coût du dégrèvement causée par l'augmentation des taux votés. Ce dégrèvement concernait les redevables de la taxe professionnelle, ils pouvaient en effet bénéficier d'un plafonnement de leur cotisation à 3,5% de la valeur ajoutée.

...DÉFINITIONS

VALEURS LOCATIVES ET TAUX D'IMPOSITION

► **Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties** : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières (y compris la CFE), elles intervenaient également pour 16% dans la composition des bases brutes de la taxe professionnelle. A la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970, pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

► **Taux moyen** : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport entre richesse prélevée et richesse imposable. Il est sensible à la variation des bases imposables. Son évolution retrace simplement la variation de la proportion de la matière imposable taxée.

► **Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité** : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée par les collectivités d'un type donné sur la somme des bases correspondantes. Ce rapport est donné à titre indicatif, pour permettre aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

► **Taux d'imposition moyen pour une taxe « ménage » donnée et l'ensemble des collectivités** : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée par l'ensemble des collectivités sur la somme des bases communales correspondant à cette taxe.

► **Taux d'imposition moyen pour la cotisation foncière des entreprises et le secteur communal** : rapport de la somme des produits de la CFE sur la somme des bases communales de CFE et des bases intercommunales de CFE en FPU, en ZAE et en ZDE.

► **Effet base** : évolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n-1 sur la somme des produits des bases de l'année n-1 par les taux de l'année n-1. L'effet base tient compte des taux alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année n sur la somme des bases de l'année n-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

► **Effet taux** : évolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n sur la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n-1.

► **Part des recettes fiscales prises en charge par l'État** : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

Vue d'ensemble de la fiscalité locale 2012

5-1

IMPÔTS DIRECTS ET TAXES PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2012

(en milliards d'euros)

	Communes, groupements (y c. syndicats)	Départements	Régions	Total
Contributions directes*	48,11	19,18	4,44	71,73
Produits des 3 taxes «ménages» (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	36,28	11,58	-	47,86
Taxe d'habitation	19,53	-	-	19,53
Taxe sur le foncier bâti	15,78	11,58	-	27,36
Taxe sur le foncier non bâti	0,98	-	-	0,98
Produits des impôts économiques	11,82	7,60	4,44	23,86
Cotisation foncière des entreprises	6,66	-	-	6,66
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**	4,02	7,36	3,80	15,18
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,49	0,24	0,64	1,37
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,65	-	-	0,65
Autres contributions (hors taxes liées à l'urbanisme)	18,96	22,34	8,00	49,30
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,09	-	-	6,09
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,22	7,97	-	10,19
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)***	-	6,54	4,36	10,89
Versement destiné aux transports en commun	6,85	-	-	6,85
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,63	-	6,63
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,11	2,11
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,35	0,68	-	2,03
Impôts et taxes d'outre-mer	0,80	0,16	0,62	1,59
Contribution au développement de l'apprentissage	-	-	0,74	0,74
Taxe sur les pylônes électriques	0,22	-	-	0,22
Taxes de séjour	0,23	0,009	-	0,24
Taxes sur les remontées mécaniques	0,04	0,02	-	0,05
Redevance des mines	0,01	0,01	-	0,02
Taxe sur les permis de conduire	-	-	0,002	0,002
Autres	1,16	0,32	0,16	1,64
Total taxes (hors taxes liées à l'urbanisme)	67,07	41,53	12,44	121,03

* au sens des comptes 7311 des nomenclatures comptables des communes, départements et régions.

** CVAE due + CVAE dégréevée.

*** y compris la TICPE Grenelle.

Pour mémoire : la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) versée par l'État en 2012 est de l'ordre de 1,21 milliard d'euros pour le secteur communal, 1,52 milliard d'euros pour les départements et 0,7 milliard d'euros pour les régions.

Sources : DGFiP, DGCL.

VALEURS INDICATIVES DES TAXES LIÉES À L'URBANISME RECOUVRÉES EN 2012

(en millions d'euros)

	Communes, groupements	Départements	Régions	Total
Total des taxes liées à l'urbanisme	753,4	383,4	124,7	1261,5
Taxe locale d'équipement	663,3			663,3
Taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement en Île-de-France	25,7			25,7
Taxe spéciale d'équipement de la Savoie		3,4		3,4
Taxe départementale destinée au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement		65,5		65,5
Taxe départementale des espaces naturels sensibles		314,5		314,5
Versement pour dépassement du plafond légal de densité	64,4			64,4
Redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en région Île-de-France			124,7	124,7
Redevance d'archéologie préventive	n.d.			n.d.

Sources : Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (MEDDTL) ; Compte administratif de la région Île-de-France ; DGFiP.
n.d. : non disponible.

PRODUITS DES TROIS TAXES «MÉNAGES» DE 2009 À 2013 - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

		2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013 ^(P)
Communes	ensemble des 3 taxes	24 198	25 351	27 941	29 010	29 797
	taxe d'habitation	10 468	10 966	12 886	13 403	13 718
	taxe sur le foncier bâti	13 008	13 651	14 277	14 813	15 275
	taxe sur le foncier non bâti	722	734	778	793	804
Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des 3 taxes	1 180	1 253	6 700	7 067	7 443
	taxe d'habitation	484	511	5 753	6 024	6 319
	taxe sur le foncier bâti	609	652	769	859	932
	taxe sur le foncier non bâti	87	90	177	184	192
Communes et groupements (y compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des 3 taxes	25 571	26 795	34 842	36 283	37 457
	taxe d'habitation	11 040	11 566	18 733	19 525	20 139
	taxe sur le foncier bâti	13 716	14 400	15 148	15 776	16 316
	taxe sur le foncier non bâti	815	830	961	982	1 002
Départements	ensemble des 3 taxes	12 376	13 103	10 953	11 581	12 185
	taxe d'habitation	5 468	5 763	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	6 854	7 285	10 953	11 581	12 185
	taxe sur le foncier non bâti	55	55	s.o.	s.o.	s.o.
Régions	ensemble des 3 taxes	1 873	1 933	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe d'habitation	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	1 858	1 919	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier non bâti	14	15	s.o.	s.o.	s.o.
Ensemble des collectivités (y compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des 3 taxes	39 820	41 831	45 796	47 864	49 642
	ensemble des 3 taxes	16 508	17 329	18 733	19 525	20 139
	taxe sur le foncier bâti	22 429	23 603	26 102	27 357	28 501
	taxe sur le foncier non bâti	884	899	961	982	1 002

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.^(P) Données provisoires calculées à partir des bases prévisionnelles.

s.o : sans objet.

Source : DGCL à partir des fichiers REI de la DGFiP pour les années 2009 à 2012 et des états fiscaux 1253 et 1259 pour l'année 2013.

TAUX D'IMPOSITION MOYENS VOTÉS DES TROIS TAXES «MÉNAGES» DE 2009 À 2013

FRANCE HORS MAYOTTE (en %)

		2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013 ^(P)
Communes	taxe d'habitation	14,19	14,42	16,35	16,36	16,26
	taxe sur le foncier bâti	18,32	18,64	18,74	18,82	18,82
	taxe sur le foncier non bâti	40,32	40,65	41,53	41,65	41,66
	ensemble des 3 taxes	22,81	23,71	25,11	25,63	25,74
Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux)	taxe d'habitation	2,21	2,24	8,57	8,59	8,51
	taxe sur le foncier bâti	3,31	3,37	2,84	2,79	2,68
	taxe sur le foncier non bâti	9,62	9,58	7,07	7,17	7,15
	ensemble des 3 taxes	15,14	15,19	18,48	18,55	18,34
Communes et groupements (y compris les syndicats intercommunaux)	taxe d'habitation	14,97	15,21	23,76	23,84	23,88
	taxe sur le foncier bâti	19,32	19,66	19,89	20,04	20,10
	taxe sur le foncier non bâti	45,49	45,95	48,55	48,79	48,92
	ensemble des 3 taxes	29,78	30,82	39,20	39,67	39,90
Départements	taxe d'habitation	7,39	7,54	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	9,83	10,14	14,62	14,92	15,20
	taxe sur le foncier non bâti	25,01	25,48	s.o.	s.o.	s.o.
	ensemble des 3 taxes	42,23	43,16	s.o.	s.o.	s.o.
Régions	taxe d'habitation	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier bâti	2,66	2,67	s.o.	s.o.	s.o.
	taxe sur le foncier non bâti	6,51	6,51	s.o.	s.o.	s.o.
	ensemble des 3 taxes	9,17	9,85	s.o.	s.o.	s.o.
Ensemble des collectivités (y compris les syndicats intercommunaux)	taxe d'habitation	22,38	22,79	23,76	23,84	23,88
	taxe sur le foncier bâti	31,58	32,23	34,27	34,75	35,12
	taxe sur le foncier non bâti	49,34	49,82	48,55	48,79	48,92
	ensemble des 3 taxes	103,30	104,84	106,58	107,38	107,92

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.^(P) Données provisoires calculées à partir des bases prévisionnelles.

s.o : sans objet.

Remarque : pour chaque type de collectivité, les taux moyens sont calculés en divisant la somme de leurs produits théoriques (bases*taux) par la somme de leurs bases. Pour l'ensemble des collectivités, ils sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.

Source : DGCL à partir des fichiers REI de la DGFiP pour les années 2009 à 2012 et des états fiscaux 1253 et 1259 pour l'année 2013.

La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux **5-3**

ÉVOLUTION DES PRODUITS VOTÉS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » DE 2013 PAR RAPPORT AUX PRODUITS DÉFINITIFS DE 2012 - FRANCE HORS MAYOTTE

(EN%)

Type de collectivité*	Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Ensemble des 3 taxes ménages
Type de collectivité*		Evolution du produit voté		
Ensemble des collectivités	3,06	4,25	1,83	3,75
Départements	-	5,22	-	5,22
Ensemble du secteur communal	3,06	3,35	1,83	3,16
Ensemble des communes	2,98	3,15	1,72	3,04
Communes isolées	2,50	3,05	0,01	2,73
Communes membres d'un EPCI à FA**	3,15	3,25	1,50	3,08
Communes membres d'un EPCI à FPU***	3,07	3,15	1,89	3,09
Ensemble des EPCI à FP	3,24	6,93	2,55	3,66
EPCI à FA**	4,89	5,05	3,10	4,82
EPCI à FPU***	3,09	8,72	1,59	3,47
Type de collectivité *		Effet base		
Ensemble des collectivités	2,90	3,21	1,57	3,06
Départements	-	3,36	-	3,36
Ensemble du secteur communal	2,90	3,07	1,57	2,94
Ensemble des communes	2,91	3,07	1,57	2,95
Communes isolées	2,44	3,01	0,03	2,68
Communes membres d'un EPCI à FA**	3,11	3,25	1,50	3,06
Communes membres d'un EPCI à FPU***	2,97	3,06	1,67	2,99
Ensemble des EPCI à FP	2,89	3,19	1,59	2,90
EPCI à FA**	2,98	3,35	1,58	3,02
EPCI à FPU***	2,88	3,03	1,62	2,89
Type de collectivité *		Effet taux		
Ensemble des collectivités	0,16	1,00	0,25	0,66
Départements	-	1,80	-	1,80
Ensemble du secteur communal	0,16	0,27	0,25	0,21
Ensemble des communes	0,08	0,08	0,15	0,08
Communes isolées	0,06	0,04	-0,02	0,05
Communes membres d'un EPCI à FA**	0,03	0,00	0,01	0,02
Communes membres d'un EPCI à FPU***	0,09	0,10	0,22	0,10
Ensemble des EPCI à FP	0,34	3,63	0,94	0,74
EPCI à FA**	1,86	1,64	1,50	1,75
EPCI à FPU***	0,20	5,51	-0,03	0,57

* à statut identique pour les communes et à nature juridique, fiscale et périmètre identiques pour les EPCI entre 2012 et 2013.

** FA : fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle avec ZAE, fiscalité additionnelle avec ZDE, fiscalité additionnelle avec ZAE et ZDE.

*** FPU : fiscalité professionnelle unique. L'importance de l'effet taux pour la taxe sur le foncier bâti est liée à la méthode de calcul (voir explications dans l'encadré sur le champ de l'étude du BIS n°92).

Remarque : l'évolution est calculée entre les produits prévisionnels de 2013 et les produits définitifs de 2012.

Source : DGCL à partir du fichier REI 2012 de la DGFIP et des états fiscaux 1253 et 1259 pour l'année 2013.

5-4 La fiscalité des impôts économiques

PRODUITS DES IMPÔTS ÉCONOMIQUES DE 2009 À 2013 - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

		2009	2010 ⁽¹⁾	2011 ⁽²⁾	2012	2013 ⁽³⁾
Communes	ensemble des impôts économiques	4 547	4 282	2 792	2 811	2 705
	taxe professionnelle	4 625	4 352			
	taxe professionnelle hors PVA*	4 547	4 282			
	cotisation foncière des entreprises			1 461	1 466	1 353
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**			1 045	1 063	1 080
	total des IFR ^{***}			155	148	143
	taxe sur les surfaces commerciales			132	134	129
Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux)	ensemble des impôts économiques	13 496	14 514	8 466	8 981	9 751
	taxe professionnelle	13 614	14 639			
	taxe professionnelle hors PVA*	13 496	14 514			
	cotisation foncière des entreprises			4 833	5 165	5 560
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**			2 845	2 961	3 246
	total des IFR ^{***}			312	340	367
	taxe sur les surfaces commerciales			477	514	579
Secteur communal	ensemble des impôts économiques	18 092	18 831	11 292	11 822	12 478
	taxe professionnelle	18 289	19 026			
	taxe professionnelle hors PVA*	18 092	18 831			
	cotisation foncière des entreprises			6 327	6 662	6 934
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**			3 890	4 024	4 325
	total des IFR ^{***}			467	488	510
	taxe sur les surfaces commerciales			609	648	708
Départements	ensemble des impôts économiques	9 239	9 396	7 356	7 602	8 165
	taxe professionnelle	9 821	9 978			
	taxe professionnelle hors PVA*	9 239	9 396			
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**			7 130	7 363	7 916
	total des IFR ^{***}			226	239	248
Régions	ensemble des impôts économiques	2 922	3 042	4 317	4 438	4 736
	taxe professionnelle	3 254	3 375			
	taxe professionnelle hors PVA*	2 922	3 042			
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**			3 675	3 795	4 081
	total des IFR ^{***}			643	643	655
Ensemble des collectivités	ensemble des impôts économiques	30 253	31 269	22 966	23 862	25 378
	taxe professionnelle	31 365	32 379			
	taxe professionnelle hors PVA*	30 253	31 269			
	cotisation foncière des entreprises			6 327	6 662	6 934
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**			14 695	15 182	16 323
	total des IFR ^{***}			1 336	1 370	1 413
	taxe sur les surfaces commerciales			609	648	708

* Hors PVA : après soustraction de la participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié à son plafonnement en fonction de la valeur ajoutée. Cette participation est une valeur estimée.

** CVAE due + CVAE dégrévée.

*** IFR : impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux.

⁽¹⁾ 2010 : année de suppression de la taxe professionnelle, remplacée transitoirement par une compensation relais.

⁽²⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité pour les collectivités locales.

⁽³⁾ Données de CFE provisoires car calculées à partir des bases prévisionnelles.

Remarque : la taxe professionnelle et la cotisation foncière des entreprises font l'objet d'un vote de taux, la taxe sur les surfaces commerciales donne lieu à vote d'un coefficient multiplicateur.

Source : DGCL à partir des fichiers REI de la DGFiP pour les années 2009 à 2012 et des états fiscaux 1253 et 1259 pour l'année 2013.

Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères **5-5**

ÉVOLUTION DU PRODUIT DE LA TAXE ET DE LA REDEVANCE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES DE 2009 À 2013 - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013 ^(P)
TEOM	5 402	5 686	5 896	6 088	6 254
REOM	546	573	601	629	n.d.
TEOM. + REOM	5 948	6 259	6 497	6 716	n.d.

n.d. : non disponible.

^(P) données provisoires car calculées à partir des bases prévisionnelles.

Sources : DGCL, DGFIP.

LA TEOM EN 2013

montants des bases, taux, produits

France hors Mayotte	2013
Base (M€)	67 770
Taux moyen (%)	9,23
Produit (M€)	6 254

Données disponibles en date du 26.12.2013.

Sources : DGCL, DGFIP.

ÉVOLUTION* DE LA TEOM DE 2012 À 2013

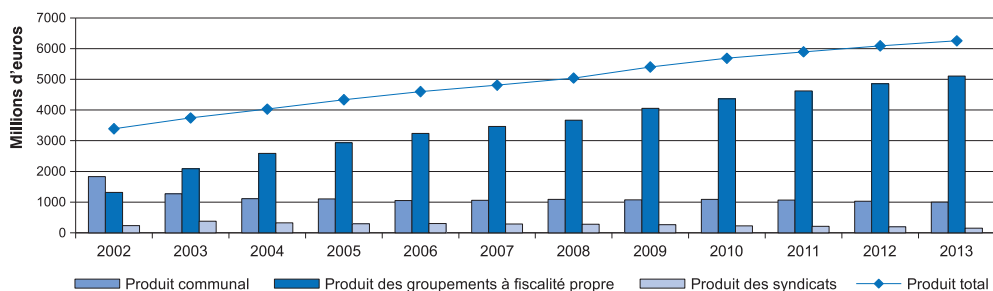
(en %)

Évolution du produit	Effet base	Effet taux
3,00	3,30	-0,30

* à champ constant.

Sources : DGCL, DGFIP.

ÉVOLUTION DES PRODUITS DE TEOM



Sources : DGCL, DGFIP.

LES COMMUNES QUI PRÉLÈVENT LA TEOM OU LA REOM EN 2012 (directement ou via un groupement)

FRANCE HORS MAYOTTE

Population des communes*	TEOM			REOM		
	Proportion de communes de la strate (en %)	Part dans la population de la strate (en %)	Produit par habitant (en euros)	Proportion de communes de la strate (en %)	Part dans la population de la strate (en %)	Produit par habitant (en euros)
Moins de 500 habitants	62	64	79	35	32	84
De 500 à 2 000 habitants	69	70	86	27	26	80
De 2 000 à 3 500 habitants	77	77	98	19	19	83
De 3 500 à 5 000 habitants	82	82	103	14	14	88
De 5 000 à 10 000 habitants	87	87	104	9	9	91
De 10 000 à 20 000 habitants	90	91	109	5	5	102
De 20 000 à 50 000 habitants	94	95	106	2	1	102
De 50 000 à 100 000 habitants	94	95	119	1	1	87
De 100 000 à 300 000 habitants	97	98	117	3	2	98
plus de 300 000 habitants	100	100	171	-	-	-
Ensemble	67	85	108	29	11	85

L'ensemble des données ci-dessus a été ramené au niveau communal, que la taxe ou la redevance soit perçue au niveau communal ou au niveau intercommunal.

* Population totale en vigueur au 1^{er} janvier 2012 (millésimée 2009).

Sources : DGCL, DGFIP.

5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en millions d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012
Compensations*					
Taxe d'habitation	1 227	1 233	1 319	1 703	1 751
Taxe sur le foncier bâti	402	350	339	396	360
Taxe sur le foncier non bâti	446	404	382	378	346
Impôts économiques	1 390	1 119	1 076	925	771
Total	3 465	3 105	3 117	3 400	3 229
Dégrèvements législatifs**					
Taxe d'habitation	3 048	3 148	3 237	3 387	3 377
Taxes foncières	730	672	691	878	889
Impôts économiques	11 929	13 641	11 504	6 335	5 667
Total	15 707	17 461	15 432	10 600	9 933
Contributions brutes de l'État					
Taxe d'habitation	4 275	4 380	4 556	5 090	5 128
Taxes foncières	1 578	1 426	1 413	1 651	1 595
Impôts économiques	13 319	14 760	12 580	7 260	6 439
Total	19 172	20 566	18 549	14 001	13 162

RECETTES*** AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en millions d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012
Taxe d'habitation	16 605	17 740	18 648	20 435	21 276
Taxes foncières	22 243	24 066	25 224	27 836	29 046
Impôts économiques	29 751	31 371	32 345	23 891	24 634
Total	68 599	73 177	76 217	72 162	74 956

PART DES RECETTES*** PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en %)

	2008	2009	2010	2011	2012
Taxe d'habitation	25,7	24,7	24,4	24,9	24,1
Taxes foncières	7,1	5,9	5,6	5,9	5,5
Impôts économiques****	42,2	43,5	n.s.	30,4	26,1
Total	26,8	26,6	n.s.	19,4	17,6

* Y compris la CVAE exonérée compensée et les dotations aux départements et aux régions qui se substituent aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de 2011. Ces dotations sont égales à la somme des allocations compensatrices versées au titre de l'année 2010, affectées d'un coefficient d'actualisation annuel.

** Y compris le dégrèvement barémique de la CVAE.

*** Recettes : produits hors PVA + compensations.

**** En 2010, les recettes contiennent pour l'essentiel la compensation relais de la taxe professionnelle versée de façon transitoire.

n.s. : non significatif.

Sources : DGFIP, DGCL.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Présentation - Définitions

- 6-1** Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales
- 6-2** Les dotations et subventions de fonctionnement
- 6-3** Les autres concours financiers de l'État

62

64

65

66

Les concours financiers de l'État

PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent près de 101,2 Md€ en 2014, un montant en baisse de 0,7% à périmètre comparable⁽¹⁾. Ils se composent de trois ensembles : les concours de l'État aux collectivités territoriales (59,0 Md€)⁽²⁾, les dégrèvements d'impôts locaux et les subventions spécifiques versées par les ministères (12,3 Md€), et la fiscalité transférée (29,9 Md€).

Conformément au Pacte de confiance et de responsabilité conclu entre l'État et les collectivités le 16 juillet 2013, l'enveloppe normée des concours de l'État aux collectivités territoriales fait l'objet d'une diminution de 1,5 Md€. Les collectivités contribuent en effet au redressement des finances publiques à hauteur de 184 M€ pour les régions, de 476 M€ pour les départements, et de 840 M€ pour le bloc communal, soit 588 M€ pour les communes et 252 M€ pour les établissements publics de coopération intercommunale.

L'enveloppe normée des concours de l'État (hors formation professionnelle) s'élève à 47,3 Md€ en 2014 contre 48,8 Md€ en 2013. Les dotations et subventions de fonctionnement atteignent 40,7 Md€. Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui constitue la majeure partie de celles-ci, est de 40,1 Md€. Des écètements internes à la DGF permettent de faire progresser le niveau de certaines de ses composantes, notamment celles des dotations de péréquation.

La DGF est répartie entre communes, groupements de communes, départements et régions. Les communes et groupements de communes perçoivent 57,5% du total, soit 23,05 Md€. Les départements reçoivent 29,4% du total, soit 11,8 Md€ et les régions 13,1% du total, soit 5,3 Md€.

Des écètements internes à la DGF permettent, comme les années précédentes, de faire progresser le niveau de certaines de ses composantes, notamment celles des dotations de péréquation. Elles augmentent notamment de 3,37% pour le bloc communal.

Les dotations et subventions d'équipement⁽³⁾ représentent quant à elles 9,9 Md€, dont 5,8 Md€ attribués au fonds de compensation de la TVA.

Les transferts de compétences relatifs à l'acte II de la décentralisation ont été principalement compensés à l'aide d'un transfert de fiscalité aux collectivités locales. Les dotations finançant les transferts de compétences⁽⁴⁾ s'élèvent à 3,1 Md€ : en 2014, la dotation générale de décentralisation formation professionnelle a été remplacée par un panier de ressources dynamiques au profit des régions, dont un grande part de fiscalité transférée.

Enfin, le coût des divers dégrèvements législatifs s'élève à 9,7 Md€ en 2014.

⁽¹⁾ A compter de 2014, la dotation générale de décentralisation formation professionnelle a été remplacée en grande part par de la fiscalité transférée.

⁽²⁾ Aux concours de l'État aux collectivités décrits dans le tableau 6.1 s'ajoutent les transferts liés au programme d'investissements d'avenir et aux fonds emprunts structurés, les subventions pour travaux divers d'intérêt local, les dotations au profit de l'outre-mer et le reversement aux régions du compte d'affectation spéciale « financement national de développement et de modernisation de l'apprentissage ».

⁽³⁾ Périmètre retenu : voir 6.3 « dotations et subventions d'équipement »

⁽⁴⁾ Le périmètre retenu inclut les dotations du 6.3 « financement des transferts de compétence », auxquelles s'ajoutent le FMDI et la TICPE Corse.

POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

Les Collectivités locales en chiffres 2014 « Chapitre 5.6 » relatif aux contributions de l'État à la fiscalité directe locale.

DÉFINITIONS

► **Les prélèvements sur recettes (PSR)** correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'État au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'État.

La DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.

► **Les crédits budgétaires** relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR-cf.6.3., subventions spécifiques ...). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers) soit des aides décidées par les autorités de l'État.

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

► **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales.

► **Les transferts de compétences opérés depuis 1984** ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées.

Ces ressources prennent soit la forme de fiscalité transférée comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP devenue TICPE) ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA) transférés aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de dotations spécifiques, la dotation générale de décentralisation, la DGD formation professionnelle destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps, ainsi 95% de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004. La DGD formation professionnelle a été remplacée en 2014 par un panier de ressources dynamique.

► **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes distribué aux collectivités locales.

► **La DGF des communes** est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation.

La dotation forfaitaire comprend la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie,

le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national ou d'un parc naturel marin et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :

- la dotation de solidarité urbaine destinée aux communes urbaines défavorisées ;
- la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
- la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

► **La DGF des EPCI** est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.

La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants, de la nature juridique du groupement, de son potentiel fiscal et de son intégration fiscale. Elle comprend une part péréquation (70% du total) et une dotation de base (30%).

La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

► **La DGF des départements** est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation. Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.

► **La DGF des régions**, créée en 2004 en regroupant certaines compensations fiscales, est composée d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation.

► **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement (DGE) des communes et de la dotation de développement rural (DDR).

► **La dotation globale d'équipement des départements** a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

► **Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES (autorisations d'engagement en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Prélèvements sur recettes					
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	41 093	41 265	41 390	41 505	40 121
Prélèvement sur les recettes au profit de la DGF	131	115	0		
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	28	26	24	22	20
Dotation élu local	65	65	65	65	65
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC) et dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	990	990	990	990	990
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	6 228	6 040	5 507	5 627	5 769
Prélèvement au titre des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques ⁽¹⁾	640				
Reversement de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) à la Corse	41	40	41	41	41
Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles	15	0	0	10	10
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	500	500	500	500	500
Compensations d'exonération					
Fonds de compensation de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle	40				
Compensation des pertes de bases et redevances des mines	184	35	59	52	25
Réduction pour création d'établissement (RCE)	41				
Compensation d'exonérations départementales et régionale de la taxe foncière relative au non bâti agricole (hors Corse)	203				
Compensation d'exonérations au titre de la TP des titulaires de bénéfices non commerciaux	282	172			
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP hors RCE)	545	364			
Dotation unique des compensations spécifiques à la Taxe Professionnelle (DUCSTP)			447	370	292
Autres compensations d'exonérations ajustées	2 073	1 835			
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale			1 848	1 831	1 751
Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale		947	875	814	744
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants				4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte					83
	53 099	52 394	51 746	51 831	50 415
Prélèvement exceptionnel au titre du FCTVA	1 000				
Compensation relais (réforme de la taxe professionnelle)	31 798				
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		2 530	3 368	3 429	3 324
Compensation DCRTP/GIR - Régularisation					23
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle		419	425	430	430
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés			40	3	1,3
Total des prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	85 897	55 343	55 579	55 693	54 193
Mission Relations avec les collectivités territoriales					
Dotation globale d'équipement des communes et des départements (DGE) ⁽²⁾	709				
Dotation de développement rural (DDR) ⁽²⁾	131				
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ⁽²⁾		616	616	616	616
Dotation globale d'équipement des départements		224	224	219	219
Dotation générale de décentralisation	1 505	1 504	1 525	1 527	1 544
Dotation de développement urbain	50	50	50	75	100
Dotation pour les titres sécurisés	19	19	19	18	19
Fonds de soutien aux communes touchées par le redéploiement territorial des armées	10	10	0	10	0
Dotation régisseur de police municipale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Subventions diverses (y compris fonctionnement DGCL)	3	3	3,5	3	3
Total (hors Outre-mer⁽³⁾ et travaux divers d'intérêt local)	2 428	2 427	2 438	2 469	2 501
DGD formation professionnelle⁽⁴⁾	1 702	1 702	1 702	1 703	
Produit des amendes de police⁽¹⁾		657	662	687	680
Total des concours de l'État aux collectivités	57 228	60 129	60 381	60 552	57 374
Programme des investissements d'avenir					200
Fonds emprunts structurés					50
Autres crédits (subventions pour travaux divers d'intérêt local, dotations d'outre mer)			280	276	257
CAS FNDMA ⁽⁵⁾ et réforme de la prime apprentissage ⁽⁶⁾			555	555	1 119
Subventions diverses des autres ministères ⁽⁷⁾	1 803	2 126	1 946	1 607	2 551
Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	16 380	11 128	10 310	9 805	9 744
Total des concours financiers de l'État hors fiscalité transférée	75 411	73 383	73 472	72 795	71 295
Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales⁽⁸⁾	98 040	98 813	100 769	100 256	101 237

Source : loi de finances pour 2014.

⁽¹⁾ Le produit des amendes de police est intégré à partir de 2011 au compte d'affectation spéciale «contrôle de la circulation et du stationnement routiers».⁽²⁾ En 2011, la DGE des communes et la DDR ont fusionné en une nouvelle dotation, la DETR.⁽³⁾ dotation outre-mer 2012 = 152 M€, 2013 = 153 M€, 2014 = 145 M€.⁽⁴⁾ En 2013, les moyens affectés à la DGD formation professionnelle s'élevaient à 1 703 M€, composés de 1 453 M€ de crédits provenant de la mission travail et emploi et de 250 M€ provenant du compte d'affectation spéciale Financement national de développement et de modernisation de l'apprentissage (CAS FNDMA). En 2014, la DGD formation professionnelle à destination des régions a été remplacée par un panier de ressources dynamiques.⁽⁵⁾ Le reversement aux régions du CAS FNDMA est comptabilisé à partir de 2012 dans le tableau des transferts financiers. En 2013, une part de 250 M€ de DGD Formation professionnelle est versée à partir du CAS FNDMA. Ce montant n'est pas pris en compte dans ce montant de reversement du CAS qui est donc indiqué à 555 M€ pour 2013.⁽⁶⁾ À compter de 2014.⁽⁷⁾ Le montant 2013 des subventions diverses des autres ministères dans un champ comparable à la LFI 2014 doit être majoré de 742 M€ qui correspondent aux contrats aidés qui sont financés par les collectivités et qui transitaient par l'Agence de services et de paiements.⁽⁸⁾ Le montant 2010 est retraité des effets de la taxe professionnelle. Le montant 2011 dans un champ comparable à la LFI 2012 est d'environ 99,5 Md€.⁽⁹⁾ Le montant 2013 dans un champ comparable à la LFI 2014 est d'environ 101,0 Md€. Le retraitement porte comme indiqué au (7) sur les subventions diverses des autres ministères.

Les dotations et subventions de fonctionnement **6-2**

DOTATIONS ET SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation globale de fonctionnement totale (hors abondements ponctuels)	41 093	41 265	41 390	41 505	40 121
Dotation spéciale instituteurs	28	26	24	22	21
Dotation élu local	65	65	65	65	65
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	500	500	500	500	500
Total (y compris abondements ponctuels de la DGF)	41 817	41 971	41 979	42 092	40 707

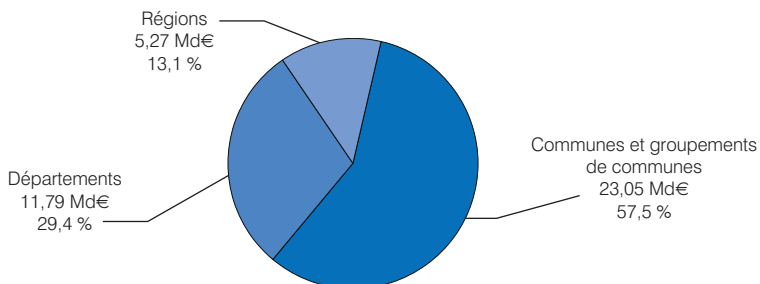
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

RÉPARTITION DE LA DGF 2014

	DGF 2014 (en millions d'euros)	Evolution 2014/2013 (en%)
Communes et groupements de communes à fiscalité propre	23 047	-3,09
Dotation forfaitaire des communes	12 655	-4,63
Contribution au redressement des finances publiques	-588	-
Dotation de base	6 812	0,54
Dotation superficie	225	0,15
Dotation parcs nationaux et marins	3,5	0,00
Complément de garantie	4 734	-1,29
Dotation de compensations des communes	1 469	0,00
Dotation forfaitaire groupements touristiques	21	-1,22
Dotation d'aménagement	10 372	-1,14
Dotation d'intercommunalité	2 535	-6,17
dont contribution au redressement des finances publiques	-252	-
Dotation de compensation des EPCI	4 494	-1,36
Dotation de solidarité urbaine	1 551	4,02
Dotation de solidarité rurale	1 008	4,02
Dotation nationale de péréquation	784	1,29
Départements	11 791	-3,81
Dotation forfaitaire	7 538	-5,94
dont contribution au redressement des finances publiques	-476	-
Dotation de compensation	2 830	-0,03
Dotation de péréquation urbaine	626	0,56
Dotation de fonctionnement minimale	797	0,82
Régions	5 274	-3,37
Dotation forfaitaire	5 081	-3,49
dont contribution au redressement des finances publiques	-184	-
Dotation de péréquation	193	0,00

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

RÉPARTITION DE LA DGF ENTRE CATÉGORIES DE COLLECTIVITÉS EN 2014



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

6-3 Les autres concours financiers de l'État

DOTATIONS ET SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation globale d'équipement	709				
Dotation de développement rural	131				
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)		615	616	616	616
Dotation globale d'équipement des départements		224	224	219	219
Fonds de compensation de la TVA	6 228	6 040	5 507	5 627	5 769
Produit des amendes forfaitaires de la circulation	640	657	662	687	680
Subventions de divers ministères** (investissement + fonctionnement)	1 805	2 126	1 946	1 607	2 551
Dotation de développement urbain	50	50	50	75	100
Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles	15	0	0	10	10
Total	9 578	9 712	9 005	8 841	9 945

Sources : lois de finances.

* Le produit des amendes de police est intégré à compter de 2011 au compte d'affectation spéciale « contrôle de la circulation et du stationnement routiers ».

** Depuis 2006, la ventilation entre subventions de fonctionnement et subventions d'investissement n'est plus disponible.

FINANCEMENT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation générale de décentralisation (hors Corse)	1 228	1 228	1 248	1 250	1 267
Dotation relative à la formation professionnelle	1 702	1 702	1 702	1 703	
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC)	991	990	990	990	990
Dotation générale de décentralisation Corse	277	277	277	277	277
Total	4 197	4 197	4 217	4 220	2 534
<i>pour mémoire : fiscalité transférée</i>	19 747	25 789	27 297	27 461	29 008
<i>dont fiscalité transférée suite à la réforme de la taxe professionnelle</i>		4 086	4 051	4 284	4 530
<i>dont fiscalité transférée au titre de la formation professionnelle</i>					1 018

Sources : lois de finances.

COMPENSATIONS D'EXONÉRATIONS ET DE DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Fonds de compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle	40				
Compensation des pertes de bases et redevances des mines	184	35	59	52	25
Réduction pour création d'établissement (RCE)**	40				
Compensation d'exonérations départementales et régionale de la taxe foncière relative au non bâti agricole (hors Corse)	201				
Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP hors RCE)	554	364			
Compensation d'exonérations au titre de la TP des titulaires de bénéfices non commerciaux	279	172			
Dotation unique des compensations spécifiques à la Taxe Professionnelle (DUCSTP)			447	370	292
Autres compensations d'exonérations ajustées	2 073	1 835			
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale			1 848	1 831	1 751
Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale		947	875	814	744
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte					83
Compensations d'exonérations	3 371	3 353	3 229	3 067	2 895
Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	16 380	11 128	10 310	9 805	9 744
Total	19 751	14 481	13 539	12 872	12 639

Sources : loi de finances pour 2014.

A compter de 2011, les montants intègrent les effets de la réforme de la taxe professionnelle.

2014

CHAPITRE

7

LES ÉLUS LOCAUX

Présentation - Définitions

7-1 Les élus locaux

68

70

Les élus locaux

PRÉSENTATION

Les élections municipales de mars 2014 ont conduit au renouvellement de 40 % des maires, soit une proportion équivalente à celle des élections de mars 2008.

Parmi les maires élus à la suite des dernières élections municipales, 16,0 % sont des femmes. Ce taux de féminisation a légèrement progressé : il n'était que de 10,9 % après les élections de 2001 et de 13,9 % après les élections de 2008. Cette progression est en partie la conséquence de l'obligation d'alternance stricte hommes/femmes dans la présentation des listes électorales, qui s'appliquait aux communes de plus de 3 500 habitants aux élections de 2008 et a été étendue aux communes de plus de 1 000 habitants pour les élections de 2014. Le taux de féminisation est le plus important dans les communes de moins de 3 500 habitants (16,3 %) pour baisser ensuite avec la taille de la commune ; il augmente à nouveau pour les communes de 100 000 habitants et plus (14,6 %, soit 7 femmes maires).

Au lendemain de leur élection, près de la moitié des maires a plus de 60 ans. Plus de deux maires sur cinq sont retraités, les agriculteurs restant fortement représentés du fait du nombre des petites communes rurales. Par rapport à leur place dans la population, les cadres et professions intermédiaires sont surreprésentés parmi les élus, surtout parmi les conseillers généraux (58 %), tandis qu'ouvriers et employés sont sous-représentés.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur : www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/view

Observatoire de la parité : www.observatoire-parite.gouv.fr/parite-politique/travaux-de-l-observatoire/

DÉFINITIONS

Les données sont recueillies et traitées au Ministère de l'Intérieur par le Bureau des élections et des études politiques (Direction de la modernisation et de l'action territoriale).

► **Mandats :** *il s'agit des mandats électifs détenus au 1er février 2014 pour les conseillers régionaux et les conseillers généraux et au 1er avril 2014 pour les maires. Ces mandats résultent des élections municipales de 2014, des élections régionales de 2010 et des élections des conseils généraux partiellement renouvelés en 2011 en tenant compte des élections partielles qui ont pu intervenir depuis.*

► **Catégories socioprofessionnelles :** *elles sont connues selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des PCS de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations « autres professions » qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation de la population est disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation (« autres sans activité professionnelle »).*

7-1 Les élus locaux

NOMBRE D'ÉLUS LOCAUX

(mandats au 01/02/2014)

Mandats	Effectifs	Taux de féminisation	Répartition par classe d'âge (en %)		
			moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus
Conseillers régionaux	1 880	48,5 %	11,1 %	57,0 %	31,9 %
Conseillers généraux	4 052	16,3 %	3,1 %	38,0 %	58,9 %
Maires*	36 756	16,0 %	3,8 %	46,5 %	49,7 %

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

* Mandats au 01/04/2014, données provisoires.

TAUX DE FÉMINISATION DES MAIRES

Taille de la commune	Taux de féminisation	
	Election de 2008	Election de 2014*
Moins de 3 500 habitants	14,3 %	16,3 %
De 3 500 à moins de 9 000 habitants	10,2 %	12,7 %
De 9 000 à moins de 30 000 habitants	8,1 %	12,9 %
De 30 000 à moins de 100 000 habitants	11,3 %	11,1 %
100 000 habitants et plus	13,5 %	14,6 %
Total	13,5 %	16,0 %

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

* Données provisoires.

LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES ÉLUS LOCAUX

Catégorie socioprofessionnelle	Conseillers municipaux (élections de 2014*)	Maires (élections de 2014*)	Conseillers généraux (élections de 2011)	Conseillers régionaux (élections de 2010)	Population de 15 ans et plus**
Agriculteurs exploitants	10,2 %	13,7 %	5,4 %	2,9 %	0,9 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	7,3 %	3,1 %	6,1 %	6,4 %	3,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,0 %	10,2 %	32,3 %	32,2 %	8,7 %
Professions intermédiaires	20,0 %	18,6 %	14,4 %	25,6 %	13,9 %
Employés	21,2 %	7,7 %	4,7 %	8,9 %	16,6 %
Ouvriers	4,1 %	1,1 %	0,4 %	1,1 %	13,4 %
Autres professions	2,1 %	0,9 %	3,6 %	7,6 %	43,1 %
Retraités	24,1 %	42,6 %	29,9 %	9,9 %	
Autres sans activité professionnelle	3,0 %	2,1 %	3,2 %	5,4 %	
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

* Données provisoires.

** Insee, Recensement de la population 2010, exploitation complémentaire.

LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Présentation - Définitions	72
8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	74
8-2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2012	75
8-3 Les effectifs des collectivités locales par région	76
8-4 Les collectivités locales par taille d'effectifs	77
8-5 Le nombre des agents selon la taille de la collectivité	78
8-6 Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	79
8-7 Les effectifs des collectivités par filière, par âge	80
8-8 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	81

La fonction publique territoriale

PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2012, 1,91 million d'agents sont comptabilisés dans la fonction publique territoriale. Parmi eux, un peu plus de 50 400 agents bénéficient de contrats aidés. Par ailleurs, il existe un peu plus de 49 000 postes dits secondaires dans les collectivités locales, soit des postes occupés par des agents ayant déjà une activité principale.

Les employeurs de la FPT sont nombreux, plus de 48 000 dont un peu plus de 5 000 ne rémunèrent que des agents sur des emplois secondaires ou des contrats aidés. Ces employeurs englobent les collectivités territoriales stricto sensu, leurs établissements associés ainsi que d'autres établissements publics locaux divers. Les organismes communaux (les communes et leurs établissements associés) et intercommunaux concentrent plus des trois quarts des effectifs de la FPT, les organismes départementaux près de 20 %.

Un peu plus de 830 collectivités, qui emploient au moins 350 agents, regroupent près de 60 % des effectifs. En revanche 70 % des collectivités, qui emploient moins de 10 agents, rémunèrent moins de 6 % des effectifs.

Les effectifs d'agents progressent plus sensiblement au cours de l'année 2012 que durant les deux années précédentes (+1,6 % y c. bénéficiaires de contrats aidés après +0,3 % en 2011 et +1,0 % en 2010). Les agents territoriaux sont plus nombreux dans tous les types de collectivité mais c'est toujours dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, en particulier, que leur nombre s'accroît le plus rapidement (+6,0 % y c. bénéficiaires de contrats aidés).

Les agents de la FPT appartiennent pour plus des trois quarts d'entre eux à la catégorie C. Les agents de catégorie A représentent moins de 10 % des effectifs territoriaux (8,8 %) alors que, dans la fonction publique de l'État, ils forment près d'un quart des effectifs hors enseignants (en 2011).

Les agents titulaires sont relativement plus âgés que les agents non titulaires (hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis). Un peu plus de 6 % des titulaires ont moins de 30 ans alors que cette proportion dépasse 29 % chez les non titulaires.

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ont eu lieu les 6 novembre (1^{er} tour) et 11 décembre 2008, les prochaines auront lieu en décembre 2014 (cf. 8.8).

Les résultats relatifs à l'année 2012 présentés dans cette édition s'appuient sur des données provisoires mises à disposition par l'Insee dès décembre 2013. Elles sont, par conséquent, susceptibles d'être révisées.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Insee, *Informations Rapides* n°288, décembre 2013, www.insee.fr.

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2013, en ligne sur le site de la DGAFP, www.fonction-publique.gouv.fr.

«L'emploi territorial en 2011 : stabilisation des effectifs globaux et moindre recours aux emplois aidés», *Bulletin d'informations statistiques* n° 96, juillet 2013, www.collectivites-locales.gouv.fr.

«La croissance des effectifs dans la fonction publique territoriale ralentit depuis 2008», *Bulletin d'informations statistiques* n° 89, juillet 2012, en ligne sur le site de la DGCL, www.collectivites-locales.gouv.fr.

Complément méthodologique suite à l'introduction du nouveau système d'information (SIASP) en ligne sur le site de la DGAFP, www.fonction-publique.gouv.fr.

DÉFINITIONS

► Les trois versants de la fonction publique :

La fonction publique en France comprend trois composantes (fonction publique d'État, territoriale et hospitalière). Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

Les emplois de la fonction publique d'État (FPE) se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.

La création de la fonction publique territoriale (FPT) (1984) a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.

La fonction publique hospitalière (FPH), telle que la définit la loi du 9 janvier 1986 regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et odontologistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :

- les établissements d'hospitalisation publics ;
- les maisons de retraite publiques ;
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
- les centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics ou à caractère public.

► SIASP : système d'information sur les agents des services publics

Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP) élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'État-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives.

Il constitue l'équivalent pour le secteur public des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

► Emploi principal et emploi secondaire :

Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Ce sont le plus souvent des agents non titulaires qui sont concernés.

► EPA : établissements publics à caractère administratif

Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public.

Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

► Contrats aidés :

Un contrat aidé est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou

indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques (par exemple le contrat unique d'insertion non marchand CUI-CAE).

► Les notions de cadre d'emplois et de filière : La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois « Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade à vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ».

La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.

- A : fonctions de direction et de conception
- B : fonctions d'application et de maîtrise
- C : fonctions d'exécution

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État.

Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois.

Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

► Commission administrative paritaire (CAP) : Une commission administrative paritaire est instituée pour chaque corps de fonctionnaires soumis au même statut particulier et ayant vocation au même grade. Elle comprend autant de membres représentant l'administration que de représentants du personnel. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle, à la plus forte moyenne. Ces commissions sont saisies de questions d'ordre individuel relatives à la carrière des agents.

En pratique dans la fonction publique territoriale, il existe une commission administrative paritaire par cadre d'emplois et par centre de gestion (cf. ci après) et une par cadre d'emplois et par collectivité de plus de 350 agents non affiliée à un centre de gestion.

► Les centres de gestion : établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

EFFECTIFS DANS LES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR STATUT AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers)

	2010	2011	2012 ^(p)
Total 3 versants FP	5 379,6	5 358,8	5 374,6
Total FPE	2 458,1	2 398,7	2 375,2
dont titulaires	1 582,0	1 551,8	n.d.
dont non-titulaires	369,2	347,9	n.d.
Total FPT	1 811,0	1 830,7	1 862,4
dont titulaires	1 412,3	1 410,0	n.d.
dont non-titulaires	340,3	359,8	n.d.
Total FPH	1 110,6	1 129,4	1 137,2
dont titulaires	821,4	824,8	n.d.
dont non-titulaires	180,1	193,8	n.d.

^(p) provisoire.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les volontaires militaires et apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

(en %)

	Évolution annuelle		
	moyenne entre fin 2000 et fin 2011	entre fin 2010 et fin 2011	entre fin 2011 et fin 2012
Fonction publique de l'État	-0,6	-2,4	-1,0
Fonction publique territoriale	3,0	1,1	1,7
Fonction publique hospitalière	1,8	1,7	0,7
Trois fonctions publiques	0,9	-0,4	0,3

Sources : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Edition 2013 pour les exercices 2010 et 2011. Insee, Informations Rapides n° 288, décembre 2013 pour l'exercice 2012.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les volontaires militaires et apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

FPE : France hors Mayotte.

FPT : France hors Mayotte.

FPH : France hors Mayotte, y c. internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris les médecins libéraux.

Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2012

8-2

LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

au 31 décembre	2010	2011/2010	2011	2012/2011	2012
1 – Organismes communaux	1 134 489	0,6%	1 141 158	1,3%	1 155 846
Communes de moins de 1 000 habitants	73 192		74 059		75 369
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	58 815		60 584		61 328
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	61 969		62 632		63 581
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	51 101		52 216		52 959
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	121 410		122 862		124 245
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	133 243		133 167		133 869
Communes de 20 000 à 49 999 habitants	207 167		209 809		211 279
Communes de 50 000 à 79 999 habitants	88 957		87 182		88 634
Communes de 80 000 à 99 999 habitants	30 223		30 917		31 026
Communes de 100 000 habitants et plus	180 766		179 262		182 941
Total des communes	1 006 843	0,6%	1 012 690	1,2%	1 025 231
Établissements communaux	127 646	0,6%	128 468	1,7%	130 615
2 – Organismes intercommunaux	233 981	4,8%	245 227	5,1%	257 846
Communautés urbaines et métropoles	40 373	2,1%	41 223	3,6%	42 708
Communautés d'agglomération	62 720	6,5%	66 778	8,3%	72 292
Communautés de communes	65 315	7,1%	69 928	5,4%	73 726
SAN	2 230	1,2%	2 256	1,7%	2 294
Total des EPCI* à fiscalité propre	170 638	5,6%	180 185	6,0%	191 020
SIVOM	8 808	0,7%	8 874	1,2%	8 981
SIVU	24 653	0,0%	24 659	2,6%	25 291
Syndicats mixtes	27 849	5,7%	29 446	3,2%	30 402
Autres étab. publics intercommunaux	2 033	1,5%	2 063	4,3%	2 152
Total des groupements intercommunaux hors EPCI à fiscalité propre	63 343	2,7%	65 042	2,7%	66 826
3 – Organismes départementaux	356 210	0,6%	358 416	0,5%	360 351
Départements	290 536	0,7%	292 456	0,7%	294 543
Établissements publics départementaux	65 674	0,4%	65 960	-0,2%	65 808
4 – Régions	79 719	0,4%	80 037	2,1%	81 682
5 – Autres**	6 625	-12,1%	5 823	14,9%	6 689
Total des emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés (1)	1 811 024	1,1%	1 830 661	1,7%	1 862 414
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	65 132	-21,4%	51 169	-1,4%	50 429
Total des emplois principaux (1) + (2)	1 876 156	0,3%	1 881 830	1,6%	1 912 843
Emplois secondaires (3)	45 085	-2,7%	43 886	11,9%	49 087
Total des emplois (1) + (2) + (3)	1 921 241	0,2%	1 925 716	1,9%	1 961 930

* Établissement public de coopération intercommunale.

** OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Strates construites avec les populations municipales millésimées 2010 et 2011.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS TERRITORIAUX PAR RÉGION SELON LE TYPE DE COLLECTIVITÉ

au 31 décembre	Effectifs			Structure en %		Répartition en % pour 2012					
	2011	2012	Évolution en %	Poids des titulaires	Poids de la catégorie C	Conseils généraux et régionaux	Communes et établissements communaux	Organismes inter-communaux	SDIS*	Autres**	Ensemble des collectivités
Alsace	40 201	40 616	+1,0	75,1	72,6	20,2	41,1	34,2	3,1	1,4	100,0
Aquitaine	99 949	101 714	+1,8	77,3	77,9	18,6	59,5	16,5	3,8	1,7	100,0
Auvergne	40 816	41 707	+2,2	75,2	79,5	21,3	56,7	17,2	2,8	2,0	100,0
Bourgogne	43 432	43 606	+0,4	76,5	76,5	24,6	56,3	14,7	2,8	1,5	100,0
Bretagne	88 394	90 649	+2,6	75,2	74,1	20,1	58,2	17,2	2,5	2,1	100,0
Centre	67 887	68 733	+1,2	78,7	76,2	22,0	61,5	12,9	3,0	0,5	100,0
Champagne-Ardenne	33 132	33 617	+1,5	72,7	78,0	24,7	56,7	15,1	2,8	0,7	100,0
Corse	11 365	11 591	+2,0	83,5	81,2	35,1	46,4	12,1	5,3	1,1	100,0
Franche-Comté	28 838	29 493	+2,3	75,8	73,1	26,9	49,6	18,8	3,1	1,7	100,0
Île-de-France	361 168	366 479	+1,5	72,8	70,7	15,9	75,7	6,0	1,5	0,9	100,0
Languedoc-Roussillon	86 900	87 617	+0,8	76,9	78,0	19,5	60,6	16,3	2,7	0,9	100,0
Limousin	23 002	23 209	+0,9	78,3	77,2	26,7	56,8	13,3	2,4	0,8	100,0
Lorraine	54 636	55 702	+2,0	73,8	75,8	23,7	57,4	14,8	3,0	1,2	100,0
Midi-Pyrénées	92 176	94 000	+2,0	76,0	78,2	22,0	55,0	20,0	2,2	0,7	100,0
Nord-Pas-de-Calais	119 236	119 792	+0,5	73,6	77,6	21,0	63,3	11,5	3,4	0,8	100,0
Basse-Normandie	39 521	40 184	+1,7	77,1	77,5	24,0	51,6	20,4	2,5	1,5	100,0
Haute-Normandie	54 159	55 670	+2,8	71,1	78,3	20,7	59,6	16,4	2,7	0,6	100,0
Pays de la Loire	89 501	92 968	+3,9	80,4	74,4	18,6	61,7	15,8	2,9	1,0	100,0
Picardie	49 780	50 926	+2,3	67,7	79,3	23,5	48,3	24,2	3,1	0,8	100,0
Poitou-Charentes	55 174	55 773	+1,1	77,4	79,7	20,3	54,9	19,8	2,4	2,7	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	159 586	162 519	+1,8	81,4	77,4	17,3	66,0	12,3	3,6	0,8	100,0
Rhône-Alpes	167 873	170 630	+1,6	75,0	73,4	19,3	62,2	14,5	3,3	0,8	100,0
Métropole	1 806 726	1 837 195	+1,7	75,6	75,4	19,8	62,2	14,2	2,7	1,1	100,0
Guadeloupe	14 933	15 119	+1,2	86,8	86,7	20,9	70,1	5,8	2,7	0,4	100,0
Martinique	16 321	16 311	-0,1	63,3	80,1	23,2	67,7	6,2	1,9	1,1	100,0
Guyane	8 233	8 354	+1,5	60,8	82,4	34,3	56,5	3,0	3,1	3,1	100,0
La Réunion	35 617	35 864	+0,7	35,7	83,8	22,2	69,0	4,9	3,3	0,7	100,0
Régions d'outre-mer	75 104	75 648	+0,7	54,6	83,4	23,5	67,5	5,2	2,8	1,0	100,0
France	1 881 830	1 912 843	+1,6	74,8	75,7	19,9	62,4	13,8	2,7	1,1	100,0

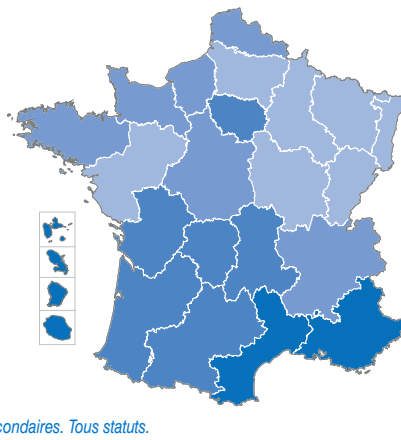
* SDIS : services départementaux d'incendie et de secours.

** OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, CNFPT, centres de gestion et autres EPA locaux.

Sources : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts, y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

TAUX D'ADMINISTRATION RÉGIONAL EN 2012



En EQTP pour 1 000 habitants

- Entre 19,6 à 24,1
- Entre 24,1 à 27,4
- Entre 27,4 à 29,9
- Entre 29,9 à 40,4

Moyenne France : 26,8

Source : Insee, SIASP 2012.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

EQTP : équivalents temps plein.

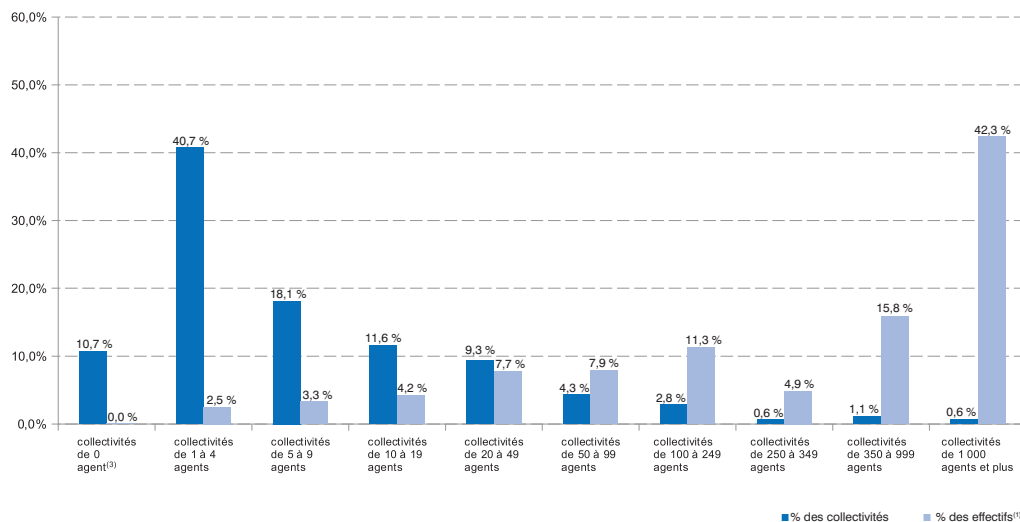
RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LES EFFECTIFS EMPLOYÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Taille de la collectivité en nombre d'agents sur emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés	Nombre de collectivités	Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés		Bénéficiaires de contrats aidés	Effectifs sur emplois secondaires
		Effectifs	En %		
Aucun agent	5 189	-	-	889	5 922
De 1 à 4 agents	19 719	43 033	2,3	4 734	7 012
De 5 à 9 agents	8 771	58 041	3,1	4 612	2 643
De 10 à 19 agents	5 608	75 628	4,1	4 788	2 080
De 20 à 49 agents	4 512	141 609	7,6	6 613	3 333
De 50 à 99 agents	2 096	145 070	7,8	5 854	3 289
De 100 à 249 agents	1 369	208 771	11,2	7 516	4 269
De 250 à 349 agents	309	90 972	4,9	1 978	1 864
De 350 à 999 agents	526	298 578	16,0	4 569	6 198
1 000 agents et plus	307	800 712	43,0	8 876	12 477
Total	48 406	1 862 414	100,0	50 429	49 087

Sources : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS⁽¹⁾ PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ⁽²⁾ EN 2012



Sources : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte.

⁽¹⁾ Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

⁽²⁾ La taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

⁽³⁾ Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés. Seuls ces derniers sont comptabilisés dans les effectifs.

8-5 Le nombre des agents selon la taille de la collectivité

COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS COMMUNAUX AYANT DES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX AU 31 DÉCEMBRE 2012

Strate démographique de la commune*	Nombre de collectivités		Effectifs moyens par collectivité		Taux d'administration (pour 1 000 habitants)	
	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**
Moins de 500 habitants	13 711	78	3	8	9,8	0,2
De 500 à 1 999 habitants	11 494	622	10	23	9,9	1,3
De 2 000 à 3 499 habitants	2 143	470	31	25	11,9	2,1
De 3 500 à 4 999 habitants	919	390	60	21	14,5	2,1
De 5 000 à 9 999 habitants	1 100	721	117	23	17,0	2,2
De 10 000 à 19 999 habitants	500	460	275	44	19,9	2,9
De 20 000 à 49 999 habitants	321	352	670	70	22,1	2,5
De 50 000 à 99 999 habitants	82	92	1 478	153	22,7	2,6
De 100 000 à 299 999 habitants	36	50	2 651	283	17,4	2,6
De 300 000 habitants et plus	5	26	17 822	453	20,3	2,7
Ensemble des organismes communaux	30 311	3 261	35	42	16,5	2,1

* Populations municipales millésimées 2011.

** Centres communaux d'action sociale (CCAS), Caisses des écoles (CDE).

Sources : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

DÉPARTEMENTS ET ÉTABLISSEMENTS DÉPARTEMENTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2012

Strate démographique du département*	Nombre de collectivités		Effectifs moyens par collectivité		Taux d'administration (pour 1 000 habitants)	
	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**
Moins de 300 000 habitants	25	49	1 337	103	6,7	1,0
De 300 000 à 499 999 habitants	24	49	2 078	200	5,5	1,1
De 500 000 à 799 999 habitants	25	51	2 757	336	4,3	1,1
De 800 000 habitants et plus	25	44	5 621	770	4,3	1,0
Ensemble des départements hors Mayotte et Paris	99	193	2 957	341	4,7	1,1

* Populations municipales millésimées 2011.

** Établissements publics administratifs, services départementaux d'incendie (SDIS), centres de gestion et CNFPT.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte et Paris. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique 8-6

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012

(en %)

		Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total
Titulaires							
A	En % des effectifs	6,2	11,5	14,0	9,1	24,9	8,6
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>63,4</i>	<i>51,9</i>	<i>66,4</i>	<i>59,7</i>	<i>41,1</i>	<i>62,0</i>
B	En % des effectifs	10,3	14,6	24,4	5,6	18,3	13,4
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>61,2</i>	<i>55,5</i>	<i>71,7</i>	<i>66,5</i>	<i>56,1</i>	<i>64,3</i>
C	En % des effectifs	82,5	72,9	59,4	85,3	49,0	76,7
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>60,3</i>	<i>45,7</i>	<i>46,4</i>	<i>57,2</i>	<i>56,1</i>	<i>56,1</i>
n.d.	En % des effectifs	1,0	1,1	2,3	0,0	7,8	1,2
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>78,2</i>	<i>72,0</i>	<i>71,7</i>	<i>61,5</i>	<i>49,8</i>	<i>74,7</i>
Total	En % des effectifs	74,1	71,6	77,5	85,7	41,3	74,8
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>60,7</i>	<i>48,1</i>	<i>55,9</i>	<i>57,9</i>	<i>51,9</i>	<i>58,0</i>
Non titulaires et collaborateurs de cabinet							
A	En % des effectifs	7,9	17,8	18,5	22,7	34,6	11,6
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>57,5</i>	<i>52,0</i>	<i>59,5</i>	<i>52,7</i>	<i>45,1</i>	<i>55,7</i>
B	En % des effectifs	12,6	18,9	24,6	4,9	19,7	14,9
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>60,9</i>	<i>53,7</i>	<i>72,1</i>	<i>53,8</i>	<i>46,4</i>	<i>61,0</i>
C	En % des effectifs	70,7	55,6	47,6	65,6	33,2	65,0
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>73,0</i>	<i>63,3</i>	<i>66,0</i>	<i>59,8</i>	<i>55,9</i>	<i>70,5</i>
n.d.	En % des effectifs	8,7	7,7	9,2	6,8	12,6	8,6
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>67,5</i>	<i>57,8</i>	<i>66,7</i>	<i>45,6</i>	<i>43,0</i>	<i>65,0</i>
Total	En % des effectifs	21,0	24,7	11,2	13,4	57,0	19,4
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>69,7</i>	<i>59,1</i>	<i>66,4</i>	<i>56,9</i>	<i>48,7</i>	<i>66,9</i>
Assistants maternels et familiaux							
En % des effectifs		1,1	0,5	9,5	-	-	2,6
<i>Taux de féminisation</i>		<i>99,7</i>	<i>99,9</i>	<i>93,8</i>	-	-	<i>95,6</i>
Bénéficiaires de contrats aidés							
En % des effectifs		3,2	2,7	1,4	0,5	1,1	2,6
<i>Taux de féminisation</i>		<i>54,4</i>	<i>52,1</i>	<i>58,1</i>	<i>62,3</i>	<i>68,1</i>	<i>54,5</i>
Apprentis							
En % des effectifs		0,7	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
<i>Taux de féminisation</i>		<i>47,9</i>	<i>51,4</i>	<i>54,9</i>	<i>49,8</i>	<i>50,0</i>	<i>49,3</i>
Total							
A	En % des effectifs	6,3	12,7	13,0	11,0	30,0	8,8
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>61,8</i>	<i>51,9</i>	<i>65,2</i>	<i>57,6</i>	<i>43,8</i>	<i>60,3</i>
B	En % des effectifs	10,3	15,1	21,7	5,5	18,8	12,9
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>61,1</i>	<i>54,9</i>	<i>71,7</i>	<i>64,9</i>	<i>50,2</i>	<i>63,5</i>
C	En % des effectifs	80,9	69,6	62,6	82,6	40,8	75,7
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>62,8</i>	<i>49,9</i>	<i>55,6</i>	<i>57,5</i>	<i>56,3</i>	<i>59,8</i>
n.d.	En % des effectifs	2,6	2,7	2,8	0,9	10,4	2,6
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>70,5</i>	<i>61,9</i>	<i>69,8</i>	<i>45,8</i>	<i>45,3</i>	<i>68,4</i>
Total	En % des effectifs	62,4	13,8	19,1	4,3	0,4	100,0
	<i>Taux de féminisation</i>	<i>62,8</i>	<i>51,2</i>	<i>60,7</i>	<i>57,8</i>	<i>50,3</i>	<i>60,5</i>

Note de lecture : Sur 100 agents employés par les organismes communaux, 74,1 sont titulaires, 21,0 non titulaires, 1,1 des assistants maternels et familiaux, 3,2 sont employés sur des contrats aidés et 0,7 sont apprentis.

Dans les organismes communaux, sur 100 agents titulaires, 6,2 appartiennent à la catégorie A. Parmi eux on dénombre 63,4 % de femmes.

* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locales.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

n.d. : catégorie hiérarchique non déterminée.

8-7 Les effectifs des collectivités par filière, par âge

RÉPARTITION DES EFFECTIFS ET POIDS DES TITULAIRES PAR FILIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2012

	Organismes communaux		Organismes intercommunaux		Organismes départementaux		Organismes régionaux		Autres*		Total	
	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires	En % des effectifs	Poids des titulaires
Administrative	21,3	84,6	23,4	77,6	27,3	88,2	20,0	80,9	33,3	50,0	22,6	84,0
Technique	46,3	83,2	49,7	82,4	36,4	87,2	78,4	89,1	18,3	49,7	46,4	84,1
Culturelle, sportive, animation	11,8	63,8	13,0	65,7	2,2	80,5	0,4	86,9	25,3	46,8	9,8	64,7
Sociale	10,0	78,2	6,2	64,0	10,2	86,3	n.s.	68,0	0,3	22,7	9,0	78,4
Médico-sociale et -technique	4,6	72,2	2,8	66,5	5,9	86,6	n.s.	52,9	0,3	27,8	4,4	75,1
Sécurité	1,8	97,4	0,2	96,7	n.s.	75,0	-	-	-	-	1,2	97,4
Incendie et secours	n.s.	18,6	n.s.	24,4	11,9	99,8	-	-	-	-	2,1	99,3
Hors filières précédentes ⁽¹⁾	0,7	4,7	0,6	4,5	0,2	5,3	0,2	2,3	1,0	1,5	0,6	4,7
Non déterminée	3,4	25,8	4,1	17,0	6,0	68,5	1,0	5,2	21,4	19,6	4,0	35,9
Total	100,0	77,9	100,0	74,4	100,0	87,4	100,0	86,5	100,0	42,0	100,0	79,4

n.s. : non significatif.

* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

⁽¹⁾ Emplois de cabinet et autres agents non classables dans une filière.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte, Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux et les apprentis font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils n'ont donc pas été pris en compte dans cette répartition.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ÂGE AU 31 DÉCEMBRE 2012

	Organismes communaux			Organismes intercommunaux			Organismes départementaux			Organismes régionaux			Autres*			Total		
	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total	Titulaires		Total
	Non Titulaires			Non Titulaires			Non Titulaires			Non Titulaires			Non Titulaires			Non Titulaires		
Moins de 25 ans	1,3	16,3	4,6	1,5	12,5	4,3	0,9	9,7	2,0	0,4	7,4	1,4	3,1	6,6	5,1	1,2	14,6	3,9
De 25 à 29 ans	4,9	13,9	6,8	6,1	16,4	8,7	5,3	17,5	6,9	2,6	12,6	3,9	6,8	12,5	10,1	5,0	14,7	7,0
De 30 à 39 ans	20,3	22,4	20,8	26,1	27,3	26,4	23,9	25,6	24,1	15,2	24,4	16,5	22,6	30,9	27,4	21,6	23,8	22,0
De 40 à 49 ans	34,8	23,8	32,4	34,1	23,9	31,5	33,4	23,6	32,2	40,7	29,0	39,1	31,8	27,2	29,2	34,7	24,0	32,5
De 50 à 54 ans	18,6	10,2	16,8	16,1	9,2	14,3	17,7	9,6	16,7	20,2	11,9	19,0	15,2	10,0	12,2	18,2	10,0	16,5
De 55 à 59 ans	15,4	8,5	13,9	12,6	7,3	11,2	14,4	8,3	13,7	16,0	8,8	15,0	13,6	7,2	9,9	14,9	8,3	13,5
60 ans et plus	4,7	4,9	4,7	3,6	3,5	3,6	4,3	5,7	4,4	5,0	5,9	5,1	6,9	5,4	6,1	4,5	4,8	4,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale **8-8**

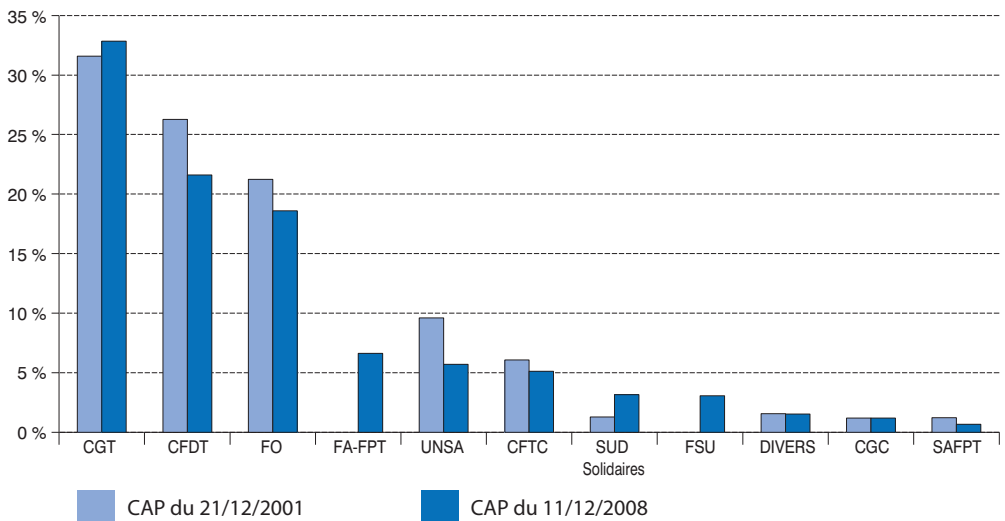
RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

	CAP du 21/12/2001		CAP du 11/12/2008	
	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%
Inscrits	940 929		1 281 102	
Votants	622 435	66,2	780 078	60,9
Suffrages exprimés	587 802		745 903	
CFDT	154 386	26,3	161 123	21,6
CFTC	35 690	6,1	38 179	5,1
CGC	6 960	1,2	8 758	1,2
CGT	185 671	31,6	244 963	32,8
FA-FPT*	-		49 363	6,6
FO	124 874	21,2	138 682	18,6
FSU	-		22 715	3,0
SAFPT	7 143	1,2	4 983	0,7
SUD Solidaires	7 467	1,3	23 429	3,1
UNSA*	56 402	9,6	42 407	5,7
Divers	9 209	1,6	11 302	1,5

Source : DGCL.

* En 2001, FA-FPT et UNSA étaient réunies.

RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



Source : DGCL.

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions

9-1 Le contexte européen

9-2 Le contexte régional

9-3 Le contexte départemental

84

86

88

90

PRÉSENTATION

En 2012, le PIB par habitant est supérieur en France de 9 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 10^e rang en Europe, un peu devant le Royaume-Uni et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en deçà de la moyenne des 28.

Alors que la France représente près de 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

La France se caractérise par un haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son PIB. Avec plus de 56 %, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne 49 % à un niveau proche de celui de la Finlande, légèrement en retrait par rapport à celui du Danemark. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (27 % du PIB) : hors celles-ci la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 2012. C'est un taux proche de la moyenne européenne mais inférieur à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : cette proportion de dépenses locales et des entités fédérées dans le PIB est de 13,4 % au Royaume-Uni, de 15,1 % en Italie pour monter jusqu'à 20,4 % en Allemagne et 24,1 % en Espagne.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/themes> thème « Économie et finances », rubriques « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Secteur des Administrations publiques », thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/nuts_nomenclature/introduction

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC95).

DÉFINITIONS

► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU28 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2010, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et provincia en Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 120 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États Membres de l'UE (situation 2010).

► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC95 § 8.99 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (SEC95 code P51) est égale au solde des acquisitions des producteurs résidents moins les cessions d'actifs fixes au cours d'une période donnée, augmenté de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives publiques ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels résultant de processus de production qui sont eux-mêmes utilisés de manière répétée ou continue dans des processus de production pendant plus d'un an comme par exemple les immeubles, les machines et équipements, les véhicules, ou encore les logiciels. Cela comprend aussi certaines augmentations de la valeur des actifs non produits réalisés par l'activité productive, telles que des améliorations apportées aux sols.

► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change du marché en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

9-1 Le contexte européen

DONNÉES ÉCONOMIQUES, TERRITORIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux			Population en millions d'habitants (au 1 ^{er} janvier)
	2011	2012	NUTS 2 régions	NUTS 3 départements	LAU 2 communes au 01/01/2010	2013
Allemagne	123	123	38	412	11 295	80,52 ^(p)
Autriche	129	130	9	35	2 357	8,45
Belgique	120	120	11	44	589	11,16
Bulgarie	47	47	6	28	5 302	7,28
Chypre	94	92	1	1	615	0,87
Croatie	61	62	2	21	546	4,26
Danemark	126	126	5	11	2 244	5,60
Espagne	96	96	19	59	8 114	46,70
Estonie	69	71	1	5	226	1,32
Finlande	116	115	5	19	342	5,43
France	109	109	26	100	36 682	65,63^(p)
Grèce	80	75	13	51	6 130	11,06
Hongrie	67	67	7	20	3 152	9,91
Irlande	129	129	2	8	3 441	4,59
Italie	102	101	21	110	8 094	59,69 ^(p)
Lettonie	60	64	1	6	118	2,02
Lituanie	68	72	1	10	555	2,97
Luxembourg	266	263	1	1	116	0,54
Malte	86	86	1	2	68	0,42
Pays-Bas	129	128	12	40	431	16,78
Pologne	65	67	16	66	2 479	38,53
Portugal	77	76	7	30	4 260	10,49
République tchèque	81	81	8	14	6 250	10,52
Roumanie	48	50	8	42	3 180	20,06
Royaume-Uni	105	106	37	139	10 310	63,89 ^(p)
Slovaquie	75	76	4	8	2 928	5,41
Slovénie	84	84	2	12	210	2,06
Suède	125	126	8	21	290	9,56
Union européenne (à 28)	100	100	272	1 315	120 324	505,73^(p)

^(p) : valeur provisoire.

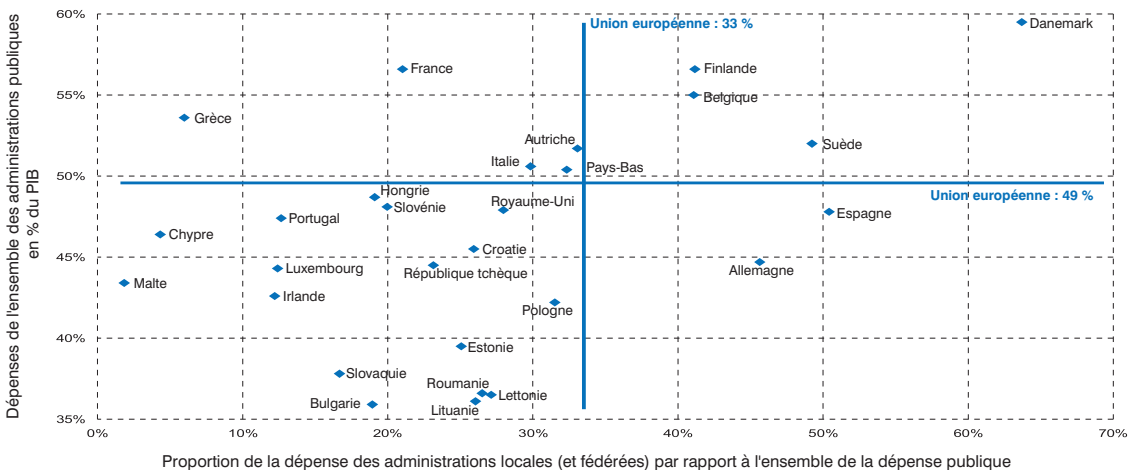
Source : Eurostat.

DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES (2012)

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes publiques des administrations publiques
	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,7	13,9	12,8	7,6	19,6	1,5	81,0
Autriche	51,7	26,8	9,2	7,9	17,8	1,0	74,0
Belgique	55,0	31,5	15,3	7,3	22,2	1,8	99,8
Bulgarie	35,9	27,6	-	6,8	14,3	3,4	18,5
Chypre	46,4	37,2	-	2,0	8,9	2,5	86,6
Croatie	45,5	30,3	-	11,8	17,5	2,0	55,5
Danemark	59,5	44,0	-	37,9	4,9	2,5	45,4
Espagne	47,8	20,8	18,1	6,0	15,6	1,7	86,0
Estonie	39,5	29,7	-	9,9	5,2	5,4	9,8
Finlande	56,6	28,0	-	23,3	19,1	2,6	53,6
France	56,6	22,3	-	11,9	27,0	3,1	90,2
Grèce	53,6	40,0	-	3,2	22,5	1,8	156,9
Hongrie	48,7	33,5	-	9,3	15,8	3,4	79,8
Irlande	42,6	36,0	-	5,2	5,4	1,9	117,4
Italie	50,6	28,6	-	15,1	20,3	1,9	127,0
Lettonie	36,5	21,0	-	9,9	9,1	4,2	40,6
Lituanie	36,1	21,3	-	9,4	13,0	3,7	40,5
Luxembourg	44,3	32,0	-	5,5	18,5	3,8	21,7
Malte	43,4	43,1	-	0,8	-	3,1	71,3
Pays-Bas	50,4	28,9	-	16,3	19,7	3,3	71,3
Pologne	42,2	23,7	-	13,3	16,6	4,6	55,6
Portugal	47,4	35,2	-	6,0	13,7	1,7	124,1
République tchèque	44,5	31,1	-	10,3	6,0	3,2	46,2
Roumanie	36,6	25,0	-	9,7	12,0	4,7	37,9
Royaume-Uni	47,9	45,0	-	13,4	-	2,2	88,7
Slovaquie	37,8	21,5	-	6,3	14,3	1,9	52,4
Slovénie	48,1	29,5	-	9,6	19,5	3,2	54,4
Suède	52,0	29,2	-	25,6	6,8	3,5	38,2
Union européenne (à 28)	49,3	27,0	4,7	11,8	16,2	2,3	85,1

Source : Eurostat.



9-2 Le contexte régional

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

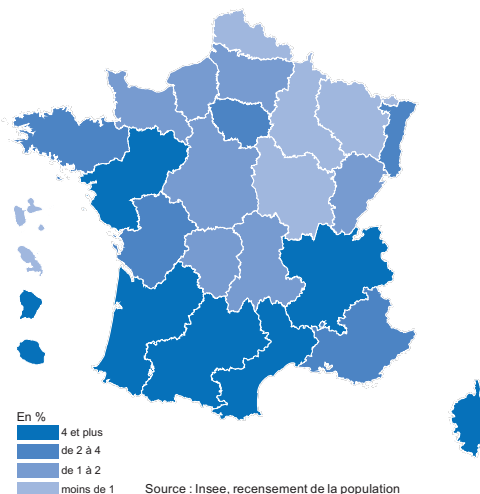
	Population ⁽¹⁾	Taux de croissance de la population entre 2006 et 2011 (en %)	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes	Part (en %) de la population vivant	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾	vivant dans les grandes aires urbaines ⁽²⁾
Alsace	1 852 325	2,0	8 280	224	904	42,4	75,5
Aquitaine	3 254 233	4,3	41 308	79	2 296	38,7	70,2
Auvergne	1 350 682	1,1	26 013	52	1 310	30,2	65,0
Bourgogne	1 642 734	0,9	31 582	52	2 046	28,1	58,9
Bretagne	3 217 767	4,0	27 208	118	1 270	32,0	63,2
Centre	2 556 835	1,5	39 151	65	1 841	35,5	68,0
Champagne-Ardenne	1 336 053	-0,2	25 606	52	1 953	37,2	62,5
Corse	314 486	6,9	8 680	36	360	38,4	61,4
Franche-Comté	1 173 440	2,0	16 202	72	1 785	26,8	62,8
Languedoc-Roussillon	2 670 046	5,4	27 376	98	1 545	40,3	70,0
Limousin	741 072	1,4	16 942	44	747	31,9	60,1
Lorraine	2 350 657	0,6	23 547	100	2 338	29,9	67,2
Midi-Pyrénées	2 903 420	4,6	45 348	64	3 020	37,3	66,1
Nord-Pas-de-Calais	4 042 015	0,6	12 414	326	1 545	48,2	88,2
Basse-Normandie	1 475 684	1,3	17 589	84	1 812	23,5	57,9
Haute-Normandie	1 839 393	1,6	12 317	149	1 420	38,9	74,4
Pays de la Loire	3 601 113	4,4	32 082	112	1 496	37,6	68,3
Picardie	1 918 155	1,3	19 399	99	2 291	29,7	63,9
Poitou-Charentes	1 777 773	3,1	25 810	69	1 460	23,7	60,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 916 069	2,1	31 400	157	958	71,3	87,7
Rhône-Alpes	6 283 541	4,4	43 698	144	2 874	42,8	83,4
Métropole sauf Île-de-France	51 217 493	2,7	531 953	96	35 271	39,9	72,2
Île-de-France	11 852 851	2,8	12 012	987	1 281	83,9	99,8
Métropole	63 070 344	2,7	543 965	116	36 552	48,1	77,4
Guadeloupe	404 635	1,0	1 628	248	32	77,1	91,4
Guyane	237 549	15,3	83 534	3	22	72,4	51,1
Martinique	392 291	-1,4	1 128	348	34	76,8	78,1
Réunion	828 581	6,0	2 504	331	24	94,7	79,5
Outre-mer (hors Mayotte)	1 863 056	4,3	88 794	21	112	84,3	78,1
France (hors Mayotte)	64 933 400	2,8	632 759	103	36 664	49,2	77,4

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 (millésimée 2011).

⁽²⁾ Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION ENTRE 2006 ET 2011



CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

	Part de la population de moins de 20 ans ⁽¹⁾ (en %)	Part de la population de 60 et plus ⁽¹⁾ (en %)	Taux d'activité des 15-64 ans ⁽²⁾ (en %)	Taux de chômage 2012 ⁽³⁾ (en %)	PIB 2011 ⁽⁴⁾ (en millions d'euros)	PIB 2011 ⁽⁴⁾ (en €/hab.)	PIB 2011 ⁽⁴⁾ (en € par emploi)
Alsace	24,2	21,5	73,6	8,9	52 811	28 475	68 937
Aquitaine	22,5	26,5	71,6	9,9	87 498	26 734	66 752
Auvergne	21,8	27,7	71,0	8,9	33 125	24 513	62 746
Bourgogne	22,6	27,4	71,8	9,3	41 754	25 373	64 441
Bretagne	24,3	25,3	71,6	8,6	80 997	25 021	62 414
Centre	24,0	25,6	72,9	9,3	65 363	25 546	65 144
Champagne-Ardenne	24,3	23,8	71,0	10,6	34 676	25 996	65 252
Corse	20,8	27,0	68,2	9,6	8 064	25 613	66 035
Franche-Comté	24,7	23,9	72,8	9,2	28 512	24 211	63 786
Languedoc-Roussillon	23,3	26,7	68,2	13,8	62 978	23 556	65 689
Limousin	20,6	30,3	70,7	9,1	17 268	23 168	60 822
Lorraine	23,6	23,1	70,7	10,3	55 140	23 411	64 995
Midi-Pyrénées	22,8	25,7	72,2	10,1	77 643	26 615	65 050
Nord-Pas-de-Calais	26,9	20,3	67,9	13,4	100 112	24 739	65 975
Basse-Normandie	24,0	26,0	71,3	9,3	35 066	23 717	60 619
Haute-Normandie	25,5	22,3	71,6	11,1	49 520	26 807	69 832
Pays de la Loire	25,5	23,6	73,4	8,5	97 754	27 036	65 344
Picardie	26,0	21,4	71,2	11,8	44 843	23 329	66 845
Poitou-Charentes	22,4	28,0	71,7	9,4	43 529	24 386	62 864
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,1	26,5	70,0	11,4	143 680	29 214	72 157
Rhône-Alpes	25,4	22,3	73,4	8,8	192 882	30 546	71 624
Métropole sauf Île-de-France	24,2	24,5	71,4	n.d.	1 353 215	26 345	66 702
Île-de-France	25,9	18,2	75,4	8,6	607 439	51 118	101 065
Métropole	24,5	23,3	72,2	9,8	1 960 654	30 999	74 556
Guadeloupe	28,8	19,7	67,6	22,9	n.d.	n.d.	n.d.
Guyane	43,8	6,8	62,3	22,3	n.d.	n.d.	n.d.
Martinique	26,1	21,5	69,5	21,0	n.d.	n.d.	n.d.
Réunion	33,2	12,6	66,8	28,5	n.d.	n.d.	n.d.
Outre-mer (hors Mayotte)	32,1	15,3	67,0	n.d.	35 929	19 259	63 940
France (hors Mayotte)	24,7	23,1	72,0	n.d.	1 996 583	30 663	74 334

Source : Insee.

⁽¹⁾ Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2011.

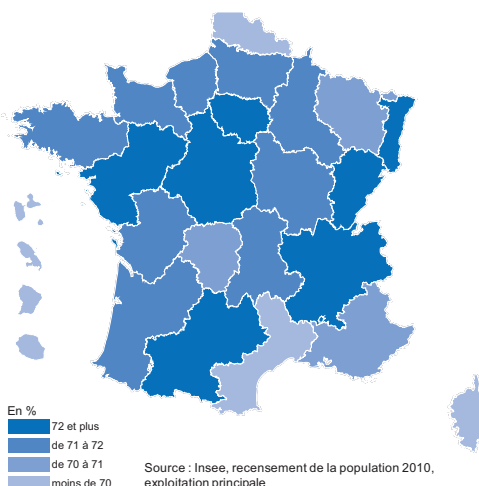
⁽²⁾ Recensement de population 2010, exploitation principale.

⁽³⁾ Taux de chômage localisés pour la métropole (moyenne des taux trimestriels de l'année 2012) ; données issues de l'Enquête-Emploi du 2^e trimestre, 2012 pour l'Outre-mer.

⁽⁴⁾ Données 2011 provisoires.

n.d. : donnée non disponible.

TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS



9-3a Le contexte départemental

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	603 827	5 762	105	419	314	16,3
02 Aisne	541 302	7 369	73	816	737	29,8
03 Allier	342 729	7 340	47	320	281	31,7
04 Alpes-de-Haute-Provence	160 959	6 925	23	200	179	24,4
05 Hautes-Alpes	138 605	5 549	25	172	154	37,9
06 Alpes-Maritimes	1 081 244	4 299	252	163	93	80,0
07 Ardèche	317 277	5 529	57	339	258	15,7
08 Ardennes	283 110	5 229	54	463	419	24,0
09 Ariège	152 286	4 890	31	332	299	10,1
10 Aube	303 997	6 004	51	433	398	35,5
11 Aude	359 967	6 139	59	438	397	36,6
12 Aveyron	275 813	8 735	32	304	281	24,7
13 Bouches-du-Rhône	1 975 896	5 087	388	119	13	80,5
14 Calvados	685 262	5 548	124	706	579	27,5
15 Cantal	147 577	5 726	26	260	249	18,5
16 Charente	352 705	5 956	59	404	370	17,1
17 Charente-Maritime	625 682	6 864	91	472	404	22,9
18 Cher	311 694	7 235	43	290	268	33,4
19 Corrèze	242 454	5 857	41	286	258	26,0
2A Corse-du-Sud	145 846	4 014	36	124	115	53,3
2B Haute-Corse	168 640	4 666	36	236	211	25,4
21 Côte-d'Or	525 931	8 763	60	706	660	39,7
22 Côtes-d'Armor	594 375	6 878	86	373	282	19,3
23 Creuse	122 560	5 565	22	260	255	11,1
24 Dordogne	415 168	9 060	46	557	489	13,8
25 Doubs	529 103	5 234	101	594	519	35,1
26 Drôme	487 993	6 530	75	369	307	35,7
27 Eure	588 111	6 040	97	675	564	21,6
28 Eure-et-Loir	430 416	5 880	73	402	342	30,7
29 Finistère	899 870	6 733	134	283	181	36,6
30 Gard	718 357	5 853	123	353	234	37,3
31 Haute-Garonne	1 260 226	6 309	200	589	458	54,0
32 Gers	188 893	6 257	30	463	449	11,6
33 Gironde	1 463 662	10 000	146	542	358	52,2
34 Hérault	1 062 036	6 101	174	343	217	48,1
35 Ille-et-Vilaine	996 439	6 775	147	353	264	37,5
36 Indre	230 175	6 791	34	247	223	25,4
37 Indre-et-Loire	593 683	6 127	97	277	204	45,8
38 Isère	1 215 212	7 431	164	533	333	35,4
39 Jura	261 294	4 999	52	544	496	20,0
40 Landes	387 929	9 243	42	331	278	22,9
41 Loir-et-Cher	331 280	6 343	52	291	246	24,2
42 Loire	749 053	4 781	157	327	226	44,9
43 Haute-Loire	224 907	4 977	45	260	229	8,2
44 Loire-Atlantique	1 296 364	6 815	190	221	124	52,1
45 Loiret	659 587	6 775	97	334	257	39,5
46 Lot	174 754	5 217	34	340	314	11,6
47 Lot-et-Garonne	330 866	5 361	62	319	263	22,7
48 Lozère	77 156	5 167	15	185	177	15,8
49 Maine-et-Loire	790 343	7 166	110	357	279	33,8

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 (millésimée 2011).

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	499 531	5 938	84	601	537	20,6
51 Marne	566 571	8 162	69	620	577	48,2
52 Haute-Marne	182 375	6 211	29	437	413	26,1
53 Mayenne	307 031	5 175	59	261	238	24,7
54 Meurthe-et-Moselle	733 124	5 246	140	594	491	31,4
55 Meuse	193 557	6 211	31	500	475	17,7
56 Morbihan	727 083	6 823	107	261	193	29,3
57 Moselle	1 045 146	6 216	168	730	569	36,8
58 Nièvre	218 341	6 817	32	312	292	21,4
59 Nord	2 579 208	5 743	449	650	316	56,1
60 Oise	805 642	5 860	137	693	565	31,1
61 Orne	290 891	6 103	48	505	470	19,1
62 Pas-de-Calais	1 462 807	6 671	219	895	622	34,3
63 Puy-de-Dôme	635 469	7 970	80	470	404	39,8
64 Pyrénées-Atlantiques	656 608	7 645	86	547	410	41,9
65 Hautes-Pyrénées	229 228	4 464	51	474	415	24,9
66 Pyrénées-Orientales	452 530	4 116	110	226	157	33,7
67 Bas-Rhin	1 099 269	4 755	231	527	368	44,2
68 Haut-Rhin	753 056	3 525	214	377	231	39,6
69 Rhône	1 744 236	3 249	537	288	120	69,2
70 Haute-Saône	239 695	5 360	45	545	507	10,8
71 Saône-et-Loire	555 999	8 575	65	573	497	24,2
72 Sarthe	565 718	6 206	91	375	306	32,1
73 Savoie	418 949	6 028	69	305	190	28,0
74 Haute-Savoie	746 994	4 388	170	294	146	37,2
75 Paris	2 249 975	105	21 347	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 251 282	6 278	199	745	601	47,0
77 Seine-et-Marne	1 338 427	5 915	226	514	344	49,2
78 Yvelines	1 413 635	2 284	619	262	128	69,1
79 Deux-Sèvres	370 939	5 999	62	303	264	23,4
80 Somme	571 211	6 170	93	782	702	27,6
81 Tarn	377 675	5 758	66	323	276	36,3
82 Tarn-et-Garonne	244 545	3 718	66	195	161	33,5
83 Var	1 012 735	5 973	170	153	58	64,6
84 Vaucluse	546 630	3 567	153	151	78	55,9
85 Vendée	641 657	6 720	95	282	213	23,9
86 Vienne	428 447	6 990	61	281	244	30,3
87 Haute-Vienne	376 058	5 520	68	201	179	42,5
88 Vosges	378 830	5 874	64	514	412	14,3
89 Yonne	342 463	7 427	46	455	429	20,7
90 Territoire de Belfort	143 348	609	235	102	65	35,0
91 Essonne	1 225 191	1 804	679	196	0	65,8
92 Hauts-de-Seine	1 581 628	176	9 006	36	0	99,4
93 Seine-Saint-Denis	1 529 928	236	6 477	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 333 702	245	5 443	47	74	96,2
95 Val-d'Oise	1 180 365	1 246	947	185	90	75,2
971 Guadeloupe	404 635	1 628	248	32	4	77,1
972 Martinique	392 291	1 128	348	34	8	76,8
973 Guyane	237 549	83 534	3	22	12	72,4
974 La Réunion	828 581	2 504	331	24	2	94,7
976 Mayotte	212 645	374	569	17	2	65,7
Métropole sauf Paris	60 820 369	543 860	112	36 551	29 332	46,2
Métropole	63 070 344	543 965	116	36 552	29 332	48,1
Outre-Mer	2 075 701	89 168	23	129	28	82,4
France entière	65 146 045	633 133	103	36 681	29 360	49,2

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 (millésimée 2011).

9-3b Le contexte départemental

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2012 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2012	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	64,6	7,6	7,5	7 039	4 461	7,4
02 Aisne	64,0	8,8	14,8	14 996	5 461	10,1
03 Allier	61,0	13,0	10,8	8 258	5 241	15,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	61,4	11,1	12,0	3 497	2 557	15,9
05 Hautes-Alpes	62,4	10,6	9,1	2 323	1 952	14,1
06 Alpes-Maritimes	62,3	11,8	10,2	22 771	1 758	1,6
07 Ardèche	61,6	11,1	11,0	5 728	3 793	12,0
08 Ardennes	64,2	9,0	13,0	9 740	3 323	11,7
09 Ariège	61,3	12,4	12,8	5 096	2 640	17,3
10 Aube	63,6	9,7	11,9	7 989	4 517	14,9
11 Aude	61,1	11,8	14,2	14 849	4 300	11,9
12 Aveyron	60,2	13,6	7,6	3 149	5 919	21,5
13 Bouches-du-Rhône	64,5	9,2	12,5	77 729	3 058	1,5
14 Calvados	64,6	9,2	10,2	13 734	5 705	8,3
15 Cantal	61,6	13,6	7,2	1 927	3 998	27,1
16 Charente	62,4	11,8	10,8	9 261	5 078	14,4
17 Charente-Maritime	61,6	12,0	10,8	14 859	6 083	9,7
18 Cher	62,2	11,4	10,7	8 503	4 615	14,8
19 Corrèze	61,1	13,7	8,4	3 224	4 771	19,7
2A Corse-du-Sud	63,8	10,3	10,0	2 442	1 999	13,7
2B Haute-Corse	64,9	9,8	10,0	3 204	2 467	14,6
21 Côte-d'Or	65,8	9,3	8,8	8 223	5 845	11,1
22 Côtes-d'Armor	60,5	11,8	8,9	9 364	4 499	7,6
23 Creuse	59,7	15,5	10,3	2 522	4 398	35,9
24 Dordogne	60,6	13,3	11,4	8 336	4 960	11,9
25 Doubs	65,0	8,4	9,8	10 724	3 714	7,0
26 Drôme	62,7	9,4	11,3	10 770	4 213	8,6
27 Eure	64,5	7,7	11,1	11 834	4 450	7,6
28 Eure-et-Loir	63,7	8,8	9,9	7 504	7 479	17,4
29 Finistère	63,2	10,4	9,3	15 173	3 559	4,0
30 Gard	63,0	9,7	13,8	27 921	4 589	6,4
31 Haute-Garonne	67,8	7,7	10,2	31 250	6 631	5,3
32 Gers	60,4	13,3	8,2	3 221	3 558	18,8
33 Gironde	66,1	8,9	10,3	34 561	6 482	4,4
34 Hérault	64,5	9,5	14,7	38 378	4 946	4,7
35 Ille-et-Vilaine	65,4	8,2	8,5	14 537	5 222	5,2
36 Indre	60,7	13,1	9,5	4 177	4 982	21,6
37 Indre-et-Loire	64,1	10,0	9,1	11 367	3 940	6,6
38 Isère	65,0	7,8	8,6	20 616	5 160	4,2
39 Jura	62,1	10,6	7,8	3 430	3 548	13,6
40 Landes	62,1	11,0	9,8	6 990	4 220	10,9
41 Loir-et-Cher	61,1	11,8	9,1	6 222	3 440	10,4
42 Loire	62,5	10,5	10,3	13 799	3 806	5,1
43 Haute-Loire	61,8	11,0	8,7	2 687	3 414	15,2
44 Loire-Atlantique	65,1	8,2	8,4	24 268	4 680	3,6
45 Loiret	63,9	9,0	9,8	12 701	3 650	5,5
46 Lot	60,2	13,7	10,0	3 114	4 056	23,2
47 Lot-et-Garonne	60,7	12,6	10,6	8 331	2 960	8,9
48 Lozère	62,6	11,6	6,2	1 017	2 271	29,4
49 Maine-et-Loire	63,6	9,2	9,4	14 224	4 858	6,1

Sources : Insee, DARES.

Le contexte départemental 9-3b

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2012 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2012	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	61,9	11,4	8,8	7 223	7 757	15,5
51 Marne	66,3	8,3	10,0	11 130	4 198	7,4
52 Haute-Marne	62,9	11,0	10,3	3 981	3 893	21,3
53 Mayenne	61,4	10,6	7,0	3 548	3 687	12,0
54 Meurthe-et-Moselle	66,3	8,7	10,2	19 718	3 328	4,5
55 Meuse	63,9	9,9	10,9	4 760	3 519	18,2
56 Morbihan	62,5	10,4	9,4	11 811	4 218	5,8
57 Moselle	66,5	8,1	10,5	23 852	4 286	4,1
58 Nièvre	60,6	13,4	10,3	5 305	4 359	20,0
59 Nord	66,0	7,3	13,8	104 110	5 257	2,0
60 Oise	66,0	6,8	10,5	16 516	4 059	5,0
61 Orne	61,4	11,7	9,8	6 410	5 824	20,0
62 Pas-de-Calais	64,8	8,0	14,0	52 967	6 180	4,2
63 Puy-de-Dôme	65,6	9,7	9,0	13 584	7 225	11,4
64 Pyrénées-Atlantiques	63,1	11,4	9,0	12 682	4 446	6,8
65 Hautes-Pyrénées	61,7	12,7	11,8	4 701	2 921	12,7
66 Pyrénées-Orientales	60,7	12,0	15,2	19 389	2 163	4,8
67 Bas-Rhin	67,2	7,7	8,8	25 058	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	65,5	8,3	9,9	15 226	2 598	3,4
69 Rhône	65,9	7,9	9,4	37 313	3 145	1,8
70 Haute-Saône	63,2	9,5	10,7	4 206	3 450	14,4
71 Saône-et-Loire	61,6	11,8	9,6	9 511	5 254	9,5
72 Sarthe	62,7	10,1	10,1	10 801	4 263	7,5
73 Savoie	64,6	8,7	8,0	4 649	3 139	7,5
74 Haute-Savoie	66,3	7,0	7,8	7 039	2 974	4,0
75 Paris	71,0	7,5	8,5	62 287	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	65,0	8,8	11,7	35 769	6 421	5,1
77 Seine-et-Marne	66,9	5,7	8,1	24 390	4 349	3,2
78 Yvelines	65,8	6,7	7,2	19 222	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	62,1	11,2	8,0	5 836	3 963	10,7
80 Somme	65,3	8,6	12,4	15 926	4 542	8,0
81 Tarn	61,2	12,6	11,3	8 976	4 127	10,9
82 Tarn-et-Garonne	62,0	10,7	11,2	6 448	2 518	10,3
83 Var	61,4	11,5	11,4	27 469	2 928	2,9
84 Vaucluse	63,1	9,5	13,0	15 416	2 330	4,3
85 Vendée	61,8	10,5	8,4	7 141	4 708	7,3
86 Vienne	64,3	10,3	8,5	10 881	4 673	10,9
87 Haute-Vienne	63,3	11,9	9,8	8 867	3 992	10,6
88 Vosges	63,5	10,1	12,1	9 046	3 226	8,5
89 Yonne	62,0	11,0	10,4	7 868	4 860	14,2
90 Territoire de Belfort	65,6	8,4	12,1	4 000	545	3,8
91 Essonne	66,2	6,3	7,4	21 564	1 488	1,2
92 Hauts-de-Seine	67,0	7,3	7,8	28 604	362	0,2
93 Seine-Saint-Denis	66,9	5,4	12,7	71 447	344	0,2
94 Val-de-Marne	67,1	6,9	8,6	36 006	415	0,3
95 Val-d'Oise	67,0	5,6	10,1	27 332	1 087	0,9
971 Guadeloupe	64,7	9,0	22,9*	42 035	578	1,4
972 Martinique	64,3	6,6	21,0*	37 107	630	1,6
973 Guyane	64,8	7,6	22,3*	17 590	448	1,9
974 La Réunion	60,9	1,6	28,5*	90 319	723	0,9
976 Mayotte	n.d.	n.d.	n.d.	2 560	144	0,7
Métropole sauf Paris	60,4	8,5	--	1 435 277	377 489	6,2
Métropole	64,7	9,0	10,1	1 497 564	379 114	6,0
Outre-Mer (hors Mayotte)	64,9	4,8	--	187 051	2 378	1,3
France (hors Mayotte)	64,7	8,9	10,6	1 684 615	381 492	5,9

Sources : Insee, DARES.

* Source : taux de chômage au deuxième trimestre 2012.

LES SÉRIES LONGUES

10-1	Les groupements de collectivités territoriales	96
10-2	Les comptes des administrations publiques locales	97
10-3	Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction	98
10-4	Les comptes des communes	99
10-5	Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	100
10-6	Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre	101
10-7	Les comptes des départements	102
10-8	Les comptes des régions	103
10-9	Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	104
10-10	Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés	105
10-11	L'endettement des collectivités locales	106
10-12	Les taux de fiscalité locale	107
10-13	Les produits de fiscalité locale	108
10-14	Les compensations et dégrèvements de fiscalité directe locale	109
10-15	Les effectifs des collectivités locales	110
10-16	Les dépenses de personnel des collectivités locales	111

10-1 Les groupements de collectivités territoriales

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EPCI à fiscalité propre												
Métropoles*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Communautés urbaines	12	14	14	14	14	14	16	16	16	15	15	15
Communautés d'agglomération	50	155	162	164	169	171	174	181	191	202	213	222
Communautés de communes	1 533	2 286	2 342	2 389	2 400	2 393	2 406	2 409	2 387	2 358	2 223	1 903
SAN	9	6	6	6	5	5	5	5	5	5	4	4
Districts**	241	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'EPCI à fiscalité propre	1 845	2 461	2 524	2 573	2 588	2 583	2 601	2 611	2 599	2 581	2 456	2 145
Nombre total de communes	21 347	31 428	32 308	32 923	33 413	33 638	34 166	34 774	35 041	35 305	36 049	36 614
Population totale regroupée (en millions d'habitants)	37,1	50,7	52,1	53,3	54,2	54,6	56,4	57,9	58,8	59,3	60,9	62,6
dont à fiscalité professionnelle unique :												
Nombre de groupements	306	1 028	1 103	1 162	1 199	1 224	1 263	1 302	1 321	1 339	1 356	1 288
Nombre total de communes	3 289	13 362	14 404	15 145	15 850	16 337	16 970	17 732	18 217	18 798	20 594	22 698
Population totale regroupée (en millions d'habitants)	13,2	37,8	39,5	40,9	41,8	42,4	44,3	46,4	47,6	48,5	50,5	53,2
Syndicats												
SIVU	n.d.	n.d.	n.d.	12 157	12 149	11 723	11 179	10 789	10 473	10 184	9 720	8 971
SIVOM	n.d.	n.d.	n.d.	1 492	1 501	1 445	1 445	1 395	1 358	1 345	1 302	1 235
Syndicats mixtes	n.d.	n.d.	n.d.	2 687	2 749	2 951	3 064	3 194	3 268	3 257	3 275	3 187
Pôles métropolitains*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	8	9
Nombre de syndicats	n.d.	n.d.	n.d.	16 336	16 399	16 119	15 688	15 378	15 099	14 787	14 305	13 402

Source : DGCL.

Champ : France (hors Mayotte).

n.d. : non disponible.

* La loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales a créé les métropoles et les pôles métropolitains.

** La loi du 12 juillet 1999 prévoyait la disparition des districts et des communautés de villes qui se transforment en CU, CA ou CC au 1^{er} janvier 2002 au plus tard.

COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES (en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
DEPENSES	144,7	154,1	163,0	177,6	187,1	198,5	212,9	222,4	229,8	229,2	235,3	242,5
Dépenses de fonctionnement	74,7	80,9	85,8	89,3	93,9	98,7	103,4	108,9	114,8	118,9	121,9	126,1
Consommations intermédiaires (P2)	30,2	33,5	35,4	37,1	39,4	41,3	41,7	42,9	45,9	47,9	49,3	51,3
Rémunération des salariés (D1)	43,6	46,4	48,9	50,6	53,0	55,7	59,9	64,0	66,7	68,6	70,1	72,3
dont : cotisations sociales imputées (D122)	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
Impôts sur la production (D29)	0,8	0,9	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,9	2,1	2,2	2,3	2,4
Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Impôts courants sur le revenu et le patri- moine (D5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts (D41)	5,0	4,2	3,6	3,5	3,1	3,9	5,1	6,3	3,9	2,7	3,4	3,3
Prestations et autres transferts	31,5	36,0	39,0	46,8	48,7	52,2	56,6	58,7	62,8	62,8	63,2	65,1
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	2,6	2,7	2,9	8,6	9,4	9,7	10,4	10,5	11,3	12,4	12,7	13,2
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 - partie)	4,8	5,6	6,8	6,8	7,0	8,0	8,5	9,0	9,4	9,7	10,0	10,3
Subventions (D3)	8,2	9,6	10,3	11,3	11,6	12,2	13,4	14,1	14,0	13,5	13,8	14,0
Transferts courants entre administrations publiques (D73)	3,2	3,3	3,4	3,5	4,1	4,6	5,4	5,8	6,1	5,1	3,2	3,3
Autres transferts courants (D7 hors D73)	9,7	10,6	11,1	11,6	12,1	12,9	13,2	13,4	14,8	15,3	16,8	17,6
Transferts en capital (D9 hors D995)	3,1	4,2	4,6	5,0	4,5	4,9	5,7	5,9	7,2	6,8	6,8	6,8
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	33,5	33,0	34,5	38,1	41,5	43,8	47,8	48,5	48,4	44,8	46,8	48,0
Formation brute de capital fixe (P51)	31,8	31,0	32,6	35,8	39,2	41,6	45,2	46,0	45,4	42,3	43,8	45,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers (P52, P53, K2)	1,7	2,0	1,9	2,2	2,3	2,2	2,7	2,4	3,0	2,4	2,9	2,7
RECETTES	145,9	155,8	163,6	175,1	184,1	195,1	205,2	213,0	223,9	227,8	233,8	239,4
Recettes de production	24,7	26,1	27,2	28,7	29,7	32,6	34,4	35,3	36,6	38,6	39,5	40,3
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	20,1	21,1	22,3	24,1	25,1	26,5	27,8	28,7	29,9	31,4	32,5	33,2
Production pour emploi final propre (P12)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Paiements partiels des ménages (P13 - partie)	1,7	1,9	1,9	2,1	2,2	2,8	3,0	3,1	3,3	3,4	3,5	3,6
Autres subventions sur la production (D39)	2,4	2,6	2,5	2,1	1,8	2,7	3,0	2,8	2,8	3,2	2,8	2,8
Revenus de la propriété	1,8	1,7	1,9	1,9	2,1	2,2	2,3	2,4	2,6	2,5	2,6	2,7
Intérêts (D41)	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)	1,4	1,4	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0	2,2	2,2
Impôts et cotisations sociales	74,7	76,9	80,3	88,4	95,6	102,0	108,5	113,4	117,2	89,5	119,7	124,3
Impôts sur la production et les importations (D2)	51,6	52,8	55,2	63,2	69,2	73,1	79,3	81,4	83,2	65,9	91,7	96,1
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	10,2	10,9	11,4	12,0	12,9	13,8	14,5	15,1	16,3	17,1	18,0	18,9
Impôts en capital (D91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales (D733)	12,5	12,7	13,2	12,6	12,9	14,5	14,1	16,3	17,1	5,8	9,3	8,6
Cotisations sociales (D61)	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
dont : cotisations sociales imputées (D612)	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
Impôts et cotisations dus non recouvra- bles nets (D995)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	44,6	51,1	54,2	56,1	56,8	58,2	60,1	61,8	67,5	97,3	71,9	72,1
Transferts courants entre administrations publiques (D73 hors D733)	35,3	40,8	43,2	45,5	46,3	47,7	48,8	49,2	50,7	84,2	59,4	59,4
Autres transferts courants (D7 hors D73)	1,7	2,2	2,8	2,4	2,3	2,1	2,1	2,4	2,3	2,2	2,6	2,8
Transferts en capital (D9 hors D91, D995)	7,7	8,1	8,1	8,2	8,2	8,5	9,1	10,2	14,6	10,9	9,9	9,9
SOLDES												
Épargne brute	30,1	30,9	31,7	32,4	34,7	36,7	36,7	34,7	35,0	39,2	42,2	41,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	1,2	1,7	0,7	-2,5	-3,0	-3,5	-7,7	-9,4	-5,9	-1,4	-1,5	-3,1

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2005.

Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total des dépenses	144,7	154,1	163,0	177,6	187,1	198,5	212,9	222,4	229,8	229,2	235,3	242,5
Services généraux des administrations publiques	34,6	33,1	31,3	33,2	35,5	37,3	40,4	41,7	42,4	38,9	39,2	39,9
Défense	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ordre et sûreté publics	4,0	4,3	4,7	4,9	5,4	5,8	6,3	6,7	6,8	7,1	7,2	7,4
Affaires économiques	19,9	21,7	22,9	24,5	25,4	26,2	28,1	29,1	29,7	30,5	30,9	31,6
Protection de l'environnement	10,2	11,1	12,1	13,3	14,6	15,5	16,4	17,2	18,7	19,3	20,1	20,6
Logements et équipements collectifs	22,3	24,9	26,2	28,1	28,9	30,9	33,4	34,8	35,2	33,6	35,1	36,0
Santé	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7
Loisirs, culture et culte	12,8	14,7	16,5	17,3	18,3	19,6	21,0	21,3	21,7	22,5	24,1	24,8
Enseignement	23,0	24,5	26,0	26,5	28,1	29,1	31,4	34,1	34,3	35,1	35,1	36,3
Protection sociale	16,9	18,7	22,0	28,5	29,6	32,5	34,5	35,9	39,5	40,6	42,0	44,1

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2005.

POIDS RELATIF DES DÉPENSES PAR FONCTION

(en %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Services généraux des administrations publiques	23,9	21,5	19,2	18,7	18,9	18,8	19,0	18,7	18,4	17,0	16,7	16,4
Défense	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ordre et sûreté publics	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1	3,0	3,0
Affaires économiques	13,8	14,1	14,1	13,8	13,6	13,2	13,2	13,1	12,9	13,3	13,1	13,0
Protection de l'environnement	7,1	7,2	7,4	7,5	7,8	7,8	7,7	7,7	8,1	8,4	8,6	8,5
Logements et équipements collectifs	15,4	16,2	16,1	15,8	15,5	15,6	15,7	15,6	15,3	14,7	14,9	14,9
Santé	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Loisirs, culture et culte	8,8	9,5	10,1	9,7	9,8	9,9	9,8	9,6	9,4	9,8	10,2	10,2
Enseignement	15,9	15,9	16,0	14,9	15,0	14,7	14,7	15,3	14,9	15,3	14,9	15,0
Protection sociale	11,7	12,1	13,5	16,1	15,8	16,4	16,2	16,1	17,2	17,7	17,9	18,2

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2005.

PART DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

(en %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total des dépenses	30,1	30,1	30,0	28,5	28,3	28,0	28,1	28,8	29,0	29,9	29,8	29,8
Services généraux des administrations publiques	54,2	54,4	52,8	51,4	51,1	50,5	50,2	48,9	49,4	51,2	50,3	51,1
Défense						n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Ordre et sûreté publics	54,5	60,6	61,4	61,6	61,9	63,2	63,3	61,7	62,8	64,4	65,7	65,7
Affaires économiques	10,5	10,7	11,2	11,0	11,6	11,6	11,6	11,9	12,6	12,3	12,3	11,7
Protection de l'environnement	12,9	11,6	14,2	13,7	13,2	13,2	13,4	14,0	13,8	14,4	14,4	15,6
Logements et équipements collectifs	11,8	13,3	15,2	15,2	15,6	15,1	15,0	16,8	17,4	19,8	19,9	19,9
Santé	63,0	63,2	63,2	62,6	59,0	60,4	61,0	62,1	66,3	66,1	66,3	66,3
Loisirs, culture et culte	25,1	30,0	31,4	31,2	30,5	30,9	31,2	32,7	33,1	35,0	34,8	34,7
Enseignement	35,2	34,5	36,2	35,7	33,9	31,0	31,0	32,9	35,1	36,7	36,6	36,5
Protection sociale	27,9	28,4	26,4	21,0	21,0	22,8	23,1	23,9	22,2	22,5	23,0	22,6

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2005.

n.s. : non significatif.

Les comptes des communes 10-4

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	76,05	76,48	76,51	79,88	82,90	85,80	90,08	89,86	91,81	91,14	94,09	96,25
Recettes totales	75,97	77,22	77,36	80,45	83,60	86,70	89,58	89,93	92,57	92,41	94,95	97,02
Dépenses totales hors remboursements de dette	68,48	68,88	70,36	73,39	76,19	79,73	84,16	84,23	86,23	85,33	88,19	90,43
Recettes totales hors emprunts	68,66	69,97	71,22	73,57	75,93	79,20	81,62	82,27	85,83	86,00	88,46	89,78
Dépenses réelles de fonctionnement	50,07	51,89	52,18	53,38	55,53	56,92	58,86	60,95	62,10	62,45	63,87	65,29
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	47,26	49,31	49,75	51,19	53,43	54,70	56,55	58,51	59,88	60,41	61,67	63,04
● dont achats et charges externes	12,42	13,05	13,10	13,52	13,98	14,53	14,87	15,50	15,79	15,89	16,23	16,69
● dont personnel	24,22	25,40	26,00	26,85	27,90	29,00	30,38	31,25	31,95	32,61	33,20	34,06
● dont transferts versés	8,30	8,43	8,25	8,36	8,98	8,71	8,87	9,22	9,35	9,30	9,59	9,66
Recettes de fonctionnement (2)	60,34	61,91	63,06	64,40	66,10	67,84	69,66	70,98	72,79	74,51	77,02	78,21
● dont impôts et taxes	32,92	33,89	34,82	36,43	37,82	39,06	40,13	41,15	42,54	44,33	46,28	47,41
– impôts locaux **	24,16	23,41	23,48	23,98	24,68	25,42	26,14	27,14	28,76	29,69	30,70	31,75
– fiscalité reversée			6,69	7,25	7,65	7,88	8,02	8,07	8,25	8,66	9,18	9,26
– autres impôts indirects et taxes	8,76	10,49	4,65	5,21	5,49	5,76	5,96	5,94	5,53	5,98	6,40	6,41
● dont concours de l'État***	14,95	15,20	15,15	18,15	18,48	18,93	19,21	19,41	19,47	19,47	19,50	19,23
– dont DGF	11,97	12,26	12,39	14,97	15,34	15,69	16,03	16,32	16,56	16,49	16,39	16,39
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	n.d.	2,81	2,74	2,85	2,78	2,70	2,51	2,59	2,71	2,64
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	13,08	12,60	13,30	13,21	12,67	13,15	13,11	12,48	12,91	14,11	15,35	15,17
● intérêts de dette (4)	2,81	2,58	2,43	2,20	2,11	2,23	2,31	2,44	2,22	2,04	2,19	2,25
Épargne brute (5)=(3)-(4)	10,27	10,02	10,88	11,02	10,56	10,92	10,80	10,04	10,69	12,07	13,16	12,92
Épargne nette = (5)-remboursement	2,70	2,42	4,72	4,52	3,85	4,85	4,89	4,41	5,11	6,25	7,26	7,10
Dépenses réelles d'investissement	25,99	24,58	24,33	26,50	27,37	28,88	31,22	28,92	29,72	28,70	30,22	30,96
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	18,41	16,98	18,18	20,00	20,65	22,81	25,31	23,29	24,13	22,88	24,33	25,14
● dont subventions d'équipement	0,58	0,56	0,63	0,59	0,62	0,86	1,16	1,08	1,37	1,31	1,31	1,51
● dont équipement	16,15	15,06	16,82	18,02	19,40	20,92	23,10	21,39	21,40	20,31	21,75	22,58
Recettes réelles d'investissement	15,64	15,31	14,30	16,05	17,50	18,86	19,92	18,95	19,78	17,90	17,93	18,81
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	8,32	8,06	8,16	9,16	9,84	11,35	11,96	11,29	13,04	11,49	11,44	11,57
● dont dotations et subventions	5,83	6,06	6,30	6,62	7,22	7,71	8,19	8,14	10,21	8,03	7,88	8,26
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,18	+1,09	+0,86	+0,18	-0,25	-0,53	-2,55	-1,97	-0,40	+0,68	+0,27	-0,65
Variation fonds de roulement	-0,08	+0,74	+0,85	+0,57	+0,70	+0,90	-0,50	+0,07	+0,76	+1,27	+0,86	+0,77
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	7,57	7,60	6,15	6,50	6,71	6,07	5,92	5,63	5,59	5,82	5,90	5,82
● emprunts	7,32	7,25	6,14	6,89	7,66	7,51	7,97	7,66	6,74	6,41	6,49	7,24
● emprunts - remboursements de dette	-0,25	-0,35	-0,01	0,39	0,95	1,44	2,05	2,03	1,16	0,59	0,59	1,42
Dette totale au 31/12	51,15	50,80	50,59	50,94	52,04	53,45	55,46	57,46	58,61	59,29	59,93	61,35
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	21,7%	20,3%	21,1%	20,5%	19,2%	19,4%	18,8%	17,6%	17,7%	18,9%	19,9%	19,4%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	17,0%	16,2%	17,2%	17,1%	16,0%	16,1%	15,5%	14,1%	14,7%	16,2%	17,1%	16,5%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	84,8%	82,1%	80,2%	79,1%	78,7%	78,8%	79,6%	80,9%	80,5%	79,6%	77,8%	78,4%
Annuité / recettes de fonctionnement	17,2%	16,4%	13,6%	13,5%	13,3%	12,2%	11,8%	11,4%	10,7%	10,5%	10,5%	10,3%

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les reversements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

(4) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	16,63	19,71	22,82	25,89	29,18	30,02	32,50	33,35	34,61	36,16	37,67	39,58
Recettes totales	16,82	19,99	23,18	26,24	28,93	30,32	32,45	33,45	35,18	36,51	38,74	40,74
Dépenses totales hors remboursements de dette	15,55	18,67	21,71	24,58	27,75	28,58	30,96	31,77	33,05	34,59	36,13	37,84
Recettes totales hors emprunts	15,60	18,79	21,73	24,34	26,45	27,58	29,47	30,59	32,70	34,40	36,08	37,33
Dépenses réelles de fonctionnement	11,61	14,86	16,95	19,16	21,10	21,67	22,72	23,67	25,08	26,53	27,21	28,40
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	11,13	14,41	16,51	18,73	20,67	21,17	22,14	23,00	24,48	25,97	26,57	27,72
● dont achats et charges externes	2,32	2,90	3,32	3,71	4,07	4,41	4,58	4,87	5,13	5,39	5,51	5,76
● dont reversements fiscaux	4,26	6,01	7,19	7,76	8,12	8,33	8,40	8,44	8,69	9,33	9,18	9,24
● dont personnel	1,85	2,29	2,82	3,07	3,50	3,85	4,20	4,51	5,00	5,39	5,77	6,27
● dont transferts versés	2,39	2,85	2,87	3,38	4,11	3,81	4,05	4,24	4,62	4,87	5,05	5,38
Recettes de fonctionnement (2)	13,92	17,35	20,25	22,39	24,10	25,07	26,19	27,20	29,20	31,31	32,59	33,91
● dont impôts et taxes	9,09	10,70	12,51	13,85	14,89	15,73	16,42	17,15	18,72	20,21	20,07	21,11
– impôts locaux**	7,51	8,61	9,85	10,85	11,58	12,31	12,84	13,40	14,64	15,91	15,83	16,66
– autres impôts indirects et taxes	1,58	2,09	2,66	3,00	3,32	3,42	3,57	3,75	4,07	4,29	4,24	4,45
● dont concours de l'État ^(a)	2,05	2,32	2,50	6,12	6,52	6,79	7,01	7,10	7,30	7,61	8,80	8,74
– dont DGF	1,39	1,69	1,83	5,09	5,56	5,86	6,09	6,24	6,48	6,78	6,92	7,06
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	n.d.	1,00	0,92	0,88	0,84	0,81	0,78	0,80	1,84	1,65
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	2,80	2,94	3,74	3,67	3,43	3,90	4,05	4,20	4,72	5,34	6,01	6,18
● intérêts de dette (4)	0,49	0,45	0,44	0,43	0,43	0,50	0,59	0,67	0,60	0,56	0,64	0,67
Épargne brute (5) = (3)-(4)	2,31	2,49	3,30	3,24	3,00	3,40	3,47	3,53	4,12	4,77	5,37	5,51
Épargne nette = (5)-remboursement	1,23	1,45	2,20	1,93	1,58	1,97	1,93	1,95	2,57	3,20	3,84	3,76
Dépenses réelles d'investissement	5,02	4,85	5,87	6,73	8,08	8,34	9,78	9,68	9,53	9,63	10,45	11,19
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	3,94	3,81	4,77	5,42	6,65	6,91	8,24	8,10	7,98	8,06	8,92	9,44
● dont subventions d'équipement	0,39	0,40	0,47	0,51	0,60	0,77	1,08	1,09	1,22	1,44	1,51	1,65
● dont équipement	3,39	3,17	3,50	3,97	4,96	5,59	6,45	6,32	6,01	5,87	6,57	6,94
Recettes réelles d'investissement	2,89	2,64	2,92	3,85	4,83	5,25	6,26	6,25	5,99	5,20	6,15	6,83
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	1,67	1,45	1,48	1,94	2,35	2,51	3,28	3,39	3,50	3,10	3,49	3,43
● dont dotations et subventions	1,02	1,00	1,06	1,29	1,55	1,85	2,21	2,49	2,62	2,32	2,49	2,45
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	+0,04	+0,13	+0,01	-0,25	-1,30	-1,00	-1,49	-1,18	-0,36	-0,19	-0,05	-0,50
Variation fonds de roulement	+0,18	+0,28	+0,36	+0,36	-0,24	+0,30	-0,05	+0,11	+0,58	+0,35	+1,07	+1,16
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	1,08	1,04	1,11	1,30	1,42	1,43	1,54	1,58	1,55	1,57	1,54	1,75
● emprunts	1,22	1,20	1,45	1,91	2,48	2,73	2,98	2,86	2,49	2,10	2,66	3,40
● emprunts - remboursements de dette	0,14	0,15	0,34	0,60	1,06	1,30	1,44	1,28	0,93	0,54	1,12	1,66
Dette totale au 31/12	9,04	9,60	10,42	10,71	12,27	13,60	15,11	16,54	17,47	18,19	19,28	20,94
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	20,1%	17,0%	18,5%	16,4%	14,2%	15,6%	15,5%	15,4%	16,2%	17,0%	18,5%	18,2%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	16,6%	14,4%	16,3%	14,4%	12,4%	13,6%	13,2%	13,0%	14,1%	15,2%	16,5%	16,3%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	64,9%	55,4%	51,5%	47,8%	50,9%	54,3%	57,7%	60,8%	59,8%	58,1%	59,2%	61,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,2%	8,6%	7,6%	7,7%	7,7%	7,7%	8,1%	8,3%	7,4%	6,8%	6,7%	7,1%

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre

10-6

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	88,42	90,18	92,14	98,01	103,96	107,49	114,18	114,77	117,74	117,98	122,58	126,60
Recettes totales	88,53	91,20	93,35	98,94	104,41	108,69	113,63	114,94	119,07	119,59	124,51	128,52
Dépenses totales hors remboursements de dette	79,77	81,53	84,89	90,21	95,82	99,99	106,73	107,56	110,59	110,59	115,15	119,03
Recettes totales hors emprunts	79,99	82,76	85,76	90,14	94,26	98,45	102,68	104,42	109,84	111,08	115,36	117,88
Dépenses réelles de fonctionnement	57,42	60,74	61,94	64,78	68,52	70,27	73,18	76,17	78,49	79,65	81,90	84,45
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	54,12	57,71	59,08	62,16	65,98	67,54	70,28	73,07	75,67	77,05	79,07	81,53
● dont achats et charges externes	14,73	15,94	16,42	17,23	18,05	18,94	19,45	20,37	20,92	21,28	21,73	22,45
● dont personnel	26,07	27,69	28,81	29,92	31,40	32,85	34,58	35,76	36,95	37,99	38,97	40,32
● dont transferts versés	10,69	11,28	11,12	11,74	13,09	12,52	12,91	13,47	13,97	14,17	14,65	15,04
Recettes de fonctionnement (2)	70,00	73,25	76,12	79,04	82,08	84,59	87,45	89,74	93,30	96,49	100,43	102,88
● dont impôts et taxes	42,01	44,59	40,64	43,03	45,06	46,91	48,52	50,23	53,01	55,88	57,17	59,27
– impôts locaux**	31,67	32,02	33,34	34,83	36,26	37,73	38,99	40,54	43,40	45,60	46,53	48,41
– autres impôts indirects et taxes	10,34	12,57	7,30	8,21	8,80	9,17	9,53	9,69	9,60	10,27	10,64	10,86
● dont concours de l'État ^(a) ***	17,00	17,53	17,65	24,27	25,00	25,71	26,22	26,51	26,77	27,08	28,30	27,97
– dont DGF	13,35	13,95	14,22	20,06	20,90	21,55	22,12	22,56	23,04	23,27	23,31	23,44
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	n.d.	3,81	3,66	3,73	3,63	3,51	3,29	3,39	4,55	4,29
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	15,88	15,54	17,04	16,88	16,10	17,05	17,17	16,67	17,63	19,44	21,36	21,35
● intérêts de dette (4)	3,30	3,03	2,86	2,63	2,54	2,73	2,89	3,11	2,82	2,60	2,83	2,92
Épargne brute (5) = (3)-(4)	12,58	12,51	14,18	14,25	13,56	14,32	14,27	13,57	14,81	16,84	18,53	18,43
Épargne nette = (5)-remboursement	3,93	3,86	6,92	6,45	5,42	6,82	6,82	6,36	7,67	9,46	11,10	10,86
Dépenses réelles d'investissement	31,01	29,44	30,20	33,23	35,44	37,22	41,00	38,60	39,25	38,33	40,68	42,15
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	22,36	20,79	22,95	25,43	27,30	29,72	33,55	31,39	32,11	30,94	33,25	34,58
● dont subventions d'équipement	0,97	0,97	1,10	1,10	1,22	1,63	2,24	2,17	2,59	2,76	2,81	3,16
● dont équipement	19,55	18,23	20,32	21,99	24,36	26,50	29,56	27,72	27,42	26,18	28,33	29,52
Recettes réelles d'investissement	18,53	17,95	17,23	19,90	22,33	24,11	26,18	25,20	25,77	23,10	24,08	25,64
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	9,99	9,51	9,64	11,11	12,19	13,87	15,24	14,68	16,54	14,59	14,93	14,99
● dont dotations et subventions	6,85	7,06	7,36	7,91	8,77	9,56	10,41	10,63	12,83	10,35	10,37	10,71
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7)-(6)	+0,22	+1,22	+0,87	-0,07	-1,56	-1,53	-4,04	-3,14	-0,75	+0,49	+0,22	-1,15
Variation fonds de roulement	+0,10	+1,02	+1,20	+0,93	+0,45	+1,20	-0,55	+0,17	+1,34	+1,62	+1,93	+1,92
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	8,65	8,64	7,26	7,80	8,14	7,50	7,45	7,21	7,14	7,38	7,43	7,57
● emprunts	8,54	8,45	7,59	8,80	10,15	10,24	10,94	10,53	9,23	8,51	9,15	10,65
● emprunts - remboursements de dette	-0,11	-0,20	0,33	1,00	2,01	2,74	3,49	3,32	2,09	1,13	1,71	3,08
Dette totale au 31/12	60,19	60,40	61,01	61,65	64,30	67,05	70,56	73,99	76,09	77,47	79,21	82,29
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	22,7%	21,2%	22,4%	21,4%	19,6%	20,2%	19,6%	18,6%	18,9%	20,2%	21,3%	20,8%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	18,0%	17,1%	18,6%	18,0%	16,5%	16,9%	16,3%	15,1%	15,9%	17,5%	18,5%	17,9%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	86,0%	82,5%	80,1%	78,0%	78,3%	79,3%	80,7%	82,5%	81,5%	80,3%	78,9%	80,0%
Annuité / recettes de fonctionnement	17,1%	15,9%	13,3%	13,2%	13,0%	12,1%	11,8%	11,5%	10,7%	10,4%	10,2%	10,2%

Source : DGFIP

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers les communes étant neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

10-7 Les comptes des départements

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	37,34	40,20	43,28	51,72	54,29	58,35	62,00	65,39	68,48	68,38	69,60	71,35
Recettes totales	37,03	40,40	43,82	51,28	54,42	58,93	61,39	64,91	68,30	68,81	70,37	70,95
Dépenses totales hors remboursements de dette	34,66	37,62	40,61	49,16	51,42	55,14	59,57	62,99	65,54	65,33	66,34	67,89
Recettes totales hors emprunts	35,10	37,77	40,69	47,91	50,39	54,79	57,55	59,63	61,88	63,99	66,47	66,82
Dépenses réelles de fonctionnement	24,26	27,12	29,71	37,43	39,29	42,22	45,37	48,63	51,03	52,86	54,34	56,03
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	23,36	26,39	29,01	36,68	38,66	41,50	44,59	47,74	50,26	52,06	53,47	55,08
● dont achats et charges externes	4,74	5,15	5,40	4,71	4,91	5,16	5,33	5,65	5,68	5,63	5,64	5,61
● dont personnel	4,47	4,82	5,21	6,13	6,56	7,07	8,33	9,93	10,67	10,96	11,17	11,46
● dont transferts versés	13,62	15,83	17,84	25,19	26,54	28,59	30,16	31,37	33,04	34,63	35,76	37,09
Recettes de fonctionnement (2)	32,48	34,99	37,77	45,10	47,60	51,55	54,34	56,34	57,28	60,61	63,20	63,66
● dont impôts et taxes	19,07	19,78	21,04	27,53	30,83	33,12	35,05	36,57	37,40	40,38	41,43	41,99
– impôts locaux**	13,80	14,21	15,06	15,75	16,91	18,40	19,02	19,92	21,94	22,56	18,62	19,32
– autres impôts indirects et taxes	5,27	5,57	5,97	11,78	13,92	14,72	16,03	16,65	15,46	17,82	22,81	22,67
<i>dont droits de mutation</i>	<i>3,42</i>	<i>4,08</i>	<i>4,90</i>	<i>5,65</i>	<i>6,50</i>	<i>7,39</i>	<i>7,84</i>	<i>7,19</i>	<i>5,22</i>	<i>7,07</i>	<i>8,61</i>	<i>7,96</i>
<i>dont TICPE</i>	-	-	-	<i>4,89</i>	<i>5,29</i>	<i>5,04</i>	<i>4,94</i>	<i>5,15</i>	<i>5,78</i>	<i>6,19</i>	<i>6,53</i>	<i>6,54</i>
<i>dont TSCA</i>	-	-	-	-	<i>1,04</i>	<i>1,17</i>	<i>2,09</i>	<i>3,05</i>	<i>3,13</i>	<i>3,21</i>	<i>6,25</i>	<i>6,63</i>
● dont concours de l'État (a)	8,70	10,01	11,02	12,90	12,41	12,93	13,20	13,32	13,44	13,73	15,00	14,99
– dont DGF	8,18	8,80	9,04	11,32	10,84	11,32	11,60	11,85	12,08	12,15	12,21	12,21
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	n.d.	1,17	1,20	1,17	1,17	1,04	0,93	1,16	2,36	2,36
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	9,13	8,61	8,76	8,42	8,94	10,05	9,75	8,60	7,02	8,55	9,73	8,57
● intérêts de dette (4)	0,90	0,73	0,70	0,75	0,63	0,72	0,78	0,89	0,77	0,80	0,87	0,94
Épargne brute (5)=(3)-(4)	8,22	7,87	8,06	7,67	8,31	9,33	8,97	7,71	6,25	7,75	8,86	7,63
Épargne nette = (5)-remboursement	5,54	5,29	5,39	5,11	5,44	6,13	6,54	5,31	3,31	4,70	5,60	4,17
Dépenses réelles d'investissement	13,08	13,08	13,58	14,29	15,00	16,13	16,64	16,76	17,45	15,52	15,26	15,33
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	10,40	10,50	10,91	11,73	12,13	12,93	14,21	14,36	14,50	12,47	12,00	11,87
● dont subventions d'équipement	3,92	3,79	3,88	4,42	4,52	4,81	5,38	5,50	5,53	4,74	4,64	4,64
● dont équipement	6,09	6,33	6,66	6,90	7,30	7,76	8,33	8,54	8,59	7,44	6,97	6,76
Recettes réelles d'investissement	4,55	5,40	6,06	6,17	6,81	7,38	7,06	8,57	11,02	8,20	7,17	7,29
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	2,61	2,77	2,93	2,80	2,78	3,24	3,21	3,29	4,59	3,39	3,27	3,16
● dont dotations et subventions	2,09	2,11	2,26	2,22	2,31	2,54	2,65	2,80	4,09	2,88	2,63	2,56
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,44	+0,15	+0,08	-1,25	-1,03	-0,35	-2,03	-3,36	-3,66	-1,34	+0,13	-1,08
Variation fonds de roulement	-0,31	+0,20	+0,54	-0,44	+0,12	+0,59	-0,61	-0,49	-0,18	+0,43	+0,77	-0,40
Dépenses totales pour les collèges	3,18	3,32	3,49	3,21	3,35	3,41	3,90	4,28	4,49	4,30	4,28	4,19
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	13,71	15,66	17,55	24,61	25,93	27,75	29,20	30,39	32,05	33,68	34,89	35,95
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	2,68	2,58	2,67	2,56	2,88	3,20	2,43	2,40	2,94	3,04	3,26	3,46
● emprunts	1,94	2,63	3,13	3,37	4,03	4,14	3,84	5,28	6,42	4,82	3,90	4,13
● emprunts - remboursements de dette	-0,75	0,05	0,46	0,81	1,15	0,94	1,41	2,87	3,48	1,77	0,64	0,68
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>18,67</i>	<i>18,73</i>	<i>17,36</i>	<i>18,16</i>	<i>19,26</i>	<i>20,48</i>	<i>21,90</i>	<i>24,76</i>	<i>28,25</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>
Ratios :												
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	28,1%	24,6%	23,2%	18,7%	18,8%	19,5%	17,9%	15,3%	12,3%	14,1%	15,4%	13,5%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	25,3%	22,5%	21,3%	17,0%	17,5%	18,1%	16,5%	13,7%	10,9%	12,8%	14,0%	12,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	57,5%	53,5%	46,0%	40,3%	40,5%	39,7%	40,3%	44,0%	49,3%	49,5%	48,1%	48,8%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,0%	9,5%	8,9%	7,3%	7,4%	7,6%	5,9%	5,8%	6,5%	6,3%	6,5%	6,9%

Sources : DGFIP, DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	12,69	14,98	15,76	17,28	19,52	21,73	24,41	26,66	28,01	26,46	27,21	27,92
Recettes totales	12,70	15,18	15,35	17,13	19,56	21,57	24,32	26,18	27,78	26,69	27,23	27,54
Dépenses totales hors remboursements de dette	11,70	13,91	14,86	16,47	18,15	20,04	23,13	24,69	26,06	24,88	25,46	25,92
Recettes totales hors emprunts	11,94	13,95	13,91	15,10	17,45	18,82	21,50	22,88	24,13	23,96	24,40	24,45
Dépenses réelles de fonctionnement	6,15	7,55	7,91	9,01	10,45	11,75	14,04	15,20	15,99	16,27	16,71	17,16
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	5,75	7,21	7,60	8,71	10,06	11,35	13,54	14,61	15,49	15,76	16,15	16,56
● dont achats et charges externes	0,39	0,56	1,01	1,20	1,18	1,41	1,42	1,44	1,50	1,63	1,79	1,88
● dont personnel	0,43	0,47	0,52	0,57	0,62	0,78	1,60	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97
● dont transferts versés	4,67	5,93	5,95	6,77	8,10	9,00	10,36	10,64	11,11	11,16	11,31	11,49
Recettes de fonctionnement (2)	10,49	12,26	12,53	13,58	15,78	17,22	19,61	20,95	21,46	21,78	22,17	22,50
● dont impôts et taxes	5,26	5,09	5,03	5,25	6,93	8,35	10,54	11,70	12,17	12,38	12,15	12,30
– impôts locaux**	3,09	3,02	3,07	3,22	4,00	4,43	4,42	4,63	4,90	5,08	4,39	4,47
– autres impôts indirects et taxes	2,17	2,07	1,96	2,03	2,93	3,91	6,12	7,08	7,27	7,30	7,76	7,83
<i>dont cartes grises</i>	<i>1,41</i>	<i>1,50</i>	<i>1,43</i>	<i>1,48</i>	<i>1,62</i>	<i>1,83</i>	<i>1,94</i>	<i>1,97</i>	<i>1,92</i>	<i>1,92</i>	<i>2,08</i>	<i>2,11</i>
<i>dont TICPE</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,43</i>	<i>1,02</i>	<i>2,83</i>	<i>3,64</i>	<i>3,86</i>	<i>3,88</i>	<i>4,12</i>	<i>4,14</i>
● dont concours de l'État ^(a)	2,89	4,24	4,64	7,04	8,02	8,26	8,29	8,39	8,51	8,62	9,28	9,34
– dont DGF	2,76	3,97	3,38	4,84	4,95	5,11	5,21	5,27	5,42	5,45	5,45	5,45
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	n.d.	0,22	0,24	0,23	0,24	0,22	0,20	0,20	0,86	0,87
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	4,74	5,05	4,94	4,88	5,72	5,87	6,07	6,34	5,97	6,01	6,03	5,94
● intérêts de dette (4)	0,40	0,34	0,31	0,31	0,39	0,40	0,50	0,60	0,50	0,50	0,57	0,60
Épargne brute (5) = (3)-(4)	4,34	4,71	4,63	4,57	5,33	5,47	5,57	5,75	5,47	5,51	5,46	5,35
Épargne nette = (5)-remboursement	3,35	3,64	3,72	3,76	3,96	3,78	4,30	3,78	3,52	3,93	3,72	3,34
Dépenses réelles d'investissement	6,54	7,42	7,86	8,27	9,08	9,98	10,37	11,46	12,02	10,19	10,49	10,76
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	5,55	6,36	6,95	7,46	7,70	8,29	9,09	9,49	10,06	8,61	8,75	8,76
● dont subventions d'équipement	3,20	3,81	4,14	4,33	4,59	4,93	5,35	5,41	5,74	5,10	5,34	5,37
● dont équipement	2,15	2,28	2,44	2,68	2,58	3,10	3,44	3,76	3,82	3,14	2,96	2,79
Recettes réelles d'investissement	2,21	2,92	2,82	3,55	3,78	4,35	4,71	5,23	6,31	4,92	5,06	5,04
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	1,45	1,69	1,37	1,52	1,68	1,60	1,88	1,93	2,67	2,18	2,23	1,95
● dont dotations et subventions	1,26	1,44	1,16	1,13	1,43	1,48	1,59	1,65	2,34	1,95	1,89	1,68
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,25	+0,04	-0,95	-1,37	-0,70	-1,22	-1,63	-1,81	-1,92	-0,92	-1,07	-1,47
Variation fonds de roulement	+0,01	+0,21	-0,42	-0,15	+0,03	-0,17	-0,09	-0,48	-0,23	+0,24	+0,03	-0,38
Dépenses totales pour l'enseignement	2,97	3,24	3,44	3,63	3,96	4,16	5,19	6,11	6,68	6,33	6,10	6,05
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	2,19	2,17	2,36	2,97	3,47	4,22	4,87	4,88	5,18	5,05	5,15	5,21
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	0,58	2,05	2,13	2,41	2,86	2,99	3,15	3,28	3,22	3,19	3,39	3,52
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	0,99	1,07	0,91	0,81	1,37	1,69	1,28	1,97	1,96	1,58	1,74	2,00
● emprunts	0,75	1,23	1,44	2,03	2,11	2,75	2,83	3,30	3,65	2,73	2,83	3,09
● emprunts - remboursements de dette	-0,24	0,16	0,53	1,22	0,73	1,06	1,55	1,33	1,69	1,15	1,09	1,09
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>7,66</i>	<i>7,82</i>	<i>8,42</i>	<i>9,42</i>	<i>10,14</i>	<i>11,11</i>	<i>12,77</i>	<i>13,98</i>	<i>15,70</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	45,2%	41,2%	39,4%	35,9%	36,3%	34,1%	30,9%	30,3%	27,8%	27,6%	27,2%	26,4%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	41,4%	38,4%	36,9%	33,6%	33,8%	31,8%	28,4%	27,4%	25,5%	25,3%	24,6%	23,8%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	73,0%	63,8%	67,2%	69,3%	64,3%	64,5%	65,1%	66,7%	73,2%	77,4%	81,1%	84,9%
Annuité / recettes de fonctionnement	13,2%	11,5%	9,7%	8,2%	11,2%	12,1%	9,0%	12,2%	11,4%	9,6%	10,4%	11,5%

Sources : DGFIP, DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Dépenses totales	138,45	145,35	151,19	167,01	177,78	187,57	200,59	206,82	214,23	212,82	219,38	225,87
Recettes totales	138,25	146,78	152,52	167,34	178,38	189,19	199,34	206,03	215,15	215,10	222,11	227,01
Dépenses totales hors remboursements de dette	126,13	133,06	140,36	155,84	165,39	175,17	189,43	195,24	202,19	200,81	206,95	212,84
Recettes totales hors emprunts	127,03	134,48	140,36	153,15	162,10	172,06	181,73	186,93	195,85	199,04	206,23	209,14
Dépenses réelles de fonctionnement	87,83	95,41	99,55	111,23	118,25	124,23	132,58	140,01	145,51	148,78	152,95	157,64
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	83,23	91,31	95,68	107,54	114,69	120,39	128,41	135,42	141,42	144,87	148,69	153,17
● dont achats et charges externes	19,86	21,66	22,83	23,14	24,13	25,51	26,20	27,46	28,10	28,54	29,16	29,93
● dont personnel	30,98	32,98	34,54	36,62	38,57	40,70	44,51	48,04	50,30	51,74	53,00	54,75
● dont transferts versés	28,98	33,04	34,90	43,70	47,73	50,11	53,43	55,47	58,13	59,96	61,71	63,63
Recettes de fonctionnement (2)	112,97	120,51	126,42	137,72	145,46	153,35	161,40	167,03	172,05	178,88	185,80	189,04
● dont impôts et taxes	66,34	69,46	66,70	75,81	82,82	88,38	94,10	98,51	102,58	108,63	110,74	113,56
– impôts locaux**	48,57	49,24	51,47	53,80	57,17	60,57	62,42	65,08	70,25	73,24	69,54	72,21
– autres impôts indirects et taxes	17,78	20,22	15,24	22,01	25,65	27,81	31,68	33,42	32,33	35,39	41,20	41,35
● dont concours de l'État ^(a)	28,60	31,78	33,30	44,21	45,44	46,90	47,70	48,21	48,73	49,43	52,57	52,31
– dont DGF	24,30	26,72	26,64	36,21	36,69	37,98	38,93	39,68	40,54	40,86	40,97	41,10
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	n.d.	5,20	5,10	5,13	5,03	4,77	4,42	4,74	7,77	7,51
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	29,74	29,20	30,74	30,18	30,76	32,96	32,98	31,62	30,63	34,00	37,12	35,87
● intérêts de dette (4)	4,60	4,11	3,87	3,68	3,56	3,84	4,17	4,59	4,09	3,91	4,27	4,46
Épargne brute (5)=(3)-(4)	25,15	25,09	26,87	26,50	27,20	29,12	28,81	27,02	26,54	30,10	32,85	31,41
Épargne nette = (5)-remboursement	12,82	12,80	16,03	15,33	14,82	16,73	17,66	15,44	14,49	18,09	20,42	18,38
Dépenses réelles d'investissement	50,63	49,94	51,63	55,78	59,52	63,33	68,01	66,81	68,72	64,04	66,43	68,23
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	38,30	37,65	40,80	44,61	47,14	50,94	56,85	55,23	56,68	52,03	54,00	55,20
● dont subventions d'équipement	8,09	8,57	9,11	9,85	10,34	11,36	12,97	13,08	13,85	12,60	12,79	13,17
● dont équipement	27,79	26,84	29,41	31,57	34,24	37,37	41,32	40,02	39,82	36,76	38,26	39,07
Recettes réelles d'investissement	25,28	26,28	26,10	29,62	32,93	35,84	37,94	39,00	43,10	36,22	36,31	37,97
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	14,06	13,97	13,94	15,43	16,65	18,71	20,33	19,90	23,80	20,16	20,43	20,10
● dont dotations et subventions	10,20	10,60	10,77	11,25	12,50	13,58	14,65	15,08	19,26	15,18	14,89	14,95
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	+0,90	+1,42	+0,00	-2,69	-3,29	-3,11	-7,70	-8,31	-6,34	-1,77	-0,72	-3,70
Variation fonds de roulement	-0,20	+1,43	+1,33	+0,33	+0,61	+1,62	-1,25	-0,79	+0,92	+2,28	+2,73	+1,14
Évolution de la dette :												
● remboursements de dette	12,32	12,29	10,83	11,17	12,38	12,40	11,16	11,58	12,04	12,01	12,43	13,03
● emprunts	11,23	12,31	12,16	14,19	16,28	17,13	17,61	19,10	19,30	16,06	15,88	17,87
● emprunts - remboursements de dette	-1,10	0,01	1,33	3,02	3,90	4,73	6,46	7,52	7,26	4,05	3,45	4,84
Dette totale au 31/12	86,52	86,96	86,78	89,23	93,71	98,64	105,23	112,74	120,04	124,35	127,58	132,45
Ratios :												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	26,3%	24,2%	24,3%	21,9%	21,1%	21,5%	20,4%	18,9%	17,8%	19,0%	20,0%	19,0%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	22,3%	20,8%	21,3%	19,2%	18,7%	19,0%	17,9%	16,2%	15,4%	16,8%	17,7%	16,6%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	76,6%	72,2%	68,6%	64,8%	64,4%	64,3%	65,2%	67,5%	69,8%	69,5%	68,7%	70,1%
Annuité / recettes de fonctionnement	15,0%	13,6%	11,6%	10,8%	11,0%	10,6%	9,5%	9,7%	9,4%	8,9%	9,0%	9,3%

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter en 2011.

^(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » : les versements fiscaux des groupements vers les communes étant neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf versements fiscaux.

DÉPENSES DES DÉPARTEMENTS DANS LES DOMAINES TRANSFÉRÉS

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale⁽¹⁾	13,71	15,66	17,55	24,61	25,93	27,75	29,20	30,39	32,05	33,68	34,89	35,95	36,97
dont dépenses de fonctionnement obligatoires d'aide sociale⁽²⁾	11,91	13,10	15,20	23,66	25,08	26,88	28,30	29,45	31,11	32,72	33,94	34,99	36,00
dont RMI / RSA (dépenses brutes)	0,84	0,86	0,79	6,35	6,70	7,25	7,44	7,38	7,89	8,60	8,98	9,34	9,70
dont APA (dépenses brutes)	-	1,86	3,34	3,79	4,11	4,42	4,74	5,04	5,21	5,37	5,45	5,57	5,65
Dépenses totales pour les collèges	3,18	3,32	3,49	3,21	3,35	3,41	3,90	4,28	4,49	4,30	4,28	4,19	4,03
Fonctionnement	1,30	1,23	1,28	0,91	0,97	1,07	1,58	1,83	1,97	2,04	2,13	2,19	2,25
Investissement	1,89	2,09	2,20	2,30	2,37	2,34	2,32	2,44	2,52	2,26	2,15	2,00	1,80
Transport scolaire (fonctionnement)	1,65	1,81	1,68	1,61	1,68	1,76	1,82	1,90	1,94	1,92	1,92	1,95	2,00
Contingents destinés aux SDIS (fonctionnement)	1,14	1,21	1,40	1,57	1,74	1,95	2,08	2,22	2,31	2,39	2,45	2,52	2,49

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs.

Champ : France hors Mayotte.

* Pour l'année 2013, le montant est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2012 et 2013 au montant 2012 issu des comptes administratifs.

⁽¹⁾ Dépenses de fonctionnement pour la prévention médico-sociale, l'action sociale (hors RMI-RSA et APA), le RMI-RSA et l'APA.

⁽²⁾ Dépenses de fonctionnement pour l'action sociale (hors RMI-RSA et APA), le RMI-RSA et l'APA.

DÉPENSES DES RÉGIONS DANS LES DOMAINES TRANSFÉRÉS

(en milliards d'euros)

	2001	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013**
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage⁽¹⁾	2,19	2,17	2,36	2,97	3,47	4,22	4,87	4,88	5,18	5,05	5,15	5,21	5,25
Fonctionnement	2,08	2,06	2,20	2,83	3,33	4,09	4,70	4,69	4,95	4,83	4,96	5,01	5,06
Investissement	0,11	0,11	0,16	0,14	0,14	0,13	0,18	0,18	0,23	0,23	0,20	0,20	0,18
Dépenses totales pour l'enseignement⁽¹⁾	2,97	3,24	3,44	3,63	3,96	4,16	5,19	6,11	6,68	6,33	6,10	6,05	5,94
Fonctionnement	0,91	0,97	1,02	1,08	1,28	1,45	2,30	3,00	3,31	3,38	3,43	3,51	3,56
Investissement	2,06	2,27	2,42	2,55	2,68	2,71	2,89	3,11	3,38	2,95	2,67	2,54	2,38
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs⁽²⁾	0,58	2,05	2,13	2,41	2,86	2,99	3,15	3,28	3,22	3,19	3,39	3,52	3,91
Fonctionnement	0,48	1,53	1,63	1,92	2,04	2,12	2,27	2,40	2,48	2,59	2,70	2,82	2,92
Investissement	0,10	0,53	0,50	0,48	0,82	0,87	0,88	0,88	0,74	0,61	0,69	0,70	0,99

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs.

Champ : France hors Mayotte.

Les données pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage sont issues du total du chapitre « Formation professionnelle et Apprentissage ». Les données pour l'enseignement sont issues du total du chapitre « Enseignement », et incluent principalement les dépenses pour les lycées. Les données pour le transport ferroviaire régional de voyageurs sont issues du volet 1 de l'annexe « service ferroviaire régional de voyageurs » jusqu'en 2004, puis de la sous-fonction « Transport ferroviaire régional de voyageurs » dans le chapitre « Transports ».

⁽¹⁾ Les montants agrégés pour la formation professionnelle et apprentissage et l'enseignement en 2006 sont estimés pour les régions Languedoc-Roussillon, Limousin et Guyane.

⁽²⁾ Les montants agrégés pour le transport ferroviaire régional de voyageurs en 2005 et 2006 sont estimés pour les régions Languedoc-Roussillon et Limousin.

* Généralisation du transfert de compétences en matière de transport ferroviaire.

** Pour l'année 2013, le montant est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2012 et 2013 au montant 2012 issu des comptes administratifs.

10-11 L'endettement des collectivités locales

L'ENCOURS DE DETTE DES COLLECTIVITÉS LOCALES AU 31/12 (en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Communes	51,15	50,80	50,59	50,94	52,04	53,45	55,46	57,46	58,61	59,29	59,93	61,35
Groupements de communes à fiscalité propre (GFP)	9,04	9,60	10,42	10,71	12,27	13,60	15,11	16,54	17,47	18,19	19,28	20,94
Secteur communal : communes et GFP	60,19	60,40	61,01	61,65	64,30	67,05	70,56	73,99	76,09	77,47	79,21	82,29
Départements	18,67	18,73	17,36	18,16	19,26	20,48	21,90	24,76	28,25	30,02	30,39	31,05
Régions	7,66	7,82	8,42	9,42	10,14	11,11	12,77	13,98	15,70	16,85	17,97	19,11
Ensemble des collectivités locales	86,52	86,96	86,78	89,23	93,71	98,64	105,23	112,74	120,04	124,35	127,58	132,45

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

POIDS DE LA DETTE RAPPORTÉE AUX RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Communes	84,8	82,1	80,2	79,1	78,7	78,8	79,6	80,9	80,5	79,6	77,8	78,4
Groupements de communes à fiscalité propre (GFP)	64,9	55,4	51,5	47,8	50,9	54,3	57,7	60,8	59,8	58,1	59,2	61,7
Secteur communal : communes et GFP	86,0	82,5	80,1	78,0	78,3	79,3	80,7	82,5	81,5	80,3	78,9	80,0
Départements	57,5	53,5	46,0	40,3	40,5	39,7	40,3	44,0	49,3	49,5	48,1	48,8
Régions	73,0	63,8	67,2	69,3	64,3	64,5	65,1	66,7	73,2	77,4	81,1	84,9
Ensemble des collectivités locales	76,6	72,2	68,6	64,8	64,4	64,3	65,2	67,5	69,8	69,5	68,7	70,1

Source : DGFIP.

Champ : France hors Mayotte.

* : Premiers résultats DGFIP.

DETTE PUBLIQUE AU SENS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT (en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
État	685,5	746,0	810,0	851,2	898,6	896,2	932,8	1040,9	1168,4	1244,8	1335,3	1439,9
Organismes divers d'administration centrale	17,8	15,4	23,7	21,9	20,9	15,3	22,8	11,6	18,7	14,1	10,4	9,9
Administrations locales	105,4	104,1	107,8	111,5	117,9	125,6	135,5	146,3	155,2	161,1	166,6	173,7
Administrations de sécurité sociale	44,5	46,6	63,3	94,8	110,2	115,0	120,3	119,9	151,2	175,0	204,6	210,3
Total administrations publiques	853,3	912,0	1004,9	1079,5	1147,6	1152,2	1211,6	1318,6	1493,4	1595,0	1716,9	1833,8

Source : Comptes nationaux - Base 2005, Insee.

Champ : France ; dette publique au sens du traité de Maastricht, au 31 décembre.

DETTE PUBLIQUE AU SENS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT (en % du PIB)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
État	45,8	48,3	51,0	51,4	52,3	49,8	49,4	53,8	62,0	64,3	66,7	70,8
Organismes divers d'administration centrale	1,2	1,0	1,5	1,3	1,2	0,9	1,2	0,6	1,0	0,7	0,5	0,5
Administrations locales	7,0	6,7	6,8	6,7	6,9	7,0	7,2	7,6	8,2	8,3	8,3	8,5
Administrations de sécurité sociale	3,0	3,0	4,0	5,7	6,4	6,4	6,4	6,2	8,0	9,0	10,2	10,3
Total administrations publiques	57,1	59,1	63,3	65,2	66,8	64,1	64,2	68,2	79,2	82,4	85,8	90,2

Source : Comptes nationaux - Base 2005, Insee.

Champ : France ; dette publique au sens du traité de Maastricht, au 31 décembre.

DÉFINITION

La dette au sens de Maastricht couvre l'ensemble des administrations publiques au sens des comptes nationaux : l'État, les organismes divers d'administration centrale (ODAC), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

La dette au sens de Maastricht est calculée dans le cadre des comptes nationaux mais elle est définie de façon spécifique. Elle ne comprend pas l'ensemble des passifs financiers mais uniquement les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions que sont les bons du Trésor (BTF et BTAN), les obligations assimilables du Trésor (OAT), les Euro medium term notes (EMTN), ainsi que les emprunts ; en sont exclus les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir.

C'est une dette brute au sens où on ne soustrait pas aux éléments de passifs retenus les actifs financiers des administrations publiques.

Elle est consolidée : sont donc exclus du calcul de la dette les éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration. C'est le cas par exemple des dépôts des administrations publiques au Trésor.

La dette au sens de Maastricht est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal. Ainsi, les intérêts courus non échus ou les fluctuations des cours des titres ne sont pas compris dans l'évaluation des instruments, alors que la réévaluation de la valeur de remboursement des titres indexés sur l'inflation (OATI, BTANI et CADES) est prise en compte.

TAUX MOYENS D'IMPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE HORS MAYOTTE

(en %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012	2013
Communes												
Taxe d'habitation	13,02	13,39	13,58	13,70	13,79	13,80	13,89	14,19	14,42	16,35	16,36	16,26
Taxe sur le foncier bâti	16,62	17,11	17,36	17,56	17,70	17,75	17,87	18,32	18,64	18,74	18,82	18,82
Taxe sur le foncier non bâti ⁽²⁾	37,69	38,20	38,58	38,92	39,44	39,58	39,89	40,32	40,65	41,53	41,65	41,66
Taxe professionnelle	11,53	11,88	12,03	12,11	12,15	12,16	12,28	12,62				
Cotisation foncière des entreprises										20,26	20,28	19,85
Secteur communal : communes + groupements⁽³⁾												
Taxe d'habitation	13,81	14,02	14,17	14,34	14,45	14,48	14,57	14,97	15,21	23,76	23,84	23,88
Taxe sur le foncier bâti	17,61	17,92	18,12	18,36	18,53	18,60	18,74	19,32	19,66	19,89	20,04	20,10
Taxe sur le foncier non bâti ⁽²⁾	42,04	42,66	43,14	43,63	44,19	44,43	44,81	45,49	45,95	48,55	48,79	48,92
Taxe professionnelle	14,50	14,85	15,02	15,18	15,35	15,45	15,53	15,78				
Cotisation foncière des entreprises										25,42	25,59	25,69
Départements												
Taxe d'habitation	6,08	6,29	6,37	6,61	6,89	6,98	7,06	7,39	7,54			
Taxe sur le foncier bâti	8,48	8,80	8,90	9,27	9,76	9,88	9,99	9,83	10,14	14,62	14,92	15,20
Taxe sur le foncier non bâti	20,26	21,20	21,44	22,18	23,19	23,49	23,80	25,01	25,48			
Taxe professionnelle	7,02	7,37	7,46	7,81	8,22	8,36	8,48	8,96				
Régions												
Taxe sur le foncier bâti	1,98	1,99	1,99	2,39	2,54	2,61	2,64	2,66	2,67			
Taxe sur le foncier non bâti	4,88	4,95	5,00	5,79	6,19	6,33	6,46	6,51	6,51			
Taxe professionnelle	1,98	2,02	2,03	2,48	2,68	2,75	2,80	2,82				

Sources : DGFIP, DGCL.

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

⁽²⁾ Non compris la taxe additionnelle instaurée en 2011 et qui ne donne pas lieu à un vote de taux.

⁽³⁾ Groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées.

10-13 Les produits de fiscalité locale

PRODUITS D'IMPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*	2012	2013
Communes												
Taxe d'habitation	7 446	7 933	8 341	8 731	9 128	9 469	9 869	10 468	10 966	12 886	13 403	13 718
Taxe sur le foncier bâti	9 169	9 780	10 253	10 744	11 235	11 657	12 143	13 008	13 651	14 277	14 813	15 275
Taxe sur le foncier non bâti ⁽¹⁾	740	759	777	798	674	688	705	722	734	778	793	804
Taxe professionnelle/CRTP	6 100	4 906	4 551	4 389	4 361	4 300	4 407	4 547	4 282			
CFE										1 461	1 466	1 353
CVAE ⁽²⁾										1 045	1 063	1 080
IFER										155	148	143
TASCOM										132	134	129
Secteur communal : communes + groupements⁽³⁾												
Taxe d'habitation	7 896	8 309	8 703	9 135	9 563	9 931	10 357	11 040	11 566	18 733	19 525	20 139
Taxe sur le foncier bâti	9 713	10 243	10 702	11 236	11 762	12 215	12 734	13 716	14 400	15 148	15 776	16 316
Taxe sur le foncier non bâti ⁽¹⁾	825	848	869	894	755	772	792	815	830	961	982	1 002
Taxe professionnelle/CRTP	14 060	14 203	14 744	15 274	15 957	16 419	17 067	18 092	18 831			
CFE										6 327	6 662	6 934
CVAE ⁽²⁾										3 890	4 024	4 325
IFER										467	488	510
TASCOM										609	648	708
Départements												
Taxe d'habitation	3 488	3 725	3 916	4 218	4 567	4 797	5 021	5 468	5 763			
Taxe sur le foncier bâti	4 141	4 453	4 657	5 037	5 507	5 778	6 040	6 854	7 285	10 953	11 581	12 185
Taxe sur le foncier non bâti	36	39	40	43	46	48	51	55	55			
Taxe professionnelle/CRTP	6 330	6 595	6 865	7 400	8 054	8 152	8 525	9 239	9 396			
CVAE ⁽²⁾										7 130	7 363	7 916
IFER										226	239	248
Régions												
Taxe sur le foncier bâti	1 075	1 116	1 156	1 440	1 590	1 685	1 765	1 858	1 919			
Taxe sur le foncier non bâti	9	9	10	12	13	13	14	14	15			
Taxe professionnelle/CRTP	1 919	1 926	1 990	2 488	2 774	2 649	2 769	2 922	3 042			
CVAE ⁽²⁾										3 675	3 795	4 081
IFER										643	643	655
Toutes collectivités												
Taxe d'habitation	11 384	12 034	12 619	13 353	14 130	14 727	15 378	16 508	17 329	18 733	19 525	20 139
Taxe sur le foncier bâti	14 928	15 812	16 515	17 713	18 858	19 678	20 539	22 429	23 603	26 102	27 357	28 501
Taxe sur le foncier non bâti ⁽¹⁾	870	896	919	949	814	834	856	884	899	961	982	1 002
Taxe professionnelle/CRTP	22 309	22 725	23 600	25 161	26 785	27 220	28 361	30 253	31 269			
CFE										6 327	6 662	6 934
CVAE ⁽²⁾										14 695	15 182	16 323
IFER										1 336	1 370	1 413
TASCOM										609	648	708

Sources : DGFIP, DGCL.

* La taxe professionnelle, supprimée dès 2010, a été remplacée transitoirement par une compensation relais versée par l'État. Puis la réforme de la fiscalité locale a été mise en place en 2011 pour les collectivités locales.

⁽¹⁾ Y compris la taxe additionnelle sur le foncier non bâti à partir de 2011.

⁽²⁾ CVAE due + CVAE dégrèvée.

⁽³⁾ Groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées.

COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS AU TITRE DES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DIRECTES POUR L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE HORS MAYOTTE

(en millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012
Compensations*												
Taxe d'habitation	2 044	2 090	2 111	1 141	1 164	1 189	1 207	1 227	1 233	1 319	1 703	1 751
Taxe sur le foncier bâti	334	325	339	357	371	377	388	402	350	339	396	360
Taxe sur le foncier non bâti	332	334	332	330	332	492	491	446	404	382	378	346
Impôts économiques ⁽²⁾	7 133	9 606	10 732	1 806	1 894	1 804	1 698	1 390	1 119	1 076	925	771
Total	9 843	12 355	13 513	3 634	3 761	3 862	3 783	3 465	3 105	3 117	3 400	3 229
Dégrèvements législatifs**												
Taxe d'habitation	2 247	2 334	2 356	2 728	2 774	2 918	3 013	3 048	3 148	3 237	3 387	3 377
Taxes foncières	75	147	337	561	503	563	574	730	672	691	878	889
Impôts économiques ⁽²⁾	5 681	5 341	6 238	6 659	7 257	8 877	9 159	11 929	13 641	11 504	6 335	5 667
Total	8 003	7 822	8 932	9 948	10 534	12 358	12 746	15 707	17 461	15 432	10 600	9 933
Contributions brutes de l'État												
Taxe d'habitation	4 290	4 424	4 467	3 869	3 938	4 107	4 220	4 275	4 380	4 556	5 090	5 128
Taxes foncières	741	806	1 008	1 247	1 206	1 432	1 453	1 578	1 426	1 413	1 651	1 595
Impôts économiques ⁽²⁾	12 814	14 947	16 970	8 465	9 151	10 681	10 857	13 319	14 760	12 580	7 260	6 439
Total	17 846	20 177	22 445	13 582	14 295	16 220	16 530	19 172	20 566	18 549	14 001	13 162

Sources : DGFIP, DGCL.

⁽¹⁾ 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

⁽²⁾ Taxe professionnelle / CET.

* Y compris, à partir de 2011, la CVAE exonérée compensée et les dotations aux départements et aux régions qui se substituent aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de 2011. Ces dotations sont égales à la somme des allocations compensatrices versées au titre de l'année 2010, affectées d'un coefficient d'actualisation annuel.

** Y compris le dégrèvement barémique de la CVAE.

10-15 Les effectifs des collectivités locales

LES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX HORS BÉNÉFICIAIRES DE CONTRATS AIDÉS

(effectifs en milliers au 31 décembre)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TOTAL FPT	1 362,4	1 417,1	1 473,8	1 524,7	1 563,5	1 611,7	1 703,8	1 769,8	1 806,5	1 811,0	1 830,7	1 862,4
TOTAL FPT hors transferts	1 362,4	1 417,1	1 473,8	1 524,7	1 563,5	1 608,0	1 644,4	1 652,8	1 673,5	1 675,9	1 695,6	1 727,3
dont Conseils généraux	171,9	178,8	185,1	189,7	193,8	206,0	238,5	277,1	289,0	290,5	292,5	294,5
Conseils Généraux hors transferts	171,9	178,8	185,1	189,7	193,8	204,4	208,0	208,9	211,3	211,4	213,4	215,4
dont Conseils régionaux	11,2	12,2	13,1	13,9	15,0	22,1	53,4	75,3	78,7	79,7	80,0	81,7
Conseils régionaux hors transferts	11,2	12,2	13,1	13,9	15,0	20,0	24,5	26,5	23,4	23,7	24,0	25,7
dont Secteur communal	1 108,9	1 152,0	1 197,4	1 240,2	1 273,4	1 302,5	1 333,3	1 344,4	1 367,6	1 368,5	1 386,4	1 413,7
dont Communes et établissements communaux	1 001,5	1 027,2	1 050,6	1 076,1	1 095,2	1 111,8	1 131,0	1 132,6	1 141,7	1 134,5	1 141,2	1 155,8
dont EPCI à fiscalité propre	59,4	74,0	93,5	109,8	120,8	130,7	140,9	149,0	161,3	170,6	180,2	191,0
– Communautés urbaines et métropoles	23,3	26,8	28,9	29,6	30,3	30,5	31,1	34,1	39,5	40,4	41,2	42,7
– Communautés d'agglomération et SAN	14,5	19,8	30,4	39,5	44,9	49,2	54,8	56,8	59,2	65,0	69,0	74,6
– Communautés de communes	21,7	27,4	34,2	40,7	45,6	51,0	55,0	58,1	62,7	65,3	69,9	73,7

Source : Insee, Colter (avant 2009) et SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés.

LES DÉPENSES DE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES

(en milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	2013**
Communes	24,22	25,40	26,00	26,85	27,90	29,00	30,38	31,25	31,95	32,61	33,20	34,06	n.d.
Groupements de communes à fiscalité propre	1,85	2,29	2,82	3,07	3,50	3,85	4,20	4,51	5,00	5,39	5,77	6,27	n.d.
Départements	4,47	4,82	5,21	6,13	6,56	7,07	8,33	9,93	10,67	10,96	11,17	11,46	11,70
Régions	0,43	0,47	0,52	0,57	0,62	0,78	1,60	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97	3,05
Ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	30,98	32,98	34,54	36,62	38,57	40,70	44,51	48,04	50,30	51,74	53,00	54,75	n.d.

Sources : DGFIP, DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

* Premiers résultats DGFIP.

** Estimations à partir des budgets primitifs 2012 et 2013.

n.d. : données non disponibles.

Coordination Maquette : DPID - DGCL

Réalisation : Service de Diffusion de la Gendarmerie
SDG 14-32726-2 300

Achévé d'imprimer en mai 2014

Directeur de la publication : Serge MORVAN

ISBN : 978-2-11-129637-4

Cet ouvrage constitue la vingt-quatrième édition des Collectivités locales en chiffres. Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles, régulièrement mises à jour, sur les collectivités locales.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage :

- ↳ les chiffres clés des collectivités locales ;
- ↳ des données sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales.

Pour chacun des thèmes, un commentaire succinct, ainsi que des définitions et des références introduisent les données chiffrées.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site : www.collectivites-locales.gouv.fr

Diffusion :

**Direction de l'information légale et administrative
La Documentation française**

Tél. : 01 40 15 70 10

www.ladocumentationfrancaise.fr

**Ministère de l'intérieur
Ministère de la décentralisation, de la réforme de l'Etat
et de la fonction publique**

Direction générale des collectivités locales
Département des publications, de l'information
et de la documentation
2, place des Saussaies - 75800 Paris Cedex 08
Tél. : 01 49 27 36 34

Prix : **20,00 €**

ISSN : 1263-0322

ISBN : 978-2-11-129637-4

